

**BANQUE DE DEVELOPPEMENT
DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE**

BDEAC

RAPPORT ANNUEL

44^{ème}

EXERCICE SOCIAL 2020

ADRESSES

Site Web : www.bdeac.org

Email : bdeac@bdeac.org

SIEGE SOCIAL

Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO

BP : 1177, Brazzaville

(République du Congo)

Téléphone : +242 04 426 83 00

REPRESENTATIONS

Cameroun

Immeuble Intek, 3^{ème} étage

1045, rue Narvick

BP : 35289 Yaoundé

Tél. +237 79 53 17 17 / 22 22 36 11 / 22 22 39 03

Fax: +237 22 23 51 65

Email : rcam@bdeac.org

Gabon

Immeuble DELTASSUR (*OGAR-VIE*), 2^{ème} étage

Place de l'Indépendance Centreville

BP : 4932 Libreville

Tél. : +241 01 77 12 71

+241 01 77 12 72

Fax : +241 01 77 12 70

Email : rgab@bdeac.org

Centrafrique

Avenue des Martyrs

Immeuble Commission de la CEMAC, 7^{ème} étage

BP : 878 Bangui

Tél. : +236 75 57 57 30

Email : rcen@bdeac.org

Guinée Equatoriale

Immeuble Ministère du Commerce et des PMI

4^{ème} Etage

Malabo 2

Malabo

Tél. : +240 555 556 409/222 116 556

Email : rgeq@bdeac.org

Congo

Rue NGANDOU - Wharf

BP : 881 Pointe-Noire

Tél. : +242 05 776 88 45

+242 05 777 41 41

Email : rcog@bdeac.org

Tchad

Immeuble CEBEVIRHA – 1^{er} étage

BP 2 900 N'Djamena

Tél. : +235 68 55 00 01

+235 68 55 00 02

Email : rtch@bdeac.org

CARTE DE LA CEMAC



TABLE DES MATIERES

MOT DU PRESIDENT DE LA BDEAC	11
Résumé	21
PREMIERE PARTIE : ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE	22
1. Environnement économique international	23
a) Forte contraction de l'activité économique mondiale	23
b) Faible inflation au niveau mondial.....	23
c) Evolution mitigée des prix des produits de base de la CEMAC	24
2. Situation Economique dans la zone CEMAC	25
a) Généralités	25
b) Situation économique spécifique dans chaque pays	25
<i>République du Cameroun</i>	26
<i>République Centrafricaine</i>	26
<i>République du Congo</i>	27
<i>République Gabonaise</i>	28
<i>République de Guinée Equatoriale</i>	28
<i>République du Tchad</i>	29
GOUVERNANCE	31
3. Activités des Organes de Décision	32
a) L'Assemblée Générale.....	32
b) Le Conseil d'Administration	32
4. Activités de gestion des ressources humaines et de l'administration	34
a) La Gestion des ressources humaines et formation	34
b) La Gestion des moyens généraux, du patrimoine et de la sécurité	35
c) Gestion du système d'information	36
5. Activités de contrôle	36
6. Valeur des actions de la BDEAC.....	37
7. Activités de financement	39
a) Mise à jour et élaboration des textes opérationnels	39
b) Alimentation du pipeline de projets de la Banque	41
c) Situation des engagements	41
e) Annulation d'engagements.....	53
f) Supervision des projets.....	54
g) Situation des décaissements.....	56
8. Situation du Portefeuille des prêts	57
a) Répartition du Portefeuille par secteur	58
c) Evolution de l'encours des prêts de 2016 à 2020	60
9. Activités de mobilisation des ressources	64
a) Ressources propres	64
QUATRIEME PARTIE : SITUATION FINANCIERE	70
10. GENERALITES	71
11. SITUATION PATRIMONIALE	71
a) Actif	72
b) Passif	72
c) Hors-bilan	74

12. COMPTES DE GESTION.....	74
13. MARGE D'ACTIVITE BANCAIRE.....	74
14. produit net bancaire	74
15. RESULTAT D'EXPLOITATION.....	75
16. RESULTAT NET	75
<i>ANNEXES.....</i>	<i>77</i>
Annexe 2.....	89

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ABG	Aide Budgétaire Globale
AFREXIMBANK	Banque Africaine d'Import-Export
AGFUND	Programme du Golfe Arabe pour le Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BDC	Banque de Développement de Chine
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BID	Banque Islamique de Développement
CEEAC	Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
DSIP	Document de Stratégie d'Intervention Pays
FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique
FINFORTROP	Programme de financement durable des forêts tropicales humides du Bassin du Congo
FMI	Fonds Monétaire International
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FODEC	Fonds de Développement de la Communauté
FSA	Fonds de Solidarité Africain
KIC	Kuwait Investment Company
LAIP	Libya Africa Investment Portfolio
MEC	Mécanisme Elargie de Crédit
PER	Programme Economique Régional
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMI	Petites et Moyennes Industries
PREF-CEMAC	Programme des Reformes. Economiques et Financières de la CEMAC
RCA	République Centrafricaine

ANNEXES

Annexe 1 : Note sur les états financiers au 31 décembre 2020.....	78
Annexe 2 : Evolution des engagements de la Banque depuis 2003.....	89
Annexe 3 : Liste des projets approuvés depuis la création de la Banque.....	90
Annexe 4 : Liste des études de faisabilités approuvées depuis la création de la Banque.....	96
Annexe 5 : Liste des prises de participations depuis la création de la Banque.....	97

GRAPHIQUES

Graphique 1: Evolution de la croissance du PIB réel.....	23
Graphique 2: Evolution de l'inflation (moyenne des prix à la consommation).....	24
Graphique 3 : Répartition des effectifs BDEAC au 31 Décembre 2020.....	34
Graphique 4 : Répartition des agents par nationalité.....	35
Graphique n°5 : Répartition sectorielle des engagements pris en 2020 (MFCFA).....	41
Graphique n°6 : Comparatif de la répartition typologique des engagements pris sur la période 2017-2020.....	50
Graphique n°7: Comparatif de la répartition typologique des engagements pris sur la période 2017-2020 sans effet Covid19.....	50
Graphique n°8 : Répartition sectorielle des engagements pris sur la période 2017-2020 avec et sans effet COVID-19.....	51
Graphique n°9 : Répartition géographique des engagements sur la période 2003-2020.....	52
Graphique 10 : Evolution des décaissements depuis 2007.....	56
Graphique n°11 : Encours nets par secteur au 31 décembre 2020.....	59
Graphique n°12 : Encours nets par nature au 31 décembre 2020.....	59
Graphique n°13 : Encours nets par nature des prêts en 2020 (sans effet Covid-19).....	60
Graphique n°14 : Evolution des encours nets depuis 2016.....	61
Graphique n°15 : Histogrammes comparatifs 2019 vs 2020 des encours et des nombres de contreparties par notation.....	64
Graphique n°16 : Bilans résumés comparés 2019-2020.....	71
Graphique n°17: Composition de l'Actif.....	72
Graphique n°18: Composition du Passif.....	72
Graphique n°19: Composition des Fonds Propres.....	73
Graphique n°20 : Evolution du résultat net depuis 2016.....	75
Graphique n°21 : Tendances comparées des comptes de résultat depuis 2017.....	76

TABLEAUX

Tableau n°1 : Evolution des cours mondiaux de quelques produits exportés par la zone CEMAC	24
Tableau n°2 : Evolution de quelques indicateurs macroéconomiques et financiers de la CEMAC	25
Tableau n°3 : Evolution de la valeur de l'action	38
Tableau n°4 : Evolution de la valeur patrimoniale de la BDEAC.....	38
Tableau n°5 : Répartition sectorielle des engagements pris en 2020.....	41
Tableau n°6 : Comparatif de la répartition typologique des engagements pris sur la période 2017-2020.....	50
Tableau n°7 : Comparatif de la répartition typologique des engagements pris sur la période 20217-2020 sans effet COVID-19.....	51
Tableau n°8 : Répartition sectorielle des engagements pris sur la période 2017-2020.....	51
Tableau n°9 : Encours nets par type de prêt en 2020.....	57
Tableau n°10 : Encours nets par secteurs d'activités en 2020.....	58
Tableau n°11 : Encours net par nature des prêts en 2020.....	59
Tableau n°12 : Encours net par nature des prêts en 2020 (sans effet Covid-19).....	60
Tableau n°13 : Evolution de l'encours des prêts de 2016 à 2020.....	60
Tableau n°14 : Catégories de risque.....	62
Tableau n°15 : Profil de risque du portefeuille	62
Tableau n°16 : Etat de libération du capital par les actionnaires au 31 décembre 2020.....	65
Tableau n°17 : Etat des ressources mobilisées au 31 décembre 2020 (Montants en F CFA).....	68
Tableau n°18 : Etat des ressources reçues sous forme de Convention de Gestion de Trésorerie et de Dépôt de Garantie au 31 Décembre 2020.....	69
Tableau n°19 : Bilans résumés comparés 2019-2020.....	71
Tableau n°20 : Résumé comparatif du hors bilan.....	74
Tableau n°20 : Résumé comparatif des comptes de gestion.....	74

ORGANES DE DECISION, DE GESTION ET DE CONTROLE

COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

CAMEROUN

- Monsieur **Louis Paul MOTAZE**
Ministre des Finances
- Monsieur **Alamine Ousmane MEY**
Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

CENTRAFRIQUE

- Monsieur **Henri-Marie DONDRA**
Ministre des Finances et du Budget
- Monsieur **Félix MOLOUA**
Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération

CONGO

- Monsieur **Calixte NGANONGO**
Ministre des Finances et du Budget
- Madame **Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA-BABACKAS**
Ministre du Plan, de la Statistique, de l'Intégration Régionale, des Transports, de l'Aviation Civile et de la Marine Marchande

GABON

- Madame **Nicole Jeanine Lydie ROBOTY Epse. MBOU**
Ministre de l'Economie et de la Relance

GUINEE EQUATORIALE

- Monsieur **Don Valentin ELA MAYE**
Ministre de l'Economie, des Finances et de la Planification
- Monsieur **Baltasar ENGONGA EDJO**
Ministre d'État à la Présidence, Chargé de l'Intégration Régionale

TCHAD

- Monsieur **Hamid Tahir NGUILIN**
Ministre des Finances et du Budget
- Monsieur **Issa DOUBRAGNE**
Ministre de l'Économie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale

COMMISSION DE LA CEMAC

- Monsieur **Daniel ONA ONDO**
Président de la Commission

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

- Monsieur **Abbas MAHAMAT TOLLI**
Gouverneur

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

- Monsieur **Akinwumi ADESINA**
Président

FRANCE

- Monsieur **Guillaume PREVOST**
Conseiller Financier pour l'Afrique auprès du Directeur Général du Trésor

KUWAIT INVESTMENT COMPANY

- Monsieur **Farouk BASTAKI**
Représentant

LIBYA AFRICA INVESTMENT PORTFOLIO

- Monsieur **Mohamed ZELETNI**
Treasury Manager

ROYAUME DU MAROC

- Monsieur **Abdelhakim JOUAHRY**
Adjoint au Directeur du Trésor et des Finances Extérieures

BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE

- Dr Sidi Ould Tah
Directeur Général

FONDS DE SOLIDARITE AFRICAINE (FSA)

- Monsieur **Ahmadou Abdoulaye-DIALLO**
Directeur Général

**ORGANES DE DECISION, DE GESTION ET DE CONTROLE
COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Président

Henri-Marie DONDRA

Ministre des Finances et du Budget de la République Centrafricaine

Administrateurs

CAMEROUN

Titulaire : **M. Achille Nestor BASAHAG**
Directeur Général de la Comptabilité Publique
Suppléant : **M. Ange Patrick DEMENOU.**
Sous-Directeur de la Monnaie et des
Etablissements de Crédit

CENTRAFRIQUE

Titulaire : **Mme Tatiana YANGOUPANDE**
Chargée de Mission au Ministère des Finances et du Budget
Suppléant : **M. Robert PANI**
Directeur de Cabinet du Ministre de l'Economie,
du Plan et de la Coopération Internationale

CONGO

Titulaire : **M. Bernard NGAZO**
Conseiller du Ministre des Finances et
du Budget
Suppléant : **M. Ferdinand S. LIKOUKA**
Directeur de Cabinet du Ministre du Plan, de la Statistique,
de l'Intégration Régionale, des Transports, de l'Aviation
Civile et de la Marine Marchande

GABON

Titulaire : **M. Pierre-Claver MFOUBA**
Ministère de l'Economie et de la Relance
Suppléant : **M. Christian Patrick EBE**
Conseiller du Ministre de l'Economie et de la Relance

GUINEE EQUATORIALE

Titulaire : **M. Mariano MICHA MASSA**
Conseiller Technique à la Caisse Autonome
d'Amortissement de la Dette Publique
Suppléant : **M. Pedro ABAGA NCHAMA**
Directeur Général des Affaires Juridiques et Contrats au
Ministère des Finances, de l'Economie et de la Planification

TCHAD

Titulaire : **M. Idriss Brahim MAHAMAT ITNO**
Directeur Général Adjoint du Budget
Suppléant : **M. Noh OUTHMAN**
Conseiller du Ministre des Finances et du Budget

COMMISSION DE LA CEMAC

Titulaire : **M. Modeste MFA OBIANG**
Expert Principal au Secrétariat du PREF-CEMAC
Suppléant : **M. Placide Alfred ILOKI**
Représentant de la Commission de la CEMAC
auprès de la République du Congo

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

Titulaire : **M. Dieudonné EVOU MEKOU**
Vice-Gouverneur
Suppléant : **M. Bienvenu Marius FEIMONAZOUI**
Directeur Général du Contrôle Général

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Titulaire : **M. Patrick KEI-BOGUINARD**
Directeur du Département Programmation et Budget
Suppléant : **M. Mahmoud LY**
Manager à la Division de la Gestion des Risques de
Trésorerie

FRANCE

Titulaire : **M. Guillaume PREVOST**
Conseiller Financier pour l'Afrique auprès
du Directeur Général du Trésor
Suppléant : **M. Félix DE LIEGE**
Adjoint au Chef de Bureau Afrique Centrale
Direction Générale du Trésor
Service des Affaires Multilatérales et du Développement

KUWAIT INVESTMENT COMPANY

M. Farouk BASTAKI
Représentant

LIBYA AFRICA INVESTMENT PORTFOLIO

M. Mohamed ZELETNI
Treasury Manager

ROYAUME DU MAROC

Titulaire : **M. Abdelhakim JOUAHRY**
Adjoint au Directeur du Trésor et des Finances extérieures
Suppléant : **M. Zakaria EL HARMIRI**
Chef de Service des Relations avec l'Afrique et l'Asie à la
Direction du Trésor et des Finances extérieures

***BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE EN AFRIQUE***

Titulaire :
Suppléant :

FONDS DE SOLIDARITE AFRICAIN (FSA)

Titulaire : **Ahmadou Abdoulaye Diallo**
Directeur Général
Suppléant : **Abdourahman Diallo**
Directeur de l'Audit et du Contrôle Interne

ADMINISTRATEURS INDEPENDANTS

M. Claude SIMO

Expert-comptable, Président du Comité d'Audit

M. Jean-Bedel Tity LOMOUEL

Expert-Comptable

Mme SOPHIA ZAIDI

Expert-Comptable

DIRECTION DE LA BANQUE

Fortunato-OFA MBO NCHAMA, Président

Marcel ONDELE, Vice-Président

COMMISSAIRES AUX COMPTES

GRANT THORNTON Gabon

DELOITTE Congo

MOT DU PRESIDENT DE LA BDEAC



L'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire sans précédent que traverse le monde entier, contraignant tous les acteurs économiques à redéfinir leurs priorités. A l'instar d'autres partenaires au développement, la BDEAC s'est mobilisée aux côtés de ses Actionnaires pour apporter son soutien indéfectible à la riposte contre cette pandémie du coronavirus afin d'endiguer ses effets néfastes tant au niveau social qu'économique.

C'est donc pour moi le lieu de rendre hommage aux Autorités de la CEMAC qui ont su prendre des mesures idoines pour contenir la pandémie dans nos pays.

Ainsi, afin d'aider les Gouvernements à appliquer l'ensemble des mesures sanitaires prises urgemment pour endiguer la propagation

du Corona virus et soutenir leurs populations les plus vulnérables, la BDEAC a mis à leur disposition une enveloppe globale d'un montant de FCFA 90 000 millions.

Malgré cet environnement, la BDEAC a continué à dérouler son programme d'activités tel que prévu dans son Plan Stratégique 2017-2022. Certains de ses activités ont d'ailleurs connu des avancées notables alors que d'autres ont subi les répercussions néfastes de la crise sanitaire.

Au titre de la gouvernance, la Banque a poursuivi sa mue, avec notamment l'adoption de plusieurs textes règlementaires encadrant sa gestion et son arrimage aux standards internationaux. A titre d'exemples, je pourrais citer l'adoption du Document de Stratégie d'Intervention en République du Congo, la Politique Environnementale et Sociale, et le nouveau Règlement Financier. L'approbation de tous ces textes s'inscrit bien évidemment dans la continuité des réformes engagées depuis 2017, en vue de faire de la Banque une Institution moderne, dynamique et inventive. Les améliorations apportées par ces réformes, notamment en ce qui concerne les Ressources Humaines et le Système d'Information, ont été tangibles au plus fort de la crise sanitaire. En effet, grâce aux mesures avant-gardistes prises notamment dans les domaines cités *supra*, la Banque a pu assurer la continuité de ses activités en permettant à son personnel de travailler à domicile durant la période de confinement et en assurant la tenue, par visioconférence, de ses réunions statutaires de l'année 2020.

Au titre des Opérations, les financements de la Banque ont connu un léger ralentissement comparativement à l'année 2019 en raison de la crise sanitaire. Cependant, en dépit de cette situation, la Banque a apporté son concours pour un montant total de FCFA 186 000 millions au bénéfice des projets économiques, dont FCFA 141 000 millions pour le secteur public et FCFA 45 000 millions pour le secteur privé. Ce déséquilibre dans la répartition sectorielle des financements est la résultante des mesures urgentes prises par la Banque en faveur des Etats pour soutenir les économies de la zone CEMAC dans la mise en œuvre des plans de riposte contre la Covid-19.

Sur le plan financier, la Banque a réalisé pour la 4^{ème} année consécutive des résultats positifs, malgré le contexte peu favorable dû à la pandémie. Ainsi, la BDEAC enregistre un résultat net de **FCFA 9 251 millions** pour l'année 2020, contre FCFA 14 345 millions l'année précédente.

Par ailleurs, la réédition de ces performances positives durant quatre années successives traduit le travail exceptionnel accompli par la Haute Direction et l'ensemble du Personnel de la Banque pour inscrire résolument l'Institution dans une dynamique de renouveau, de crédibilité et de pérennité.

S'agissant notamment de la mobilisation des ressources, la Banque, conformément aux orientations de son Plan Stratégique 2017-2022, a lancé en 2020 la première phase d'un programme triennal d'émissions obligataires par Appel Public à l'Épargne dans la zone CEMAC d'un montant de FCFA 300 000 millions. Cette première étape, qui a connu un franc succès, inaugure une nouvelle ère pour la BDEAC désormais perçue comme un acteur de premier plan dans l'animation du marché financier sous régional et comme signature de référence. En outre, dans le sillon de ses prérogatives, la BDEAC s'est dévouée en menant une approche pro active auprès des bailleurs de fonds en les mobilisant efficacement dans le cadre de la table ronde de Paris, les 16 et 17 novembre 2020 relative au financement de onze (11) projets prioritaires du Programme Economique Régional (PER) de la CEMAC. En sa qualité d'Institution de financement du développement, la BDEAC, en jouant clairement sa partition, se réjouit de cette opération ayant permis de lever près de Euros 3 800 millions.

Il y a lieu également de souligner qu'en 2020, la Banque a conclu un partenariat avec la Chambre de Commerce Africaine en Scandinavie en vue de multiplier les possibilités de financement entre la zone CEMAC et les investisseurs scandinaves.

Aussi, à travers ces actions, la BDEAC démontre une indéniable visibilité acquise à travers sa capacité démontrée à mobiliser les capitaux au profit des agents économiques de la CEMAC.

Quant aux activités en matière de la Coopération, en 2020, elles ont particulièrement été marquées par l'entrée dans le capital de la Banque de deux nouveaux actionnaires, la Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique (BADEA) et le Fonds de Solidarité Africain (FSA). Dans le même registre, la BDEAC s'est activement impliquée dans toutes les réunions organisées par les instances majeures de la Sous-région notamment celles de la CEEAC et la CEMAC.

C'est ainsi qu'au cours de l'exercice 2021, la priorité pour la Banque sera de redoubler d'efforts pour accompagner les économies de la CEMAC en dépit de la conjoncture actuelle car, plus que jamais, la BDEAC se doit de maintenir son dynamisme afin de soutenir les investisseurs publics et privés de son espace d'intervention. Avec cette crise sanitaire, la diversification des économies de nos pays devient une question urgente, voire de survie. Il faudrait donc prémunir nos économies contre ces différents chocs exogènes auxquels elles sont exposées de façon récurrente. Dans ce contexte, la Banque intensifiera ses actions vis-à-vis du secteur privé, compte tenu de sa contribution au développement des pays et à la redistribution des fruits de la croissance.

La Banque poursuivra également le déroulement de son Programme d'emprunt obligataire avec le lancement de la deuxième phase de cette opération qui contribuera à financer les projets de divers secteurs ainsi que ceux inscrits dans le cadre du PER.

Enfin, tous les progrès enregistrés au cours de ces dernières années viennent à la fois renforcer notre réputation de partenaire privilégié dans la Sous-région et confirmer ma conviction de répondre sans faille aux demandes en constante évolution. J'ai la ferme conviction que, pour

relever les défis majeurs des prochaines années, la BDEAC doit être capable de se réinventer sans cesse.

C'est exactement l'engagement que les fondateurs de cette Institution ont pris, il y a plus de quarante -cinq ans. Et aujourd'hui, honorer cet engagement demande de savoir écouter la voix de toutes ces populations de la zone CEMAC, qui réclament légitimement un meilleur présent et un avenir rempli d'opportunités.

Fortunato-OFA MBO NCHAMA
Président

LA BDEAC EN CHIFFRES

DATE DE CREATION

3 décembre 1975

DEBUT DES ACTIVITES

3 janvier 1977

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital autorisé de la BDEAC est établi à mille deux cent milliards francs CFA (FCFA 1 200 000 millions) divisé en cent vingt mille (120 000) actions de 10 millions de francs CFA chacune. Le capital de la Banque est représenté par des actions nominatives classées en deux catégories A et B. La catégorie A représente les Etats-membres de la CEMAC et la catégorie B représente les Institutions et les Etats non régionaux. Ainsi pour chaque participant, il est émis deux certificats qui correspondent l'un, aux actions du capital appelé et libéré et l'autre, au capital sujet à appel.

Au 31 décembre 2020, la situation du capital après souscription par les Actionnaires, dans les deux (02) catégories, se présente ainsi qu'il suit :

Catégorie A

	Montant (en millions de fcfa)	%
République du Cameroun	101 760	8,48
République Centrafricaine	101 760	8,48
République du Congo	101 760	8,48
République Gabonaise	101 760	8,48
Rép.de Guinée Equatoriale	101 760	8,48
République du Tchad	101 760	8,48
Total	610 560	50,88

Catégorie B

	Montant (en millions de fcfa)	%
BEAC	401 160	33,43
BAD	3 000	0,25
République Française	9 975	0,83
Koweït Investment Company	1 000	0,08
Libya Africa Investment Portfolio	7 520	0,63
Royaume du Maroc	2 380	0,20
Commission de la CEMAC	1 000	0,08
FSA	1 000	0,08
BADEA	1 000	0,08
Total	428 035	35,66
Partie non encore souscrite	161 405	13,46

Situation du Capital Social au 31 /12/2020

	Montant (en millions de fcfa)
Capital autorisé	1 200 000
Capital souscrit	1 037 595
Capital appelé	107 256
Capital appelé et libéré	93 746
Capital sujet à appel	930 339

FONDS PROPRES 172 563 millions

TOTAL BILAN 643 328 millions

ACTIVITES DE LA BANQUE DEPUIS SA CREATION

OPERATIONS APPROUVEES

- 239 prêts d'un montant de FCFA 1 654 186 millions
- 44 études d'un montant de FCFA
- 9 758,6 millions 6 prises de participation d'un montant de FCFA 7 200,5 millions

ACCORDS DE PRETS SIGNES

- 163 accords de prêts totalisant 1 296 728 millions

EFFECTIF AU 31/12/2020

- 141 Agents

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2020

14- 18 janvier : Tournée internationale de mobilisation des ressources auprès des bailleurs de fonds pour le financement des 11 projets intégrateurs

La BDEAC a participé à une mission conduite par son Excellence Gilbert ONDONGO, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Portefeuille Public de la République du Congo, Président du COPIL du PREF-CEMAC en vue de mobiliser des fonds pour le financement de 11 projets intégrateurs du Programme Economique Régionale. La délégation a eu une séance de travail à Paris avec le Directeur Général de l'Agence Française de Développement (AFD). Elle s'est ensuite rendue DJEDDAH (Arabie Saoudite) où elle a échangé avec le Président de la Banque Islamique de Développement (BID), puis à Dubaï avec le Président du Groupe Private Office du Prince Sheikh Ahmed Dalmook Al Maktoum, ainsi que le Président Directeur Général de Millenium Finance Corporation et Dubaï Port World. Outre la BDEAC, cette mission regroupait les dirigeants et cadres du Comité de Pilotage (COPIL), du PREF-CEMAC, de la Commission de la CEMAC et de l'UMAC. Au terme de cette première caravane, la Banque a été chargée de prendre le relai pour la concrétisation des pistes de coopération retenues avec les partenaires.

24 janvier : Signature à Niamey d'un Accord Cadre de coopération entre la BDEAC et le Fonds de Solidarité Africain (FSA)

Dans le cadre du renforcement du partenariat entre les deux Institutions, Monsieur Marcel ONDELE, Vice-Président de la BDEAC et Monsieur Ahmadou Abdoulaye DIALLO, Directeur Général du FSA, ont procédé le vendredi 24 janvier 2020 à Niamey à la signature de l'accord cadre de partenariat entre les deux entités.

27 janvier : Dynamisation du partenariat entre la BDEAC et le Groupe BGFIBank

Le Président de la BDEAC, Monsieur Fortunato-OFA MBO NCHAMA a reçu le lundi 27 janvier 2020 au Siège de la Banque à Brazzaville (Congo), Monsieur Henri-Claude OYIMA, Président Directeur Général du Groupe BGFIBank, accompagné des Directeurs Généraux pour les Régions Gabon et Afrique Centrale du Groupe. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la dynamisation du partenariat entre les deux entités qui ont œuvré ensemble dans le cofinancement de plusieurs projets de développement dans la sous-région, notamment dans les secteurs de l'industrie, de l'agro-industrie, de l'agro-pastoral, du transport, de l'immobilier et de l'éducation.

14 février : La BDEAC accueille une importante Délégation Gouvernementale du Tchad

Une délégation du gouvernement de la République du Tchad a effectué une visite de travail au Siège de la Banque à Brazzaville. Celle-ci était conduite par Leurs Excellences Issa DOUBRAGNE, Ministre de l'Economie et la Planification du Développement, et Mahamat TAHIR ROZI, Ministre de l'Aviation Civile et de la Météorologie Nationale. Les deux parties ont échangé sur la nécessité d'accélérer l'exécution des projets financés par la Banque au Tchad.

19 février : La BDEAC contribue à la diversification de l'économie congolaise : inauguration des nouveaux quais au Port Autonome de Pointe - Noire

Le Président de la BDEAC, Monsieur Fortunato-OFA MBO NCHAMA, a représenté la Banque, à la cérémonie d'inauguration officielle des nouveaux quais du Port Autonome de

Pointe - Noire (République du Congo). Cette cérémonie, était présidée par Son Excellence Denis SASSOU NGUESSO, Président de la République du Congo, Chef de l'Etat. Pour mémoire, la construction et la mise en exploitation de ces nouveaux quais s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Investissement Prioritaire (PIP) du Port Autonome de Pointe-Noire auquel la BDEAC a participé au financement à hauteur de FCFA 6.000 millions.

21 février : Valorisation des ressources minières de la Guinée Equatoriale en partenariat avec la BDEAC a

En marge de sa participation à la quatrième Conférence internationale sur les hydrocarbures, Son Excellence Gabriel MBAGA OBIANG LIMA, Ministre des Mines et des Hydrocarbures de la Guinée Equatoriale, a effectué une visite de travail au Siège de la BDEAC. Au cours de la séance, le Ministre a présenté les opportunités offertes par le secteur minier de son pays ; la BDEAC par la voix de son Président a rassuré en retour le Ministre de la disponibilité de la Banque à soutenir le développement de ce secteur stratégique pour la Guinée Equatoriale.

27- 29 février : La BDEAC aux côtés du Tchad pour le lancement et l'inauguration des projets à forts impacts sociaux

Sur invitation du Gouvernement de la République du Tchad, une délégation de la BDEAC conduite par Monsieur Marcel ONDELE, Vice-Président, a participé aux cérémonies d'inauguration à Moundou, du Complexe Industriel des Abattoirs du Logone (CIAL), et de lancement à Bongor, des travaux pour la construction du pont sur le Logone entre le Tchad et le Cameroun et à Laï, du Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive (PADLFIT).

23 mars : Mesures préventives contre la contamination à la Covid-19 au sein de la BDEAC

Afin de protéger son Personnel contre la contamination du coronavirus, la BDEAC a pris des mesures à travers l'instauration du télétravail durant la période du confinement et le respect des mesures barrières.

08 juin : La BDEAC et la Guinée Equatoriale signent un accord de financement de FCFA 80 000 millions pour la construction de la centrale hydroélectrique de Sendje

La BDEAC et le Gouvernement de la Guinée Equatoriale ont procédé à la signature d'un Accord de Prêt pour le financement du projet de construction et exploitation de la centrale hydroélectrique de Sendje. La cérémonie de signature s'est déroulée au Ministère des Finances, de l'Économie et de la Planification à Malabo, entre Monsieur Fortunato-OFA MBO NCHAMA, Président de la BDEAC et Son Excellence Cesar Augusto MBA ABOGO, Ministre des Finances, de l'Économie et de la Planification de la Guinée Equatoriale.

17 juin : La BDEAC et le Groupe COFINA signent un accord de financement de FCFA 4 000 millions en faveur des PME gabonaises

La BDEAC et le Groupe COFINA ont procédé à la signature d'un accord de financement en faveur des PME Gabonaises. Dans un contexte économique marqué par la pandémie de la Covid-19, cette enveloppe est destinée au financement des PME n'ayant pas accès aux services bancaires.

10 juillet : Le Conseil d'Administration approuve de nouveaux projets pour un montant de plus de FCFA 155 000 millions

Le Conseil d'Administration de BDEAC a, au cours de sa réunion du 10 juillet, approuvé 13 propositions de financement de projets pour un montant total de FCFA 155 000 millions.

13 juillet :

- L'Assemblée Générale de la BDEAC approuve l'entrée au capital social de 2 nouveaux Actionnaires et le Document de Stratégie d'Intervention Pays de la BDEAC au Congo

L'Assemblée Générale de la BDEAC, au cours de sa 64e session ordinaire, a approuvé l'entrée au capital de la BDEAC de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) et du Fonds Solidarité Africain (FSA). Ces nouvelles entrées traduisent l'attractivité dont jouit la BDEAC au cours de ces trois dernières années. Au cours de cette session, le Document de Stratégie d'Intervention (DSIP) de la Banque au Congo a également été approuvé, lequel constitue désormais le cadre de référence des interventions de la Banque pendant les trois prochaines années

- L'Assemblée Générale approuve le résultat record réalisé par la BDEAC en 2019

Au cours de sa session ordinaire tenue le 13 juillet 2020, l'Assemblée Générale a approuvé les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2019 qui affichent un résultat net FCFA 14 345 millions, soit une progression de 32 % par rapport à l'année précédente.

14 août : La BDEAC et la République du Tchad signent deux accords de financement d'un montant total de FCFA 29 000 millions

La BDEAC représentée par son Président, Monsieur Fortunato-OFA MBO NCHAMA et le Gouvernement Tchadien représenté par Son Excellence Issa DOUBRAGNE, Ministre de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale ont procédé à la signature de deux (2) accords de prêts. Il s'agit du financement du Plan de riposte contre la COVID-19 pour FCFA 15 000 millions d'une part et du Projet de mise en valeur des ressources en eaux souterraines et la valorisation des eaux des provinces de l'Ennedi Est et Ouest pour FCFA 14 000 millions d'autre part.

14 août 2020 : COVID-19 : la BDEAC et le Gouvernement du Congo signent un accord de financement d'un montant de FCFA 15 000 millions

La BDEAC, représentée par son Président Monsieur Fortunato-OFA MBO NCHAMA et le Gouvernement congolais, représenté par Son Excellence Ludovic NGATSE, Ministre Délégué auprès du Ministre des Finances et du Budget, chargé du Budget, ont signé un accord de financement d'un montant de FCFA 15 000 millions dans le cadre du Plan de riposte contre le COVID-19. La mise à la disposition de ces ressources s'inscrit dans le cadre des décisions prises par les Ministres lors de la 3ème Session Extraordinaire du Comité de Pilotage du Programme des Réformes Economiques et Financières de la CEMAC visant à financer les projets publics portant sur la lutte contre la pandémie de la COVID-19 et le renforcement des systèmes sanitaires nationaux.

18 août : LA BDEAC et la République de la Guinée Equatoriale signent deux accords de prêts d'un montant de FCFA 16 000 millions

La BDEAC et le Gouvernement de la Guinée Equatoriale ont procédé à la signature de deux (2) accords de financement. La cérémonie y relative a eu lieu entre Monsieur Fortunato-OFA MBO NCHAMA, Président de la BDEAC et Son Excellence Cesar Augusto MBA ABOGO, Ministre des Finances, de l'Economie et de la Planification de la République de Guinée Equatoriale. Les financements accordés par la Banque portent sur le Plan de riposte contre la COVID-19 pour FCFA 15 000 millions d'une part et la bonification du financement du Projet de construction d'un nouveau terminal à passagers à l'Aéroport International de BATA à travers le Fonds de Développement de la Communauté (FODEC) pour FCFA 1 000 millions d'autre part.

25 août : La BDEAC et la Banque Postale du Congo signent un accord de financement de FCFA 10 000 millions en faveur des PME congolaises

Le Président de la BDEAC, Monsieur Fortunato-OFA MBO NCHAMA et le Directeur Général de la Banque Postale du Congo (BPC), Monsieur Calixte TABANGOLI ont procédé à la signature d'un accord de financement en vue de soutenir les Petites et Moyennes Entreprises (PME) touchées par la pandémie du Covid-19.

30 septembre : La BDEAC participe au forum des Ministres en charge du développement social des pays de l'Afrique Centrale sur le défi de la pauvreté en Afrique Centrale

Le Gabon a organisé conjointement avec l'UNESCO et la CEEAC la deuxième édition du forum des Ministres en charge du développement social des pays de l'Afrique Centrale sur le thème : « le défi de la pauvreté en Afrique centrale : quel impact de la pandémie de la Covid-19 et quelles stratégies ? »

La BDEAC par la voix de son Vice-Président, Monsieur Marcel ONDELE, a profité de cette tribune pour décliner toutes les actions qu'elle a déployées afin d'apporter son aide aux populations dans la lutte contre cette pandémie.

05 octobre : Financement des 11 projets intégrateurs de la zone CEMAC : la BDEAC en campagne de mobilisation des bailleurs de fonds

Une délégation de la Banque avec à sa tête le Vice-Président, Monsieur Marcel ONDELE, a séjourné à Paris du 05 au 11 octobre 2020, dans le cadre d'une mission conduite par Monsieur Gilbert ONDONGO, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Portefeuille Public du Congo, et Président du Comité de pilotage du Programme des Réformes Économiques et Financières de la CEMAC (PREF-CEMAC). Cette importante délégation a également participé au Paris Infraweek, un rendez-vous majeur consacré aux infrastructures. Le chef de la délégation a profité de cette plateforme idoine, pour inviter le large éventail d'investisseurs présents à venir profiter des opportunités d'affaires offertes par le contexte économique de la Sous-région et principalement par les 11 projets intégrateurs. En sa qualité d'Institution de financement du développement, la BDEAC avait initialement reçu mandat de la Communauté de mobiliser les bailleurs de fonds pour le financement de cet important programme, d'où son implication active à ces activités

16 novembre : La BDEAC en première ligne de la table ronde des bailleurs de fonds pour le financement des 11 projets intégrateurs prioritaires du Programme Economique Régional (PER) de la CEMAC

Dans le cadre de la mise en œuvre des plus hautes instructions des Chefs d'Etats de la CEMAC relatives au Programme Economique Régional (PER), une table ronde des bailleurs de fonds pour le financement des 11 projets intégrateurs prioritaires dudit programme s'est tenue à Paris (France) les 16 et 17 novembre 2020 sous la très haute autorité de son Excellence Denis SASSOUNGUSSO. Cette importante rencontre, au cours de laquelle la BDEAC a pleinement joué son rôle conformément au mandat qui lui a été donné par la Communauté, a permis de lever Euros 3,800 millions dont une enveloppe de Euros 470 millions de la Banque.

27 novembre : Le Conseil d'Administration approuve le financement de nouveaux projets du secteur privé pour plus de FCFA 31 milliards

Le Conseil d'Administration de la BDEAC, réuni au cours de sa session du 27 novembre a approuvé le financement des projets du secteur privé à hauteur de FCFA 31 000 millions.

30 novembre : L'Assemblée Générale autorise le lancement d'un programme d'émissions obligataires par Appel Public à l'Epargne (APE) pour un montant de FCFA 300 000 millions sur les 3 années restantes (2020, 2021, 2022) du Plan Stratégique 2017-2022

L'Assemblée Générale de la BDEAC au cours de sa session extraordinaire du 30 novembre, a approuvé le programme d'émissions obligataires par Appel Public à l'Epargne (APE) de FCFA 300 000 millions sur les 3 années restantes (2020, 2021, 2022) du Plan Stratégique.

03 décembre : 45 ans de la BDEAC au service du développement de la CEMAC

Cette date historique, le 03 décembre 2020, marque le 45^{ème} anniversaire de la création de la BDEAC.

Durant ces 45 années d'activités, les interventions de la BDEAC ont eu un large impact socio-économique dans les six (6) Etats membres de la CEMAC, à travers un volume global de financement qui s'élève à FCFA 1 654 186 millions, dans les domaines aussi variés que l'éducation, la santé, l'industrie et l'agro-industrie, le développement agricole et rural, les télécommunications, les infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires et l'énergie.

Aujourd'hui, la BDEAC est un allié de choix pour le financement des projets de développement économiquement viables, socialement inclusifs, écologiquement neutres et financièrement rentables, dans la sous-région CEMAC et dans les autres pays membres non régionaux si son intérêt l'exige.

21 décembre : Ouverture de l'emprunt obligataire par Appel Public à l'Epargne

« BDEAC 5,45 % Net 2020-2027 »

La BDEAC a lancé du 21 au 29 décembre 2020 la souscription de l'emprunt obligataire par Appel Public à l'Epargne dénommé "BDEAC 5,45% NET 2020-2027" sur le marché financier de l'Afrique Centrale pour un montant 100 milliards FCFA. Conformément aux orientations stratégiques de la Banque, le secteur du transport sera le premier bénéficiaire des ressources mobilisées dans le cadre de cette opération (41 %). Il sera suivi des secteurs de l'agro-industrie (18%), l'énergie (17%), l'industrie (13 %) et enfin du secteur de l'eau et de l'assainissement (11%).

30 décembre : la BDEAC lève près FCFA 107 000 millions par Appel Public à l'Epargne

Suite à l'émission de l'emprunt Obligataire par Appel Public à l'Epargne du 21 au 29 décembre 2020 pour un montant de FCFA 100 000 millions, la BDEAC a levé FCFA 106 791 millions sur le marché sous-régional soit un taux de réalisation de 106,8%. Cette opération a connu un réel succès auprès de la Communauté des investisseurs des Pays de la CEMAC.

31 décembre : COVID-19 : la BDEAC et le Gouvernement du Cameroun signent un accord de financement d'un montant de FCFA 15 000 millions relatif à la COVID-19

La BDEAC représentée par son Président, Monsieur Fortunato-OFA MBO NCHAMA et le Gouvernement Camerounais représenté par Son Excellence Alamine Ousmane MEY, Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire ont signé un accord de financement relatif au Plan de riposte contre la COVID-19 et le renforcement du système sanitaire camerounais pour un montant de FCFA 15 000 millions.

Résumé

1. L'activité de la Banque s'est déroulée dans un contexte économique sous régional très difficile, caractérisé par la crise économique de 2014 et accentué par la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19. En effet, pour limiter la propagation du virus, réduire la pression hospitalière et épargner les vies humaines, les Autorités ont pris des mesures draconiennes qui ont eu comme effets collatéraux des déséquilibres macroéconomiques, alors que les économies sortaient progressivement d'une longue période de récession due à la chute des cours des hydrocarbures et tendaient vers la stabilisation.

2. Résiliente, la BDEAC a su s'adapter à ce contexte défavorable et inédit, en maintenant, sur le plan opérationnel, un volume relativement élevé des projets approuvés, bien que moins importants qu'en 2019, mais largement en phase avec l'objectif de prise annuelle de nouveaux engagements qui ont atteint FCFA 186 147 millions. Les financements consentis ont été orientés majoritairement vers le secteur public (plus de FCFA 141 000 millions), notamment pour appuyer les différents plans de riposte contre la pandémie de la Covid-19 mis en place dans les pays membres.

3. Les actions de coopération entreprises auprès des partenaires ces dernières années ont permis de mobiliser davantage des ressources propres avec l'entrée dans le capital de la Banque de deux nouveaux actionnaires, la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) et le Fonds de Solidarité Africaine (FSA). En outre, l'activité de mobilisation des ressources d'emprunt s'est intensifiée en 2020 avec l'émission d'un emprunt obligataire sur le marché financier sous régional d'une part et, la signature puis la mise en place des lignes de financement mobilisées sur les marchés des capitaux internationaux, d'autre part.

4. Les décaissements autorisés en faveur des projets, ont presque triplé par rapport à l'année précédente pour atteindre FCFA 118 378 millions contre FCFA 49 692 millions en 2019. Ce niveau de décaissement, le deuxième le plus élevé depuis la création de la Banque, reflète non seulement le dynamisme de l'Institution en matière de mobilisation des ressources au cours des quatre dernières années, mais également la consolidation des actions entreprises depuis peu en vue d'optimiser le recouvrement de ses créances.

5. L'encours des prêts performants à la clientèle au 31 décembre 2020 a progressé de 18,1 % pour s'établir à FCFA 448 555 millions contre FCFA 379 804 millions en 2019, soit 96,8 % de l'encours global, en liaison avec le niveau élevé des décaissements effectués.

6. S'agissant de la situation financière, les principaux indicateurs de l'exercice font ressortir un résultat net positif de FCFA 9 251 millions contre FCFA 14 345 millions en 2019, soit une diminution de 36 %. Le coefficient d'exploitation se situe à 45 %, contre 47 % un an plus tôt. Le total du bilan quant à lui ressort à FCFA 643 328 millions après FCFA 459 879 millions en 2019, soit une progression de 40 %.

***PREMIERE PARTIE : ENVIRONNEMENT
ECONOMIQUE***

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

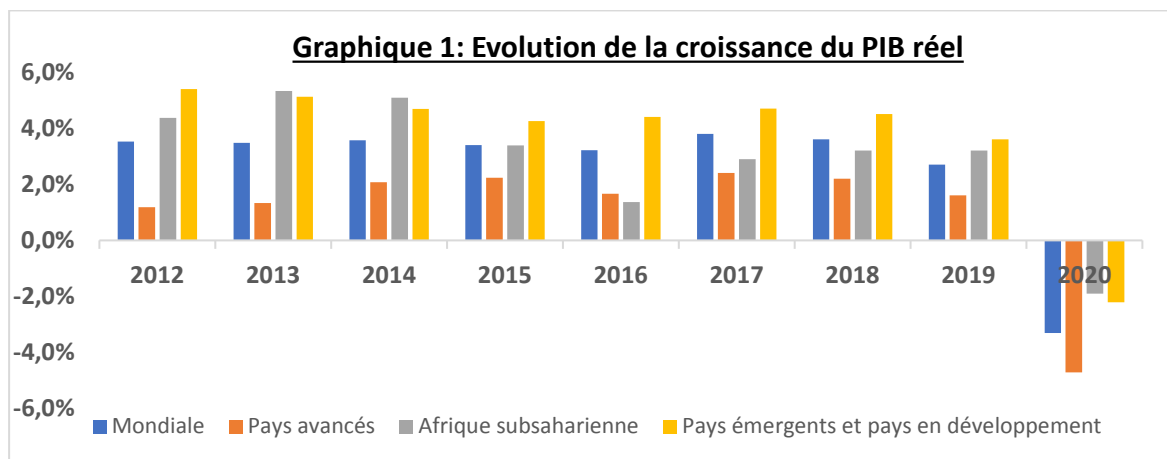
a) Forte contraction de l'activité économique mondiale en 2020

1.1. Suite aux effets de différentes mesures prises pour freiner la propagation de la pandémie de COVID-19, le PIB mondial s'est contracté de 3,3 % en 2020, alors qu'il avait progressé de 2,7 % en 2019. En effet, la première vague de la pandémie, au cours des neuf premiers mois de 2020, s'est accompagné des mesures de confinement et de l'arrêt total ou en partie de la production. En outre, l'arrivée de la deuxième vague au quatrième trimestre 2020 en Europe et aux Etats-Unis a contraint certains de ces pays à un confinement partiel, localisé. La contraction d'activité et de revenu à l'échelle mondiale, qui en résulte, a affectée la demande globale, débouchant en conséquence sur des faillites d'entreprises et des licenciements massifs des travailleurs dans les secteurs comme le transport, le commerce de détail, le tourisme, etc.

1.2. Les pays avancés ont enregistré une contraction de 4,7 % du PIB. La zone euro a vu son activité économique baisser de 6,6 % et les Etats-Unis ont connu une diminution de 3,5 % de l'ensemble de la production. Des mesures de soutien à l'activité ont été prises par les banques centrales et les gouvernements. D'une part, les institutions d'émission ont pris en charge dans leurs bilans une part importante de la hausse de la dette publique. D'autre part, les interventions budgétaires massives des pouvoirs publics ont permis de limiter considérablement la perte des revenus des ménages et les entreprises.

1.3. Dans les pays émergents et en développement, l'activité s'est contractée de 2,2 %. Outre la Chine qui a enregistré un ralentissement important du PIB (2,3 % après 5,8 % en 2019), toutes les économies des grands pays émergents sont entrées en récession, parfois très prononcée comme en Inde (-8,0 %).

Graphique n°1: Evolution de la croissance du PIB réel



Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale, mises à jour en janvier 2021

1.4. L'Afrique subsaharienne a vu sa production globale se contracter de 1,9 %. Les deux principales économies de la région, le Nigéria (-1,8 %)¹ et l'Afrique du Sud (-7,0 %)², ont dû procéder à des ajustements monétaires externes importants afin de soutenir leurs balances des paiements. Par ailleurs, en l'absence de stabilisateurs automatiques, plusieurs pays africains

1 La Banque Centrale du Nigéria (BCN) a desserré sa politique monétaire en réduisant son principal taux directeur de 100 points de base à 11,5% et en maintenant son coefficient des réserves obligatoires à 27,5% au terme de sa réunion du 04 novembre 2020.

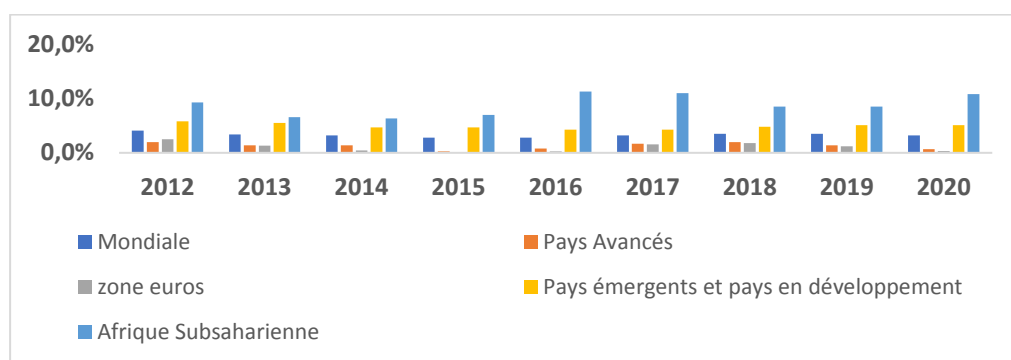
2 La *South African Reserve Bank (SARB)* a décidé en juillet 2020 de baisser son taux directeur de 25 points de base à 3,50% afin de soutenir l'activité économique dans un contexte d'atténuation des tensions inflationnistes.

devraient connaître des épisodes de baisse de revenu par habitant et de hausse significative du chômage, susceptibles de déboucher sur des tensions sociales.

b) Faible inflation au niveau mondial

1.5. L'inflation est restée faible au niveau mondial en 2020, en phase avec la contraction de la demande finale des ménages. Dans les économies avancées, les prix à la consommation des ménages ont progressé de 0,7 % contre 1,4 % en 2019, dans un contexte d'incertitude qui pousse au repli des dépenses de consommation au profit de l'épargne. Dans les pays émergents et en développement, l'inflation est stabilisée autour de 5,1 %, quasiment au même niveau que l'année précédente. En revanche, l'Afrique subsaharienne a enregistré une forte hausse des prix, de l'ordre de 10,8 %. Le confinement, la fermeture des frontières dans plusieurs pays et le comportement spéculatif de certains commerçants ont fini par créer des pénuries d'offre de quelques produits de consommation courantes.

Graphique n°2: Evolution de l'inflation (moyenne des prix à la consommation)



Source: Ces données sont tirées des estimations du FMI, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2020

c) Evolution mitigée des prix des produits de base de la CEMAC

1.6. S'agissant des matières premières, l'indice des cours des produits de base, établi par le FMI, s'est replié davantage, de -10,5 % en moyenne annuelle, après -8,2 % en 2019. La moitié des prix des principaux produits exportés par les pays de la CEMAC ont reculé, notamment ceux des hydrocarbures. *À contrario*, après deux années de baisse, le cours de la tonne d'huile de palme est reparti à la hausse en 2020, stimulé par la reprise importante des achats de l'Inde à la Malaisie.

Tableau n°1 : Evolution des cours mondiaux de quelques produits exportés par la zone CEMAC

Produits	Prix en cents et en dollars				Variations annuelles (en %)			
	2017	2018	2019	2020*	2017	2018	2019	2020
Café Robusta (c/lb)	104,1	88,3	79,8	78,2	10,4	-15,2	-10,5	-1,9
Cacao (\$/tonne)	2029,4	2293,7	2331,4	2345,1	-29,8	13,0	2,1	0,6
Coton (c/lb)	83,6	91,4	78,1	71,7	12,6	9,3	-14,	-8,2
Huile de palme (\$/t)	647,8	559,9	509,3	660,3	1,2	-13,6	-6,4	29,7
Banane (\$/tonne)	1074,2	1147,7	1142,5	1215,7	7,2	6,8	-0,5	6,4
Bois divers en grumes (\$/m3)	265,4	269,7	273,2	278,9	-3,3	1,6	1,3	2,1
Bois légers en grumes (\$/m3)	190,7	211,4	186,1	197,6	3,3	10,9	-13,0	6,2
Bois divers débité (\$/m3)	702,1	727,9	694,2	701,6	-5,0	3,7	-4,6	1,1
Bois léger débité (\$/m3)	319,9	344,6	354,8	343,9	-1,6	7,7	2,95	-3,1
Caoutchouc (\$/t)	90,8	70,4	74,8	80,1	21,9	-22,5	6,3	7,0
Pétrole (\$/baril)	52,8	68,3	63,9	41,7	23,4	29,4	-6,44	-34,6
Gaz naturel (\$/MMBTU)	3,0	3,2	2,6	2,0	20,0	6,7	-18,8	-22,3

Source: FMI, Primary Commodity prices, décembre 2020

* Estimations

2. SITUATION ECONOMIQUE DANS LA ZONE CEMAC

a) Généralités

2.1. Avec une contraction de l'activité de 3,1 %, la situation économique de la zone CEMAC s'est nettement détériorée en 2020, à la suite de la crise sanitaire liée à la Covid-19, alors que les pays avaient amorcé lentement la reprise après la chute des cours des hydrocarbures.

Tableau n°2 : Evolution de quelques indicateurs macroéconomiques et financiers de la CEMAC

	2018	2019	2020
PIB réel (%)	0,9	2,1	-3,1
dont PIB réel hors pétrole (%)	1,1	2,2	-3,4
Inflation (%)	2,1	1,8	2,8
Solde budgétaire global, dons compris (% du PIB)	0,0	-0,1	-2,2
Dette publique totale (% du PIB)	50,2	51,3	56,1
Solde extérieur courant, dons compris (% du PIB)	-2,9	-3,3	-5,9

Source: FMI, janvier 2021.

2.2. Tous les autres indicateurs macroéconomiques se sont détériorés par rapport à 2019. Les prix à la consommation des ménages ont augmenté de 2,8 %, essentiellement dans le sillage de la hausse des prix des postes alimentation et transport. Toutefois, l'inflation reste en dessous du seuil communautaire de 3,0 % selon les critères de convergence multilatérale.

2.3. Sur le plan financier, la baisse des recettes budgétaires et la hausse des dépenses publiques, notamment celles liées à la lutte contre la pandémie de la Covid-19, ont engendré un déficit budgétaire représentant 2,2 % du PIB. Les mesures budgétaires prises par les autorités nationales et le soutien apporté par les institutions financières multilatérales internationales, dont la BDEAC et la BEAC dans le cadre de la riposte à la pandémie ont toutefois permis d'amortir et de limiter le choc budgétaire. Par ailleurs, avec la contraction de la croissance réelle, le niveau initial élevé de la dette extérieure dans certains pays, les déficits budgétaires liés aux mesures de lutte contre la Covid-19, les taux d'intérêt effectifs encore élevés servis sur les emprunts publics des pays de la zone ont contribué à la hausse de la dynamique de la dette publique. Cette dernière a représenté 57,0 % du PIB en 2020.

2.4. Sous l'effet de l'application stricte de la réglementation des changes, les avoirs de réserve de la Banque Centrale ont continué à se reconstituer, malgré la baisse du prix des hydrocarbures. Selon la BEAC, à fin décembre 2020, elles équivalaient à 3,5 mois d'importations des biens et services.

2.5. Au plan social, l'arrêt partiel ou total d'activité dans plusieurs secteurs économiques a débouché sur des pertes d'emplois. Celles-ci viennent alimenter un niveau de chômage réputé important, même si les autorités s'efforcent de poursuivre la mise en œuvre des politiques sociales en faveur des groupes vulnérables de la population (jeunes mères déscolarisées, personnes handicapées). Par ailleurs, les résultats importants obtenus au cours de la décennie en matière de réduction de la pauvreté dans la sous-région pourraient être réduits par les effets économiques de la crise sanitaire faisant basculer une frange de la population dans l'extrême pauvreté.

2.6. En perspectives, un rebond de l'activité est attendu à partir de 2021 et 2022. La trajectoire de reprise dépendra toutefois de l'évolution de la pandémie et surtout de la dynamique des prix des hydrocarbures. En effet, l'activité dans la sous-région pourrait s'accélérer de manière significative (se traduisant ainsi par une amélioration des principaux indicateurs

macroéconomiques), si au plan international, la pandémie est sous contrôle, la reprise de la demande mondiale de pétrole soutient les cours autour de 42-45 dollars et les programmes de réformes économiques mis en œuvre dans chaque pays, appuyés par la communauté des bailleurs de fonds, se poursuivent normalement.

b) Situation économique spécifique dans chaque pays

République du Cameroun

2.7. La production globale s'est contractée de 2,0 % contre une progression de 3,7 % en 2019, conséquence des effets de la pandémie de la Covid-19 sur plusieurs branches de l'économie camerounaise. En effet, l'activité dans le secteur hors pétrole a baissé de 2,2 %, résultant du recul de la production dans l'agriculture, la sylviculture, l'industrie manufacturière, l'énergie, le transport, le commerce, l'hôtellerie et la restauration. En revanche, le secteur pétrolier a enregistré une légère hausse de 0,4 % de la production après une forte reprise (+8,5 %) en 2019.

2.8. L'inflation est restée stable à 2,4 %, en dessous du seuil communautaire requis de convergence macroéconomique. Elle aurait pu être plus lente sans la hausse des prix enregistrée sur les produits alimentaires importés et le transport.

2.9. En matière des finances publiques, le déficit budgétaire global (hors dons) s'est creusé pour représenter 4,6% du PIB contre -3,9 % l'année précédente, causé essentiellement par la baisse des recettes propres (-5,8 %), alors que les dépenses ont augmenté (+2,7 %). Par ailleurs, sous l'effet des nouveaux emprunts, de la contraction du PIB et de la hausse du déficit budgétaire, la dette publique a continué d'augmenter pour représenter 44,1% du PIB après 41,7 % un an plus tôt.

2.10. En ce qui concerne les échanges extérieurs, le déficit du compte des opérations courantes s'est creusé pour s'établir à -6,0 % du PIB après -4,6% du PIB en 2019, en rapport avec la dégradation des déficits de la balance commerciale, des balances de services et des revenus primaires. En outre, les réserves de changes augmentent pour représenter 6 mois d'importations des biens et services contre 4,9 mois en 2019, en raison notamment de l'application de la nouvelle réglementation de changes et de l'entrée des capitaux au titre des investissements étrangers.

2.11. La situation monétaire s'est caractérisée par le ralentissement de la progression des avoirs extérieurs nets (13,1 % contre 14,1 % en 2019), le recul du crédit à l'économie (-1,2 % après 0,2% l'année précédente) et une augmentation des créances nettes sur l'Etat (60,4 % contre 52,6 % un an plus tôt).

République Centrafricaine

2.12. La croissance de l'activité a beaucoup ralenti à la suite de la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19. Le PIB a en effet progressé de 0,6 % contre 2,8 % en 2019, en lien avec la baisse de la production dans les industries manufacturières, l'hôtellerie et le commerce. En revanche, l'activité dans le secteur des BTP est restée orientée à la hausse, soutenue par les travaux d'infrastructures routières et aéroportuaires.

2.13. Les prix à la consommation des ménages ont augmenté de 2,0 % contre 2,8 % enregistrés en 2019. La décélération de l'inflation s'explique à la fois par les mesures prises par les autorités pour préserver le pouvoir d'achat des ménages face à la Covid-19 et par l'amélioration, avant la détérioration des conditions sécuritaires, des approvisionnements concernant certains produits de consommation courante.

2.14. Sur le plan des finances publiques, le déficit budgétaire, base engagement, dons y compris s'est creusé davantage pour atteindre -13,9 % du PIB contre -8,4 % en 2019. Cette dégradation budgétaire résulte non seulement de l'accroissement des charges courantes destinées à la lutte contre les effets de la Covid-19, mais également de la faible mobilisation des recettes intérieures. En outre, la dette publique totale a augmenté pour représenter 45,9% du PIB contre 42,6% du PIB en 2019, beaucoup plus sous l'effet du ralentissement de la croissance et du creusement du déficit budgétaire, que sous l'influence des nouveaux emprunts.

2.15. S'agissant des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes s'est réduit de 0,8 point pour s'établir à -4,6% du PIB contre -5,4% un an plus tôt. Cette amélioration résulte particulièrement du repli du déficit de la balance commerciale, en rapport avec la baisse des importations. En outre, les réserves extérieures ont augmenté pour représenter 5,9 mois d'importations des biens et services contre 4,8 mois en 2019.

2.16. La situation monétaire quant à elle s'est soldée par l'augmentation de 1,0 % des avoirs extérieurs nets et la hausse de 3,3% du crédit à l'économie, stimulée par les prêts accordés aux ménages, en dépit du contexte économique difficile.

République du Congo

2.17. La production globale de l'économie a chuté de 6,8 % en 2020. Les secteurs hors pétrole et pétroliers ont tous les deux sous-performé. D'une part, avec une baisse d'activité de 8,0 %, le secteur hors pétrole a beaucoup souffert des conséquences de la crise sanitaire (notamment dans les branches BTP, commerce, industries manufacturières, les autres services, la restauration et l'hôtellerie), alors qu'il avait déjà amorcé une sortie fragile mais progressive de la zone négative. D'autre part, le déclin naturel de la production sur plusieurs champs en activité, les difficultés d'importation des équipements, le report de certains investissements importants (lié à la faiblesse des cours du pétrole et à l'incertitude autour de la hausse de la demande mondiale des hydrocarbures), ont provoqué la contraction de 5,8 % de la valeur ajoutée du secteur pétrolier.

2.18. L'inflation s'est légèrement accélérée pour se situer à 2,4 % contre 2,2 % en 2019, en raison essentiellement de la progression des prix des produits alimentaires importés, en dépit de la baisse du coût des loyers et le renforcement des contrôles de certains prix afin de lutter contre l'apparition des comportements spéculatifs.

2.19. Malgré les contraintes budgétaires fortes, le Gouvernement a pris des mesures budgétaires destinées à lutter contre la propagation de la pandémie du Covid-19 (report du paiement d'impôt et prise en charge par le gouvernement de certaines dépenses à caractère social), au détriment des dépenses traditionnelles d'investissement. En conséquence, l'excédent budgétaire (hors dons) qui s'était reconstitué l'année précédente (+4,0 % du PIB), s'est transformé en léger déficit de 0,4 % du PIB. Par ailleurs, la dette publique totale s'est creusée pour représenter 104,2 % du PIB contre 83,3 % du PIB en 2019, en raison notamment du niveau élevé de la dette initiale, de la contraction de la croissance et du déficit budgétaire enregistré en 2020.

2.20. En ce qui concerne les échanges extérieurs, le solde du compte courant, dons officiels inclus s'est amélioré en redevenant légèrement excédentaire de 1,2 % du PIB après un déficit de 0,7 % du PIB en 2019. Cette consolidation s'explique par le recul de 29,6 % des importations dans un contexte récessif et d'application rigoureuse de la nouvelle réglementation des changes de la BEAC qui a permis la reconstitution des avoirs de réserves représentant 2,5 mois d'importations des biens et services contre 1,9 mois en 2019.

2.21. La situation monétaire s'est soldée par une baisse significative des avoirs extérieurs nets (-52,4 % contre +119,8 % en 2019), résultant du recul des exportations des biens (-38,7 %) et

d'une entrée moins importante des capitaux étrangers (investissements directs et de portefeuille, appuis financiers des bailleurs de fonds). Par ailleurs, le crédit à l'économie s'est contracté davantage (-14,3 % après -4,7 % en 2019), dans un contexte de baisse d'activité et de perte d'emplois. En outre, pour les mêmes raisons que la chute des avoirs extérieurs nets, le taux de couverture de la monnaie s'est situé à 46,9 % alors qu'il était à 54,3 % l'année précédente.

République Gabonaise

2.23. Le PIB s'est contracté de 2,4 % contre +2,5% en 2019, en raison essentiellement du net recul de l'activité dans le secteur pétrolier (-10,4 % après une croissance de 13 % en 2019). Celle du secteur hors pétrole a baissé dans une moindre mesure (-0,2 % alors qu'elle était de -0,1% en 2019). Cette légère détérioration de la valeur ajoutée non pétrolière est due notamment à la faible performance de l'activité dans les branches industries agroalimentaires, autres industries, BTP, commerce, hôtellerie-restauration et des autres services (immobilier, services rendus aux entreprises et aux ménages).

2.24. Le taux d'inflation s'est établi à 2,0 % contre 1,0 % en 2018, en raison d'une légère hausse des prix des produits alimentaires importés du fait de la fermeture des frontières aériennes et terrestres.

2.25. En matière des finances publiques, l'ajustement budgétaire amorcé depuis quelques années a été temporairement révisé pour prendre en compte les dépenses liées à la lutte contre les conséquences économiques et sociales de la Covid-19. Il en est résulté un déficit budgétaire global (hors dons) de 3,8 % du PIB contre un excédent de 1,4 % du PIB l'année précédente. Par ailleurs, ce déficit budgétaire, combiné à la fois aux nouveaux emprunts et tirages, aux effets de réévaluation, au niveau initial élevé de la dette publique et à la baisse de la production globale, s'est traduit par l'augmentation du taux d'endettement public de 73,2 % du PIB contre 62,4 %.

2.26. En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit du compte courant s'est nettement creusé pour représenter 9,9 du PIB contre -1,5 % en 2019, en rapport principalement avec la baisse de 33,7 % de la valeur des exportations. Les réserves de changes ont représenté 4 mois d'importations de biens et services contre 3,1 mois en 2019, en lien notamment avec la hausse des entrées de devises au titre des investissements directs étrangers et des appuis financiers extérieurs.

2.27. La situation monétaire s'est caractérisée par une amélioration du niveau des avoirs extérieurs nets (-11,1 % contre -20,1 % en 2019), en rapport avec les appuis financiers extérieurs. Dans le même temps, afin de soutenir l'activité, les banques locales ont continué à faire confiance aux agents économiques non bancaires en accordant des crédits aux ménages et aux entreprises (+3,6 % contre 2,2 % un an plus tôt), ainsi qu'à l'Etat (+14,9 % après 10,0 % l'année précédente).

République de Guinée Equatoriale

2.28. Alors que l'économie équato-guinéenne montrait des signes de redressement au quatrième trimestre 2019, la crise sanitaire de la pandémie du Covid-19 est venue perturber le profil de reprise en maintenant la production globale en récession (-4,6 % contre 5,6 % enregistrés en 2019). Le secteur hors pétrole a perdu 2,5 points de croissance par rapport à 2019, pour finir à -7,8 %, plombé par le confinement, la fermeture des frontières et l'arrêt total ou partiel d'activité dans plusieurs branches de l'économie. Le secteur des hydrocarbures est resté en zone négative, minée par la baisse tendancielle de la production et par des cours relativement faibles.

2.29. La croissance des prix à la consommation a ralenti pour revenir à 3,5 % contre 4,1 % en 2019, soutenue par la décélération de la hausse des prix des produits alimentaires, de transporter des boissons non alcoolisées.

2.30. La crise sanitaire liée à la pandémie du Covid-19 a ralenti l'effort de consolidation budgétaire entamé depuis quelques années afin de restaurer la crédibilité budgétaire. Ainsi, alors que les finances publiques affichaient en 2019 un solde budgétaire global (hors dons) de 1,9 % du PIB après 0,5 % en 2018, l'exécution budgétaire en 2020 a fait ressortir un déficit 2,8 % car, à l'instar de nombreux pays, le Gouvernement a pris des mesures budgétaires pour sauver des vies humaines et aider les entreprises à amortir ce double choc en termes de solvabilité et de liquidité. Par ailleurs, la faible croissance économique et la dynamique autonome de la dette (niveau initial élevé et déficit budgétaire) ont fait progresser le taux d'endettement public à 51,2 % du PIB contre 44,0 % en 2019.

2.31. En ce qui concerne les échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes s'est aggravé pour représenter -7,4% du PIB contre -1,5 % l'année dernière, principalement attribuable à l'aggravation du déficit des exportations nettes des biens et services. En outre, compte tenu de la faiblesse des exportations et des flux entrants de capitaux, le niveau des réserves de changes est resté presque stable, représentant 0,3 mois d'importations des biens et services contre 0,2 mois en 2019³.

2.32. La situation monétaire de la Guinée Equatoriale a été mitigée au cours de l'année 2020. Elle s'est caractérisée par une baisse des avoirs extérieurs nets de 226,2% en lien principalement avec la détérioration des termes de l'échange et la baisse de la production gazière de 13,3%, couplée avec un accroissement des engagements extérieurs. Cette situation a influencé la dynamique du taux de couverture de la monnaie qui s'est établi à 7,7% contre 7,3 % en 2019. Par ailleurs, s'agissant du crédit intérieur, le crédit à l'économie s'est contracté davantage (-24,6 % contre -20,6 % en 2019), à cause de la morosité de l'activité, contrastant avec la hausse de 38,7 % des prêts du système bancaire à l'Etat.

République du Tchad

2.33. L'économie tchadienne a subi les effets de la crise du Covid-19. La production globale s'est contractée de 0,9 % contre +3,0 % en 2019, en raison des contreperformances plus prononcées que prévues de la production pétrolière (-6,9 %) et des activités du secteur hors pétrole (-1,6 %, en dépit de l'augmentation de 4,3 % du bétail et de la hausse 63,0 % de la production de coton).

2.34. Après la déflation (-1,7 %) observée en 2019, les prix à la consommation des ménages sont repartis à la hausse pour s'établir à 3,5%, supérieur au critère de convergence de la sous-région. Cette dynamique s'explique par l'augmentation des prix des produits alimentaires locaux, en lien avec les fortes pluies qui ont détruit des champs des céréales.

2.35. En ce qui concerne les finances publiques, le rééquilibrage budgétaire amorcé depuis la chute des prix du pétrole a été mis en veilleuse. Le Gouvernement a pris des mesures budgétaires pour limiter les effets économiques et sociaux de la pandémie de Covid-19 sur les ménages et les entreprises, faisant passer ainsi le déficit budgétaire global (hors dons) de -1,8 % du PIB en 2019 à -3,4 % du PIB en 2020. Dans le même temps, la dette publique du Tchad ne s'est pas emballée et est restée contenue à moins 45,0 % du PIB, en dépit de la récession de l'économie et de l'aggravation du déficit budgétaire.

2.36. En matière d'échanges extérieurs, l'excédent du compte des transactions courantes (dons officiels exclus) enregistré depuis 2016 s'est transformé en déficit de 0,4 % du PIB en 2020, en

3 Selon la revue au 31 décembre 2020 de la note de conjoncture, Source DN/BEAC Malabo.

raison de la baisse significative des exportations des marchandises. En outre, grâce à l'application rigoureuse de la nouvelle réglementation de changes, les réserves de changes en mois d'importations de biens et services sont passés de 1,04 en 2019 à 1,18 en 2020.

2.37. La situation monétaire fait ressortir une hausse, bien que moins importante par rapport à 2019, des avoirs extérieurs nets (+14,4 % contre +23,7 % un an plus tôt), malgré le recul prononcé des exportations de marchandises. Le respect de la réglementation de changes et les tirages des DTS auprès du FMI concernant le cadre du mécanisme élargi de crédit (MEC) sont à l'origine de cette amélioration. Quant au crédit intérieur, les prêts accordés par le système bancaire aux ménages et aux entreprises ont reculé de 0,1 %, eu égard à l'atonie de l'activité, alors que les créances nettes sur l'État ont augmenté de 16,2 %, en phase avec l'énorme besoin de financement de ses activités.

GOUVERNANCE

3. ACTIVITES DES ORGANES DE DECISION

a) L'Assemblée Générale

3.1. L'Assemblée Générale s'est réunie deux (2) fois, en session ordinaire le 13 juillet 2020 et en session extraordinaire le 30 novembre 2020. La session ordinaire a adopté les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2019, le Rapport annuel 2019, les admissions de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) et du Fonds de Solidarité Africain (FSA) comme nouveaux Actionnaires.

La session extraordinaire a adopté le Programme d'Emissions Obligataires par Appel public à l'Épargne (APE) de FCFA 300 milliards pour la période restante 2020, 2021 et 2022 du plan stratégique 2017-2022.

b) Le Conseil d'Administration

3.2. Les réunions du Conseil d'Administration en 2020, ont porté essentiellement sur le financement des projets, l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2019, l'examen du Rapport annuel 2019, la désignation de nouveaux Administrateurs, l'entrée de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) et du Fonds de Solidarité Africain (FSA) dans le capital social de la Banque, des autorisations d'emprunts, et l'adoption du budget 2021.

3.3. Le Conseil d'Administration a notamment adopté les projets relatifs aux Plans de riposte contre la COVID-19 des six (6) pays de la sous-région CEMAC pour une enveloppe globale de FCFA 90 milliards ; le Règlement financier de la Banque réaménagé et mis en cohérence avec l'ambition d'adaptation des processus de l'Institution aux normes internationales ; le Document de Stratégie d'Intervention Pays (DSIP) de la BDEAC en République du Congo qui articule les interventions de l'Institution en fonction des priorités spécifiques, et de l'agenda national de développement ; la Politique Environnementale et Sociale de la BDEAC qui réaffirme l'engagement vert de la Banque et le caractère prioritaire des projets à impact environnemental et social positif dans ses financements ; et les « Valeurs BDEAC ».

Les « **VALEURS BDEAC** » retenues sous le sigle **PRIE²** au titre de **Professionalisme-Responsabilité- Intégrité- Esprit d'équipe – Excellence**, caractériseront telle une devise la Banque auprès de tous les partenaires et du public. Ces nouvelles Valeurs servent désormais de modèle pour orienter toutes les actions et décisions prises au sein et au nom de la Banque. **Ciment de l'identité de la Banque**, c'est à travers des VALEURS partagées, cohérentes à sa raison d'être, que l'Institution sécurise les principes, les bonnes pratiques ainsi que tous les comportements de référence (Charte comportementale BDEAC) qui vont concourir à la distinguer et la représenter au mieux.

Encadré 1 : la charte comportementale BDEAC

VALEURS BDEAC Définitions	COMPORTEMENTS DE REFERENCE
<p><u>RESPONSABILITE</u> <i>La Banque a conscience de sa mission et met en œuvre toutes les actions pour son accomplissement tout en préservant son image et sa réputation</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • S'approprier des missions de l'Institution et mettre en œuvre les actions qui concourent à leur accomplissement • Mener ses activités jusqu'à leur aboutissement, répondre de ses actions et celles de ses collaborateurs • Agir dans le sens de l'optimisation des ressources (financières, matérielles, humaines) et de la protection de l'environnement • Prendre en compte l'impact de chaque action sur les activités, la réputation et l'image de la Banque
<p><u>PROFESSIONNALISME</u> <i>Les activités au sein de la Banque sont conduites avec rigueur et respect des meilleurs standards de service et de qualité</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Se conformer aux règles et procédures en vigueur • Réaliser ses activités et ses missions avec un souci de qualité, d'efficacité et d'efficience • Mobiliser toutes les ressources disponibles pour transformer des opportunités en résultats de performance pour la Banque • Faire preuve de discrétion, assurer la protection des informations personnelles et confidentielles
<p><u>ESPRIT D'EQUIPE</u> <i>Les équipes partagent la vision de la Banque et travaillent ensemble pour un objectif commun</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Agir avec impartialité et transparence • Réaliser sa mission avec probité et désintéressement • Se conformer aux Codes d'Ethique et de Déontologie de la Banque • Eviter tout conflit d'intérêt susceptible d'influencer ses actions • Faire preuve de justice et d'équité • Utiliser les ressources de la Banque aux seuls buts et missions assignés • Promouvoir un environnement et des relations respectueux de la dignité humaine
<p><u>EXCELLENCE</u> <i>La Banque recherche les meilleures performances et s'assure de l'amélioration continue de la qualité de ses opérations</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Agir ensemble pour l'intérêt commun • Partager ses idées, ses connaissances et son savoir faire • Collaborer pour l'atteinte des objectifs et rester solidaire de la mission et des résultats • Développer l'écoute et la transversalité pour faire émerger l'intelligence collective
<p><u>INTEGRITE</u> <i>L'institution est irréprochable et veille à l'application des règles, procédures et Code de Déontologie</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Faire preuve de curiosité intellectuelle et rechercher l'amélioration continue • Être ouvert au changement et se remettre régulièrement en question • Faire preuve de constance, de détermination et de ténacité dans l'effort • Proposer des solutions innovantes tout en respectant l'Ethique et la Déontologie • Anticiper au regard de l'évolution de l'environnement

4. ACTIVITES DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE L'ADMINISTRATION

a) La Gestion des ressources humaines et formation

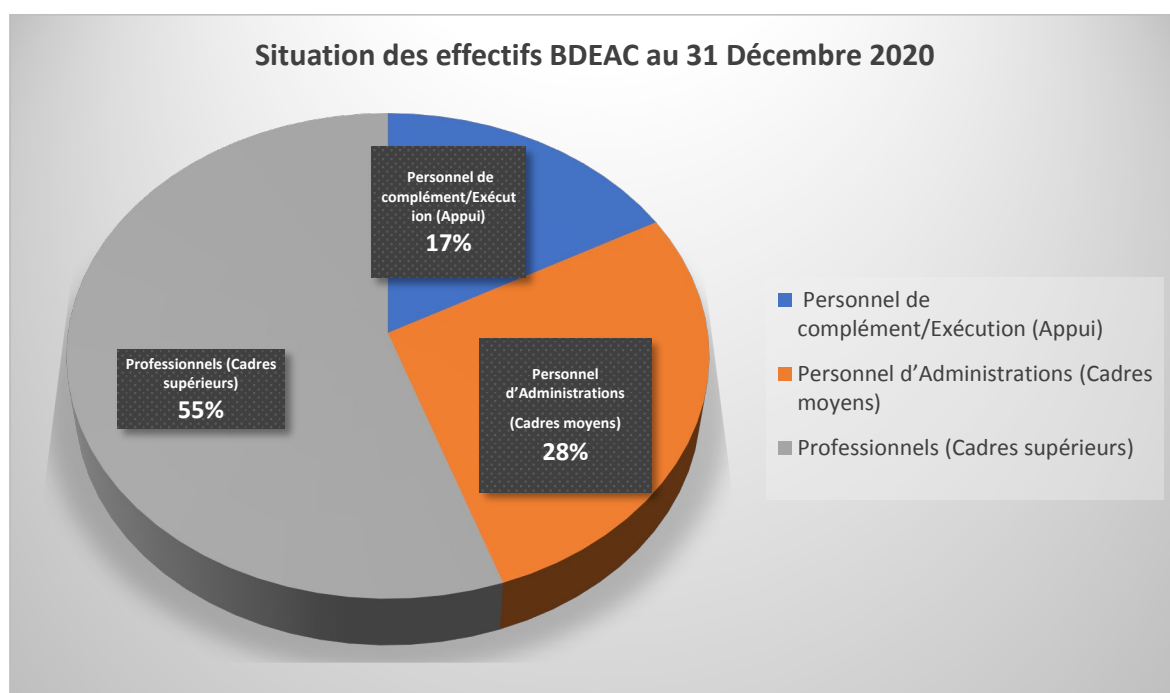
4.1. La Covid-19 a temporairement modifié les conditions de travail à la BDEAC au cours de l'exercice 2020, afin de s'adapter aux différentes mesures prises par les Autorités pour lutter contre la propagation de la pandémie. Ainsi, afin d'assurer la continuité du service pendant la période de confinement, la Banque a instauré le télétravail pour l'ensemble des activités, à l'exception des services essentiels, pour lesquelles des dispositions particulières ont été prises, tout en réaménageant ses horaires de travail. Elle a par ailleurs procédé périodiquement aux tests de dépistage du SrasCov-2 pour l'ensemble du personnel.

4.2. Sur le plan opérationnel, elle a recruté seize (16) personnes dont dix (10) cadres supérieurs et six (6) agents de complément, déployés au siège et dans les représentations, en phase avec sa stratégie de recrutement pour accompagner son expansion. En revanche, elle a enregistré cinq (5) départs dont un décès.

4.3. Ainsi, au 31 décembre 2020, la BDEAC totalise un effectif opérationnel de 141 personnes comprenant 78 Cadres supérieurs, 39 Gradés et 24 agents formant le complément/Exécution.

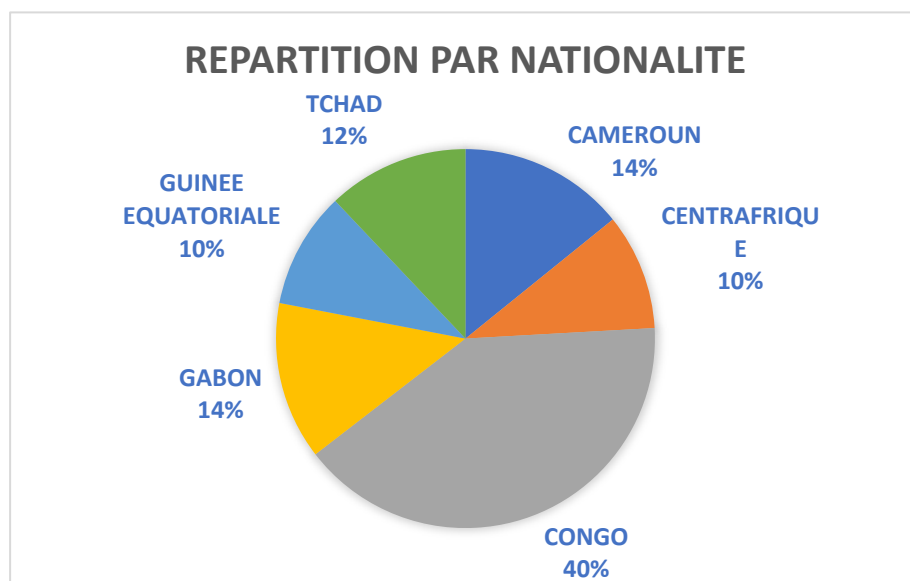
4.4. La répartition par catégorie socioprofessionnelle du personnel se présente comme suit :

Graphique n°3 : Répartition des effectifs BDEAC au 31 Décembre 2020



4.5. La répartition du personnel par nationalité et par genre se présente comme suit :

Graphique n°4 : Répartition des agents par nationalité



<u>NATIONALITES</u>	
CAMEROUN	<u>20</u>
RCA	<u>14</u>
CONGO	<u>57</u>
GABON	<u>19</u>
GUINEE-EQUATORIALE	<u>14</u>
TCHAD	<u>17</u>
TOTAL GENERAL	<u>141</u>

La répartition du Personnel de la Banque au 31 décembre 2020, peut également s'estimer suivant les profils de poste qui eux-mêmes permettent un classement suivant les sous familles et familles de métiers qui sont pourvues par la Banque et en cohérence avec ses missions de Banque de Développement.

4.6. Par ailleurs, en accueillant seulement deux (2) stagiaires, contrairement à l'accoutumé, l'accompagnement par la Banque des institutions académiques et universitaires de formation partenaires a connu une inflexion en 2020, en raison du contexte de la pandémie de la Covid-19.

Formation du personnel

4.7. Le plan de formation n'a pu être déployé normalement à cause du contexte de la pandémie. Il sera consolidé et mis en œuvre en 2021. Toutefois, quelques formations opportunes ont été réalisées, dont certaines en ligne. Elles concernent :

- Séminaire international sur les contrats de partenariats public-privé (PPP) au Maroc, avec la participation de cinq (5) cadres, dont des analystes de projets et des juristes ;
- Formation en ligne sur les fondamentaux du financement du commerce, organisée par The Global Trade Certificate (GTC), à laquelle ont participé une dizaine de cadres de la Banque ;
- Formation en ligne "Basic Programme on Blockchain in Banking and Finance Sector" organisé par G-NEXID avec la participation d'un cadre de la Banque.

b) La Gestion des moyens généraux, du patrimoine et de la sécurité

4.8. Dans le cadre de son budget d'investissement, la Banque a entamé les travaux de réhabilitation de son immeuble abritant son Siège Social, renouvelé le parc automobile de ses Représentations Nationales dans les différents pays et finalisé la procédure d'établissement des titres fonciers des terrains attribués par l'Etat Congolais, au centre-ville de Brazzaville, pour la construction des résidences de ses dirigeants.

4.9. La Banque a bénéficié d'un don d'un immeuble R+3 de l'Etat congolais pour abriter les locaux de la Représentation de la BDEAC au Congo à Pointe Noire.

c) Gestion du système d'information

4.10. D'une manière générale, dans le domaine du système d'information et des Télécommunications, la Banque a, au cours de l'année 2020, relevé les principaux challenges importants auxquels elle a fait face. En effet, dans un contexte inattendu engendré par les mesures prises par les Autorités de la Sous-région, pour limiter la propagation de la pandémie de la COVID-19, la Banque a su déployer, de manière sécurisée et agile, le dispositif nécessaire à la continuité des activités de la Banque. Il s'agit notamment de l'organisation mise en place pour permettre aux agents de continuer à travailler même à domicile, avec le même niveau de support ; des canaux sécurisés ouverts pour permettre au personnel en télétravail de pouvoir accéder aux ressources autorisées selon leur profil et travailler de manière sereine.

4.11. Dans le même élan, la Banque a également investi dans des équipements, des logiciels spécifiques mais également dans la capacité de ses liaisons Internet pour fonctionner convenablement malgré les restrictions de déplacement. C'est avec ce dispositif qu'elle a tenu à distance et par visioconférence les réunions des organes (Comité de Crédit, Conseil d'Administration et Assemblée Générale). De même, les Dirigeants de la Banque ainsi que les cadres ont pu honorer aux invitations et rencontres internationales à distance à travers ce dispositif. Et enfin, la Haute Direction a continué à gérer la Banque sans que la position géographique de son personnel à un moment donné ne soit un obstacle.

5. ACTIVITES DE CONTROLE

Encadré 2 : Politique de contrôle de la BDEAC

- (i) La Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) accorde une place importante au dispositif de contrôle interne afin d'une part de maîtriser l'ensemble des risques inhérents à ses activités, et d'autre part de s'assurer que la réalisation des objectifs stratégiques, opérationnels et financiers est conforme aux Statuts, Règlements et Procédures en vigueur. Par ailleurs, le dispositif de contrôle mis en place vise à garantir à la Banque une assurance raisonnable quant à l'atteinte des objectifs fixés.
- (ii) Le Dispositif de Contrôle Interne repose sur quatre (4) piliers : (i) l'existence des textes et procédures ; (ii) la séparation des fonctions et des tâches conformément au règlement N°061/19 du 11 Novembre 2019 portant organisation et attributions des services; (iii) le renforcement des trois lignes de défense que sont : Contrôle de Premier Niveau (Auto-Contrôle), le Contrôle de Second Niveau (Contrôle Permanent), le Contrôle de Troisième Niveau ou Contrôle Périodique (Audit Interne et Inspection) ; (iv) la modulation des Contrôles en fonction des traitements automatisés ou manuel des opérations.
- (iii) Le Contrôle Périodique (Inspection/Audit) accompagne l'Institution dans l'atteinte de ses objectifs à travers des missions déclinées au préalable dans un plan annuel. La Banque réalise également des missions d'évaluations rétrospectives des projets clôturés depuis plus de 5 ans afin d'en apprécier les impacts socio-économiques et environnementaux d'une part, et d'autre part les missions inopinées. Enfin, la fonction de contrôle périodique procède également à la revue indépendante du contrôle permanent.

Au cours de l'exercice 2020, plusieurs activités ont été réalisées conformément aux objectifs assignés dans un contexte de crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19.

5.1. Au titre du **Contrôle Comptable et Financier** : la Banque a veillé à l'application des textes de base et au strict respect des dispositions relatives à la justification mensuelle des soldes comptables ; à la vérification a priori de ses dépenses et engagements; à relire le manuel du contrôle interne en vue de l'adapter aux évolutions de son environnement.

5.2. Au titre de l'**Audit Interne** : outre les missions d'audit relatives à la revue du dispositif de contrôle interne, au processus d'archivage de la Banque, au fonctionnement de la Représentation de la BDEAC au Congo ainsi qu'au processus de gestion du portefeuille des prêts et la relecture des documents essentiels au fonctionnement optimal des services notamment la Charte de l'Audit et les manuels de procédures métiers, la Banque a assuré le suivi de la mise en œuvre des recommandations des organes de décision et d'orientation. Dans ce sens, pour plus d'efficacité, elle a développé avec l'appui de la Direction des Systèmes d'Information et des Télécommunications (DSIT), un outil de suivi électronique de la mise en œuvre desdites recommandations (SUIVIRECO).

5.3. Enfin s'agissant de l'**Inspection et de l'Evaluation Rétrospective** : trois (3) projets financés au Congo ont fait l'objet d'une évaluation ex-post. Il s'agit des projets MUCODEC 1, MUCODEC 2 et MUCODEC 3. Il en ressort que les principaux objectifs visés par ces projets ont été atteints. Ils ont notamment permis à l'institution de microfinance qui les porte d'étendre son réseau dans les zones éloignées et de consolider son positionnement. En plus, cette évaluation a mis en évidence la grande satisfaction des parties prenantes notamment les populations rurales qui disposent désormais de services financiers inclusifs de proximité.

6. VALEUR DES ACTIONS DE LA BDEAC

6.1. Normalement estimée sur la base des états financiers, variable d'une année à l'autre en fonction des activités et résultats de l'entreprise, l'évaluation d'une société est une pratique usuelle pour en connaître la valeur réelle, la fraction du patrimoine qui appartient effectivement à ses actionnaires.

La Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), à l'instar d'autres institutions s'est prêtée à cette pratique pour déterminer la valeur réelle de ses actions comptables. C'est dans ce contexte, et conformément aux dispositions de son règlement financier stipulant l'évaluation des actions à la fin de chaque exercice, que la BDEAC a fait recours au service d'un Cabinet pour procéder à l'estimation de la valeur de ses actions pour les exercices allant de 2016 à 2020.

Dans la littérature financière, plusieurs méthodologies sont proposées pour évaluer les entreprises, avec des résultats plus ou moins convergents. La valeur finale retenue est généralement la moyenne des résultats de chaque méthode utilisée. Mais dans le contexte particulier de la BDEAC les cinq méthodes suivantes ont été retenues :

- (i) **L'actif net comptable**, qui est le montant effectif qui devrait rester aux actionnaires, après avoir remboursé les dettes de l'entreprise, s'ils décidaient de vendre tous les actifs ;
- (ii) **L'actif net comptable corrigé**, qui s'obtient à partir de l'actif net comptable, mais procède par un ajustement de celui-ci en l'augmentant des plus-values et en le diminuant des moins-values existantes sur l'actif immobilisé, à travers une analyse des différents postes du bilan ;

- (iii) **La valeur de rendement** qui, dans une logique de rentabilité de l'investissement, correspond à la valeur actuelle des résultats de l'entreprise, majorée de la valeur actuelle du prix de revente estimé au terme du délai retenu pour établir la prévision ;
- (iv) **La rente abrégée de goodwill par l'actif net comptable corrigé**, méthode d'évaluation qui repose sur le principe selon lequel les éléments incorporels constitutifs du goodwill n'ont de valeur que s'ils permettent à l'entité de réaliser un bénéfice dont le montant excède la rémunération au taux normal des capitaux investis ;
- (v) **La méthode des discounted cash-flows**, qui suppose que la valeur d'une entité est égale à la valeur actuelle des flux de trésorerie qu'elle dégagera au cours des années futures, ce qui permet de situer le prix de l'action plus en fonction de sa capacité bénéficiaire future que de son passé et son patrimoine. Cette évaluation est faite en tenant compte des flux générés par l'entreprise, une fois ses investissements et sa croissance assurés.

RESULTATS OBTENUS

6.3. **En ce qui concerne l'action**, le tableau ci-dessous récapitule son évolution de 1976 à 2020. Un comparatif est également fourni entre sa valeur nominale et sa valeur réelle.

Tableau n°3 : Evolution de la valeur de l'action

Indicateurs	1976	2016	2017	2018	2019	2020
Valeur Nominale (FCFA)	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
Valeur Réelle (FCFA)	10 000 000	10 349 647	12 794 392	14 247 586	18 330 506	22 034 764
Ecart (Valeur réelle - Valeur nominale)	0	349 647	2 794 392	4 247 586	8 330 506	12 034 764
% (Valeur réelle / Valeur nominale)	0,0%	3,5%	27,9%	42,5%	83,3%	120,3%
Evolution annuelle (MFCFA)	Sans Objet	Sans Objet	2 444 745	1 453 194	4 082 920	3 704 258
Croissance annuelle	Sans Objet	Sans Objet	24%	11%	29%	20%

6.4. Les résultats fournis dans ce tableau indiquent une envolée de la valeur de l'action BDEAC entre 2017 et 2020, contrairement aux années antérieures. En effet, alors qu'elle n'avait crû que de 3,5% en 2016 par rapport à la valeur nominale, elle a plus que doublé en 2020, avec une évolution de 120,3%. Par ailleurs une croissance continue de la valeur réelle sur la période est observée, la plus prononcée ayant été obtenue entre les exercices 2019 et 2018, avec un taux de 29 %.

6.5. **S'agissant de la valeur patrimoniale** de la BDEAC, corollaire du niveau de l'action, le tableau ci-dessous récapitule son évolution de 1976 à 2020.

Tableau n°4 : Evolution de la valeur patrimoniale de la BDEAC

Indicateurs	1976	2016	2017	2018	2019	2020
Valeur réelle (MFCFA)	650	93 491	123 171	140 615	179 334	212 228
Evolution annuelle (MFCFA)	Sans Objet	Sans Objet	29 679	17 444	38 719	32 894
% Croissance annuelle	Sans Objet	Sans Objet	32%	14%	28%	18%

6.6. A la lumière de ces données, la valeur patrimoniale de la BDEAC n'a cessé de croître depuis le lancement de ses activités en 1976. Cette tendance est un indicateur fort de l'enrichissement continu de la Banque.

6.7. Au cours des 40 premières années d'activités de la Banque, sa valeur patrimoniale a évolué de FCFA 650 millions en 1976, à FCFA 93 491 millions en 2016, soit FCFA 92 841 millions en valeur absolue, correspondant à une moyenne annuelle de FCFA 2 321 millions.

6.8. Entre 2016 et 2020, la valeur patrimoniale de la BDEAC est passée de FCFA 93 491 millions, à FCFA 212 228 millions, soit une croissance de 127% sur la période. En valeur absolue, c'est une évolution de FCFA 118 737 millions, correspondant à une moyenne annuelle de FCFA 29 684 millions. Cela représente 12,8 fois la moyenne annuelle des 40 premières années d'activités de la Banque. Ces données confirment la forte croissance de la Banque relevée sur la période de mise en œuvre du Plan Stratégique 2017-2022.

6.9. En somme, l'évaluation de la BDEAC fait ressortir une évolution continue de son action et de sa valeur patrimoniale au cours des quatre années de mise en œuvre du PS 2017-2022, dopée par les bons résultats financiers obtenus. Spécifiquement, sur la même période, la valeur réelle de l'action BDEAC a presque doublé, passant de FCFA 10 millions en 1976, à FCFA 10,349 millions en 2016, pour ressortir à FCFA 22,034 millions en 2020. Il en est de même de la valeur du patrimoniale, évaluée à FCFA 93 941 millions en 2016 et à FCFA 212 228 millions en 2020, contre FCFA 650 millions en 1976.

7. ACTIVITES DE FINANCEMENT

7.1. Les activités opérationnelles de la BDEAC concernent la gestion du portefeuille de projets actifs (signature des accords de financement, suivi de la mise en œuvre des projets, exécution des décaissements, annulation des financements) et la gestion du pipeline de projets (identification, préparation, évaluation et approbation des opérations). En 2020, ces activités se sont déroulées dans un contexte particulièrement difficile, marqué par des contraintes liées à la pandémie de la COVID-19.

7.2. En termes de réalisations, la Banque a poursuivi la mise à jour de ses textes opérationnels, en droite ligne avec les réformes structurelles opérées depuis 2017. Elle s'est également inscrite dans la continuité de l'alimentation de son pipeline de projets et de la prise d'engagements, en prenant en compte l'urgence relative à la riposte contre la pandémie de la COVID-19. Enfin, les dispositions ont été prises pour faciliter le suivi à distance de la mise en œuvre des projets, ce qui a contribué à l'atteinte d'un niveau élevé des décaissements au cours de l'exercice.

a) Mise à jour et élaboration des textes opérationnels

7.3. Au cours de l'exercice 2020, l'Assemblée Générale a adopté le Document de Stratégie d'Intervention de la Banque en République du Congo, pour la période 2019-2022. Sur le plan symbolique, il s'agit de la toute première stratégie d'intervention de la BDEAC spécifiquement dans un des pays membres. Il s'agit également de la mise en œuvre d'une recommandation de l'Assemblée Générale consistant à élaborer, pour chaque pays de la CEMAC, une stratégie mettant en exergue les axes prioritaires d'intervention de la Banque, en fonction des politiques nationales de développement. De façon spécifique, la stratégie de la BDEAC au Congo vise à contribuer à la diversification de l'économie, au renforcement des infrastructures et à

l'intégration régionale qui constituent les trois piliers sur lesquels elle a été fondée, avec un objectif opérationnel de FCFA 120 000 millions d'engagement sur la période.

7.4. Dans le cadre de la mise aux standards de ses textes et processus opérationnels, la Banque a procédé à la refonte de son Système de Gestion Environnementale et Sociale (SGES), afin de le cadrer aux enjeux actuels, notamment ceux liés aux effets des changements et dérèglements climatiques et à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

7.5. Elément essentiel du Système de Gestion Environnementale et Sociale, la Politique Environnementale et Sociale de la Banque permet de financer les projets des secteurs public et privé à fort impact social, économique et financier, respectueux de l'environnement. Il s'agit donc, pour la BDEAC, d'être véritablement un acteur du développement inclusif et durable en Afrique Centrale. Cette Politique instaure désormais un système interne de classification des risques environnementaux et sociaux et propose trois catégories : les risques élevés, les risques moyens et les risques faibles. Les diligences environnementales et sociales seront également dorénavant intégrées dans l'ensemble du cycle de projet. La Politique Environnementale et Sociale est assortie d'un Manuel qui décline les directives et autres procédures.

Encadré 3 : Diversification des outils d'intervention, promotion du commerce et prise en compte de la dimension environnementale et sociale dans le financement des projets d'investissement

En 2020, la Banque a poursuivi les travaux d'opérationnalisation de ses activités de financement du commerce, conformément à son ambition de contribuer davantage à la croissance des échanges commerciaux de ses Etats membres, manifestée par la création d'une Division du Financement du Commerce, actée par une Résolution de son Conseil d'Administration, réuni en sa séance du 28 juin 2018.

L'instruction des dossiers de financement et les missions d'évaluation de projets ont donné lieu à l'identification et à la structuration d'opportunités de financement de commerce. La formation des cadres de la Banque s'est en outre poursuivi à travers la participation de 15 cadres au programme « Global Trade Certificate (GTC) » en partenariat avec la Chambre de Commerce International et le Groupe Banque Islamique de Développement (BID).

La Banque a également été conviée à un rigoureux processus de sélection au terme duquel elle a été retenue par la Facilité « Investment Climate Reform » (ICR) pour bénéficier d'une assistance technique de 2 ans, axée sur le renforcement de ses capacités en matière de financement du commerce.

A partir de 2021, la Banque envisage de fournir une gamme de produits et services de financement du commerce, en appui aux objectifs de son Plan Stratégique 2017-2022 de la Banque.

Par ailleurs, dans le souci d'assurer une meilleure prise en compte des préoccupations environnementales et sociales dans les opérations qu'elle finance, le Conseil d'Administration de la Banque, réuni en sa séance du 10 juillet 2020, a adopté la nouvelle Politique Environnementale et Sociale. Ce document, arrimé aux normes internationales actuelles en matière de gestion environnementale et sociale, servira désormais de cadre réglementaire de sauvegardes environnementales et sociales dans le financement des projets. Il s'agit d'un document de planification environnementale et sociale qui permettra à la BDEAC de participer efficacement aux côtés de ses clients à la protection des populations, de leurs écosystèmes et de leurs cadres de vie.

b) Alimentation du pipeline de projets de la Banque

7.6. En 2020, la Banque a enregistré 63 requêtes de financement contre 51 en 2019 et 30 en 2018, soit une progression moyenne de 47% sur la période. Ces sollicitations en progression continue d'une année à l'autre traduisent de la dynamique attractivité qu'exerce dorénavant la BDEAC vis-à-vis des opérateurs économiques de la zone. En outre, cette tendance est également à mettre au crédit de la campagne de communication des actions de la Banque sur le terrain, organisée sur le plan sous régional et continental en vue de renforcer sa crédibilité auprès des opérateurs économiques.

7.7. Par conséquent, les efforts de reconstitution du pipeline des projets ont permis d'identifier un volume d'opérations en cours de maturation d'environ FCFA 850 000 millions, pour une contribution attendue de la Banque estimée à FCFA 300 000 millions.

c) Situation des engagements

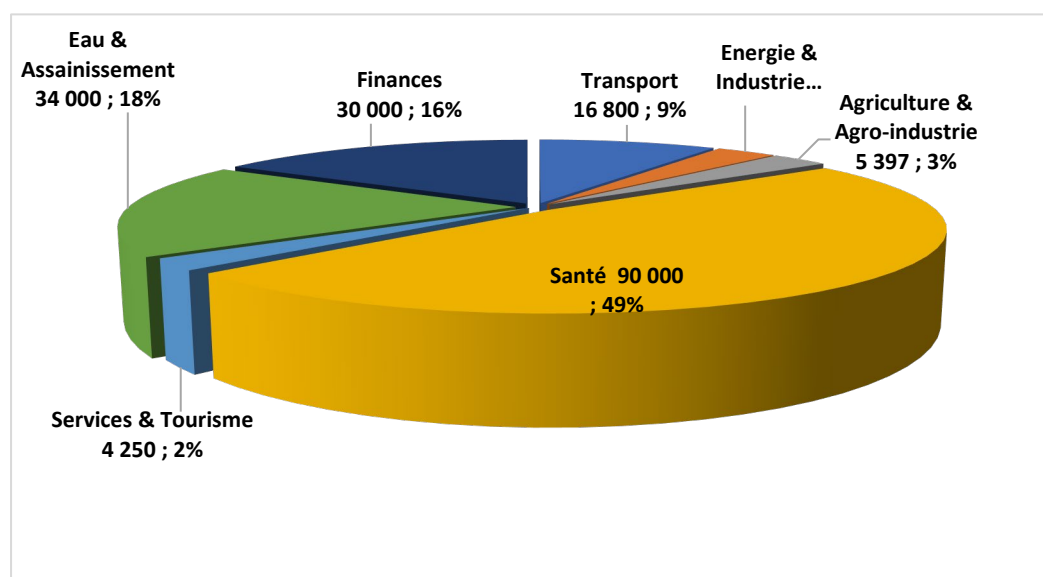
7.8. En dépit du contexte économique particulier causé par la pandémie de la COVID-19, le Conseil d'Administration de la Banque a approuvé 19 financements sous forme de prêts directs, pour un montant total de FCFA 186 147 millions, en dépassement de l'objectif annuel minimum fixé à FCFA 100 000 millions dans le Plan Stratégique 2017-2022.

7.9. Avec 6 projets approuvés pour un volume de FCFA 90 000 millions, le secteur de la santé a absorbé 48,3% des engagements de la Banque, en raison de l'accompagnement des Etats dans leurs ripostes contre la pandémie de la COVID-19. Les secteurs de l'eau et assainissement, des finances à travers le refinancement des banques commerciales, des transports et de l'agro-industrie ont également fait l'objet d'un accompagnement par la Banque, en droite ligne avec les prévisions du PS 2017-2022. Le tableau et graphique ci-dessous présentent la répartition sectorielle des engagements de la Banque au cours de l'exercice 2020.

Tableau n°5 : Répartition sectorielle des engagements pris en 2020

Secteurs concernés	Montants (MFCFA)	Poids (%)	Nbre projets
Transport	16 800	9,0%	1
Energie & Industrie	5 700	3,1%	2
Agriculture & Agro-industrie	5 397	2,9%	3
Santé	90 000	48,3%	6
Services & Tourisme	4 250	2,3%	3
Eau & Assainissement	34 000	18,3%	2
Finances	30 000	16,1%	2
TOTAL	186 147	100,0%	19

Graphique n°5 : Répartition sectorielle des engagements pris en 2020 (MFCFA)



7.10. En comparaison avec la moyenne annuelle de FCFA 91 584 millions d'engagements pris depuis la reprise des financements en 2003, le niveau atteint en 2020 confirme une évolution significative de la Banque. Cette performance, maintenue au cours de l'exercice, traduit la prise en compte de la réduction du portefeuille de prêts, nécessitant inexorablement de nouveaux concours.

7.11. Dans le secteur de la santé, les engagements pris par la Banque concernent les projets soumis par les 6 pays de la CEMAC, relativement à leurs programmes de riposte contre la COVID-19 et de renforcement des systèmes sanitaires. Un montant total de FCFA 90 000 millions a ainsi été accordé aux opérations ci-après :

- (i) **Projet de riposte contre la pandémie de la COVID-19 au Cameroun, pour un montant de FCFA 15 000 millions.** Ce projet porte sur le renforcement des capacités nationales dans le secteur sanitaire pour une riposte globale et efficace contre la pandémie de la Covid-19, afin de limiter les effets de cette pandémie sur la société et sur l'économie. De manière spécifique, il vise à : (i) réduire les risques d'importation et de transmission communautaire du virus ; (ii) assurer une meilleure prise en charge des patients par le renforcement des capacités opérationnelles des établissements de soins ; (iii) améliorer les capacités de l'offre biomédicale du pays ; (iv) atténuer l'impact de l'épidémie sur le système de santé ; (v) former le personnel de santé aux contraintes spécifiques liées à la lutte contre la pandémie ; et (vi) sensibiliser et éduquer la population sur la COVID-19.

Le coût total du projet est évalué à FCFA 76 985 millions. Il inclut les composantes : (i) recherche active des cas ; (ii) prise en charge optimale des cas confirmés positifs ; (iii) régulation sociale ; et (iv) gouvernance et redevabilité du plan de riposte. En limitant les pertes humaines, le plan de riposte contre la pandémie de la COVID-19 atténuera par voie de conséquence ses effets sur l'économie, la désintégration sociale et renforcera la confiance de la population vis-à-vis du système de santé du pays.

- (ii) **Projet de riposte contre la COVID-19 en Centrafrique, pour un montant de FCFA 15 000 millions.** Ce projet porte sur le renforcement des capacités nationales dans le secteur sanitaire pour une riposte globale et efficace contre la pandémie de la COVID-19, afin de limiter les effets de cette pandémie sur la société et sur l'économie. De manière spécifique, il vise à : (i) réduire les risques d'importation et de transmission communautaire du virus ; (ii) assurer une meilleure prise en charge des patients par le renforcement des capacités opérationnelles des établissements de soins ; (iii) améliorer les capacités de l'offre biomédicale du pays ; (iv) former le personnel de santé aux contraintes spécifiques liées à la lutte contre la pandémie ; (v) atténuer les effets socio-économiques de l'épidémie ; et (vi) répondre aux problématiques sécuritaires liées à la COVID-19.

Le coût total du projet est évalué à FCFA 876 016 millions. Il inclut les composantes : (i) santé publique ; (ii) socio-économique ; (iii) sécurité et droits humains ; et (iv) gestion du projet. En limitant les pertes humaines, le plan de riposte contre la COVID-19 atténuera par voie de conséquence ses effets sur l'économie, la désintégration sociale et renforcera la confiance de la population vis-à-vis du système de santé du pays.

- (iii) **Plan national de préparation et de riposte à l'épidémie de coronavirus de type COVID-19 au Congo, pour un montant de FCFA 15 000 millions.** Le projet porte sur le renforcement des capacités nationales dans le secteur sanitaire pour une riposte globale et efficace contre la pandémie de la COVID-19, afin de limiter les effets de cette pandémie sur la société et sur l'économie. De manière spécifique, il vise à : (i) réduire les risques d'importation et de transmission communautaire du virus ; (ii) assurer une meilleure prise en charge des patients par le renforcement des capacités opérationnelles des établissements de soins ; (iii) améliorer les capacités de l'offre biomédicale du pays ; (iv) atténuer l'impact de l'épidémie sur le système de santé ; (v) former le personnel de santé aux contraintes spécifiques liées à la lutte contre la pandémie ; et (vi) sensibiliser et éduquer la population sur la COVID-19.

Le coût total du projet a été estimé à FCFA 43 627 millions. Il inclut : (i) les infrastructures ; (ii) les services médicaux ; et (iii) la gestion du projet. En limitant les pertes humaines, le plan de riposte contre la pandémie de la COVID-19 atténuera par voie de conséquence ses effets sur l'économie, la désintégration sociale et renforcera la confiance de la population vis-à-vis du système de santé du pays.

- (iv) **Plan de lutte contre le coronavirus de type COVID-19 au Gabon, pour un montant de FCFA 15 000 millions.** Le projet porte sur le renforcement des capacités nationales dans le secteur sanitaire pour une riposte globale et efficace contre la pandémie de la COVID-19, afin de limiter les effets de cette pandémie sur la société et sur l'économie. De manière spécifique, il vise à : (i) réduire les risques d'importation et de transmission communautaire du virus ; (ii) assurer une meilleure prise en charge des patients par le renforcement des capacités opérationnelles des établissements de soins ; (iii) améliorer les capacités de l'offre biomédicale du pays ; (iv) atténuer l'impact de l'épidémie sur le système de santé ; (v) former le personnel de santé aux contraintes spécifiques liées à la lutte contre la pandémie ; et (vi) sensibiliser et éduquer la population sur la COVID-19.

Le coût total du projet est évalué à FCFA 36 963 millions. Il inclut : (i) les travaux ; (ii) les équipements ; et (iii) la gestion du projet. En limitant les pertes humaines, le plan de riposte contre la pandémie de la COVID-19 atténuera par voie de conséquence ses effets sur l'économie, la désintégration sociale et renforcera la confiance de la population vis-à-vis du système de santé du pays.

- (v) **Projet de renforcement des services de santé dans le cadre de la lutte contre le coronavirus de type COVID-19 en Guinée Equatoriale, pour un montant de FCFA 15 000 millions.** Ce projet porte sur le renforcement des capacités de la chaîne sanitaire pour une riposte efficace et efficiente contre la pandémie de la COVID-19. De manière spécifique, il vise à : (i) réduire les risques d'importation et de transmission communautaire du virus ; (ii) assurer une meilleure prise en charge des patients par le renforcement des capacités opérationnelles des établissements de soins ; (iii) améliorer les capacités de l'offre biomédicale du pays ; (iv) atténuer l'impact de l'épidémie sur le système de santé ; (v) former le personnel de santé aux contraintes spécifiques liées à la lutte contre la pandémie et (vi) sensibiliser et éduquer la population sur la COVID-19.

Le coût du projet est estimé à FCFA 92 922 millions. Les principales composantes du projet sont : (i) les travaux ; (ii) les équipements ; (iii) les services ; et (v) la coordination du projet. En limitant les pertes humaines, le plan de riposte contre la pandémie de la COVID-19 atténuera par voie de conséquence ses effets sur l'économie, la

désintégration sociale et renforcera la confiance de la population vis-à-vis du système de santé du pays.

- (vi) **Projet d'appui pour la préparation et la riposte à la pandémie à coronavirus de type COVID-19 au Tchad, pour un montant de FCFA 15 000 millions.** Le projet porte sur la réduction rapide des taux de mortalité et de morbidité liés à la COVID-19, par le renforcement du système de santé et une réponse urgente et durable à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition reconnue comme facteurs aggravants des effets de la pandémie. De manière spécifique, il vise à : (i) réduire le risque d'importation de la COVID-19 ; (ii) réduire le risque de propagation communautaire de la maladie à coronavirus ; (iii) renforcer la communication sur les risques auprès de la population ; (iv) rechercher activement tous les cas et leurs contacts ; (v) assurer une prise en charge adéquate et gratuite des cas suspects et confirmés ; (vi) renforcer la capacité de prise en charge des structures sanitaires ; (vii) assurer la coordination, le suivi et l'évaluation des activités du projet ; (viii) former le personnel au diagnostic ; (ix) renforcer et maintenir les capacités des laboratoires ; (x) rendre disponible un stock de réactifs ; (xi) rendre disponibles les consommables ; (xii) faire un stock des EPI adaptés ; (xiii) fournir une aide alimentaire aux populations tchadiennes en général, aux ménages vulnérables et groupes spécifiques en particulier ; (xiv) renforcer les instruments de prévention et de gestion des crises alimentaires ; (xv) renforcer le capital productif et les chaînes de valeur agro-sylvo-pastorales et halieutiques.

Le coût total du projet est de FCFA 189 683 millions. Les principales composantes du projet sont : (i) la riposte alimentaire ; (ii) le renforcement du système sanitaire; et (iii) la coordination du projet. En limitant les pertes humaines, le plan de riposte contre la pandémie de la COVID-19 atténuera par voie de conséquence ses effets sur l'économie, la désintégration sociale et renforcera la confiance de la population vis-à-vis du système de santé du pays.

Encadré 4 : Contribution de la Banque à la lutte contre la pandémie de coronavirus (COVID-19)

Le monde entier fait face à une grave pandémie qui ébranle la quasi-totalité des pays, du fait de ses impacts importants sur les plans sanitaire, économique et social. A l'origine, un nouveau virus coronarien apparu en Chine, dans la ville de Wuhan, nommé COVID-19 et qui s'est progressivement propagé pour gagner tous les continents.

En Afrique Centrale, en raison de la fragilité des systèmes sanitaires pour une riposte adéquate, les pays se sont engagés à prendre des mesures préventives d'urgence pour limiter la contamination et ainsi éviter tout débordement des dispositifs sanitaires existants. Ces mesures ont essentiellement consisté en : (i) l'instauration de l'état d'urgence sanitaire ; (ii) le confinement total ou partiel de la population, à l'exception de ceux qui travaillent à la fourniture des biens et services indispensables ; (iii) l'interdiction de la circulation, à l'exception des déplacements jugés essentiels ; (iv) la fermeture de tous les lieux de vente autres que ceux des aliments et des produits essentiels, etc.

Pour appuyer les Etats à faire face aux effets dévastateurs de cette pandémie, la BDEAC a dégagé une enveloppe de FCFA 90 000 millions pour le financement des plans de riposte nationaux. Les projets subséquents présentés par chaque Etat ont été approuvés par le Conseil d'Administration, en date du 10 juillet 2020, à raison de FCFA 15 000 millions par pays. Au 31 décembre 2020, un montant de FCFA 46 000 millions avait déjà été décaissé par la Banque.

7.12. Le secteur de l'eau et assainissement, qui est aussi un pan de la riposte contre la pandémie de la COVID-19, a également fait l'objet d'un accompagnement spécifique par la Banque en 2020. Deux opérations ont ainsi été approuvées, pour un montant total de FCFA 34 000 millions. Il s'agit des projets suivants :

(vii) Prêt complémentaire pour la financement du plan complet de réinstallation des personnes affectées par le projet d'aménagement des bassins versants de Gué-Gué, Lowé-IAI et Terre-Nouvelle, pour un montant de FCFA 20 000 millions. L'objet du financement complémentaire est la réalisation des activités essentielles non initialement prévues, dont la voie d'accès et les raccordements en eau et électricité, conditions nécessaires pour la réinstallation des populations dans les logements construits.

Il a été établi que la non-prise en compte de ces dépenses additionnelles pourrait compromettre la bonne réalisation de ce projet et l'occupation in fine des logements. Cette opération s'inscrit dans l'amélioration du cadre de vie des populations impactées par le projet, le développement de la ville de Libreville, la création de plusieurs emplois pendant les phases d'exécution du projet et d'exploitation du site, le développement des activités connexes dans et autour du site du projet et le renforcement de l'économie locale par la consommation des biens et services des entreprises locales.

(viii) Projet de mise en valeur des ressources en eaux souterraines des provinces Ennedi Est & Ouest, pour un montant de FCFA 14 000 millions. Le projet porte sur l'accès à l'eau potable dans les régions les plus arides au Tchad. Il favorisera l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural, semi-urbain, urbain et pastoral, par un accès durable à l'eau potable, à l'abreuvement du cheptel et au service d'assainissement, par la réalisation d'ouvrages hydrauliques et d'assainissement.

Sur le plan spécifique, le projet a pour objectifs : (i) d'accroître le taux d'accès à l'eau potable des populations locales dans les provinces de l'Ennedi, en le portant de 10% en 2020 à environ 60% en 2025 ; (ii) d'améliorer le bien-être de la population par l'accès aux services d'assainissement ; (iii) de réduire la distance entre les points d'eau pastoraux pour l'abreuvement du cheptel, en vue de favoriser l'exploitation rationnelle du pâturage ; (iv) d'accroître la disponibilité des populations bénéficiaires aux activités génératrices de revenus ; et (v) d'améliorer la santé des populations par la réduction des maladies liées à l'eau. Les principales composantes sont : (i) Alimentation en eau potable ; (ii) Aménagements des ouvrages de retenue d'eau (mares) ; (iii) Ingénierie, études, mesures d'accompagnement; et (iv) Coordination du projet par la maîtrise d'ouvrage. Le coût du projet est estimé à FCFA 16 024 millions. Il inclut les infrastructures, les équipements et la gestion du projet. Sur le plan socio-économique le principal avantage du projet est la réduction des corvées d'eau. La réduction de la prévalence de la mortalité et de la morbidité liées aux maladies d'origine hydrique améliorera en outre la productivité du travail agropastoral (nombre de jours ouvrés/an et intensité du travail) et générera des économies significatives en dépenses de santé.

7.13. Pour atteindre plus facilement certaines cibles économiques, la Banque procède parfois au refinancement des banques commerciales ou à l'octroi de facilités à ces établissements de crédit. Au cours de l'exercice 2020, deux lignes de crédit ont ainsi été mises en place en faveur des banques commerciales, pour un montant total de FCFA 30 000 millions. Il s'agit des opérations ci-après :

- (ix) **Ligne de crédit en faveur d'Orabank Gabon, pour un montant de FCFA 20 000 millions.** L'objet de cette opération porte sur une facilité qui permettra d'accompagner le processus d'industrialisation et de diversification de l'économie gabonaise, tout en mettant en œuvre une meilleure réponse post COVID-19 en faveur des opérateurs économiques gabonais, particulièrement les PME qui ne peuvent pas bénéficier d'une intervention directe de la BDEAC. Le pipeline des projets et transactions susceptibles d'être financés grâce à ladite ligne de crédit est un vivier constitué de 31 opérations à court et moyen termes, introduites par des entreprises employant un total d'environ 4 491 employés et contribuant au PNB du Gabon à hauteur de FCFA 810 900 millions.
- (x) **Ligne de crédit en faveur de la Banque Postale du Congo, pour un montant de FCFA 10 000 millions.** L'objet de cette opération porte sur une facilité qui s'inscrit dans le cadre du plan de développement stratégique de la BPC S.A. sur la période 2018-2020. Ce financement permettra de : (i) renforcer les équilibres financiers de la BPC S.A pour assurer sa rentabilité ; et (ii) accompagner le processus d'industrialisation et de diversification de l'économie congolaise, tout en mettant en œuvre une meilleure réponse post COVID-19 en faveur des opérateurs économiques congolais, particulièrement les PME qui ne peuvent pas bénéficier d'une intervention directe de la BDEAC. Le pipeline des projets et transactions susceptibles d'être financés grâce à ladite ligne de crédit est un vivier constitué de 37 entreprises.

7.14. Conformément au PS 2017-2022, la Banque a poursuivi ses appuis multiformes en faveur de la réhabilitation des infrastructures de base. C'est dans ce contexte qu'un projet d'aménagement routier a été approuvé par le Conseil d'Administration, pour un montant de FCFA 16 800 millions. Il s'agit de l'opération suivante :

- (xi) **Projet d'exécution des travaux de réhabilitation et de bitumage de la RN2, pour un montant de FCFA 16 800 millions.** L'objectif de ce financement est la prise en charge de l'étude d'exécution et des travaux de mise à niveau du corridor Brazzaville-Ouessou-Bangui, notamment les sections Ingah-Etsouali-Oyonfula-Gamboma et Ollombo-Owando. Le projet consiste à réhabiliter et rehausser le niveau de service de la route afin de diminuer le temps de parcours des personnes et des marchandises sur le tronçon et par conséquent, développer les échanges entre la capitale Brazzaville et les localités du nord du pays. Il permettra également de contribuer à l'objectif d'intégration sous régionale, avec notamment l'interconnexion avec la Centrafrique, le Gabon, le Cameroun et prochainement le Tchad.

Le coût total du projet est de FCFA 337 500 millions. La mise en place d'un partenariat public privé est prévue dans le cadre de sa réalisation complète.

7.15. Pour favoriser la diversification économique dans la sous-région, la Banque a appuyé les secteurs de l'énergie et de l'industrie par le financement de 2 projets qui portent sur un montant total de FCFA 5 700 millions. Il s'agit des opérations suivantes :

- (xii) **Projet de construction des métré-grids à Mongo et Ati, pour un montant de FCFA 4 000 millions.** L'objet du projet est la construction et la mise en exploitation d'une centrale photovoltaïque de 2,5 MW et d'un réseau électrique en moyenne tension (MT) pour la distribution de l'énergie électrique dans les villes de Mongo et d'Ati. C'est un projet du secteur de l'énergie promu par la société ZIZ S.A., qui est en adéquation avec le plan de diversification de l'économie du Tchad, particulièrement le Plan National de Développement 2017-2021 ainsi que le Plan Stratégique 2017-2022 de la BDEAC. Sur

le plan spécifique, il vise à : (i) augmenter la capacité de production de l'énergie électrique du Tchad ; (ii) minimiser l'empreinte carbone par le recours au photovoltaïque ; et (iii) impacter positivement l'économie tchadienne en général et celles des villes de Mongo et Ati en particulier.

Le coût total du projet est évalué à FCFA 8 465 millions. Il inclut : (i) les infrastructures communes ; (ii) les infrastructures de production électrique ; (iii) les infrastructures de distribution électrique ; (iv) les matériels roulants ; et (v) la gestion du projet.

Sur le plan socio-économique, le projet contribuera à : (i) l'amélioration de l'accès à l'énergie électrique propre ; (ii) la création de plusieurs emplois directs à plein temps ; et (iii) la création de recettes additionnelles pour l'Etat, notamment sous la forme d'impôts, taxes et cotisations sociales. Ce projet contribuera également à l'atteinte de certains Objectifs de Développement Durable (ODD) en réduisant la pauvreté et en améliorant les conditions de vie des populations.

- (xiii) Projet de construction d'une usine de fabrication de papiers à Bata, pour un montant de FCFA 1 700 millions.** Ce projet porte sur la construction, à 8 km de la ville de Bata, d'une usine de papier composée d'une zone de production et d'une zone de stockage des produits destinés à la vente. Ce projet industriel, promu par la société EVITA OFICE LINE SA, est en adéquation avec le plan de diversification de l'économie inscrit dans le Plan national de développement économique et social pour l'émergence de la Guinée Equatoriale à l'horizon 2035. Sur le plan sectoriel, ce projet s'inscrit dans une logique de substitution aux importations et contribuera à l'équilibre de la balance commerciale de la zone CEMAC en général et celle de la Guinée-Equatoriale en particulier, grâce à la réduction des importations de plusieurs fournitures tels que les paquets de rames de papier, les enveloppes, les cahiers scolaires et blocs notes.

Le coût total du projet est évalué à FCFA 3 599 millions. Il inclut : (i) les travaux ; (ii) les équipements ; et (iii) la gestion du projet. Sur le plan socio-économique, le projet contribuera à : (i) la diversification des ressources de croissance en Guinée Equatoriale ; (ii) une meilleure disponibilité des rames de papiers et des fournitures scolaires ; (iii) l'augmentation des revenus des populations locales en raison des emplois qui seront créés ; et (vi) la création des recettes additionnelles pour l'Etat, notamment sous la forme d'impôts, taxes et cotisations sociales.

7.16. Pilier du PS 2017-2022, le secteur de l'agriculture et de l'agro-industrie a une fois de plus été soutenu par la Banque. A cet égard, 3 projets ont été financés au cours de l'exercice 2020, pour un montant total de FCFA 5 397 millions. Il s'agit des opérations ci-après :

- (xiv) Projet de mise en place d'une exploitation agricole cacaoyère et multiculture dans le Département de la Sangha au Congo, pour un montant de FCFA 1 997 millions.** Le projet porté par la COFCAO a pour objet la création d'une ferme cacaoyère et caféière de 2 400 ha, suivant un modèle agroforestier qui permettra d'une part de contribuer à l'amélioration de la production de cacao et de café du pays et, d'autre part, de générer des « crédits carbone ». Pour mémoire, les crédits carbone sont des unités commercialisables, attribuées aux porteurs de projets qui contribuent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le projet permettra d'une part la mise sur le marché de près de 1 800 tonnes/an de cacao et 140 tonnes/an de café marchands biologiques

fins aux saveurs très prisées, produits à partir de variétés locales et, d'autre part, la production de 164 539 tonnes de crédits carbone.

Le coût total du projet est évalué à FCFA 3 995 millions. Le Gouvernement de la République du Congo soutient fortement cette opération qui s'inscrit en droite ligne des orientations majeures de la politique de développement du pays.

- (xv) **Projet d'implantation d'une unité de transformation de fruits tropicaux à Mongomo, pour un montant de FCFA 1 900 millions.** L'objet du projet est l'implantation d'une unité de transformation des fruits tropicaux à Kom Esambira, district de Mongomo en Guinée Equatoriale, par la société Alimentacion Guineana. Le projet vise spécifiquement le traitement par an d'environ 7 500 tonnes de fruits d'ananas pour obtenir environ 5.000 tonnes d'ananas transformés (pulpes d'ananas concentré aseptique et l'ananas surgelé coupé en cubes) qui seront principalement commercialisés sur le marché européen.

Le coût du projet est estimé à hauteur de FCFA 3 846 millions. Il inclut : (i) les infrastructures ; (ii) les équipements de production ; (iii) les matériels roulants ; et (iv) la gestion de projet. Sur le plan socio-économique, le projet contribuera à : (i) développer et renforcer la filière ananas dans les provinces du Centre Sud (Evinayong) et du Wele Nzas (Mongomo) ; (ii) générer des revenus stables pour les producteurs d'ananas dans le pays ; (iii) créer environ 300 emplois directs et 2 500 emplois indirects au cours des cinq premières années d'exploitation ; et (iv) réduire l'exode rural.

- (xvi) **Projet de mise en place d'une unité industrielle de production d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi, pour un montant de FCFA 1 500 millions.** L'objet du projet est la construction, l'équipement et la mise en exploitation par la Société de Production et de Distribution des Produits et Aliments Thérapeutiques (SOPTAT) SA, d'une usine de fabrication d'aliments prêts à l'emploi, dans le cadre de la lutte contre la malnutrition aiguë, cause majeure de la mortalité infantile au Tchad, principalement dans la bande sahéenne du pays qui affiche un taux de prévalence de 13% de la population, supérieur du seuil de l'Organisation Mondiale de la Santé, fixé à 10%.

Le coût total du projet est estimé FCFA 3 713 millions. Il inclut : (i) les infrastructures ; (ii) les équipements ; et (iii) la gestion du projet. Sur le plan de la résilience climatique, la production locale de 1 555 tonnes d'ATPE permettrait d'économiser environ 666 tonnes de CO₂, soit 5,3% de l'ambition de réduction climatique annuelle du Tchad. Cette réduction des émissions de gaz à effet de serre est essentiellement liée à l'économie de carbone réalisée dans le transport des marchandises. Sur le plan socio-économique, la mise en œuvre de projet permettra de réduire le taux de malnutrition aiguë, en le faisant passer de 13,5% actuellement à 10% en 2025. Il est aussi envisagé entre autres résultats, la prise en charge d'environ 200 000 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë et la réduction du chômage par la création de 78 emplois permanents.

7.17. Dans la poursuite de la mise en œuvre du PS 2017-2022, la BDEAC a une fois de plus appuyé les secteurs du tourisme et des services. C'est ainsi qu'au cours de l'exercice 2020, 3 projets ont été financés dans ces secteurs, pour un montant total de FCFA 4 250 millions. Il s'agit des opérations suivantes :

(xvii) Projet de construction de l'hôtel Panafrican Plaza à Douala, pour un montant de FCFA 1 750 millions. Ce projet porte sur la construction et l'équipement d'un bâtiment R+7 à Douala, pour abriter un hôtel de catégorie trois étoiles, d'une capacité d'hébergement de 53 chambres. L'objectif principal de ce projet porté par la Noutong Holding est d'enrichir le sous-secteur de l'hôtellerie de la capitale économique du Cameroun d'un cadre spacieux de moyen standing. Le site du projet est localisé au quartier Bonapriso, zone résidentielle de la ville, mais également de divertissement et de loisirs. Ce projet s'inscrit dans la continuité des différentes initiatives privées en faveur de la promotion du tourisme au Cameroun.

Le coût total du projet est de FCFA 3 863 millions. Sur le plan socio-économique, le projet permettrait la création de 72 emplois permanents durant la phase d'exploitation en plus des nombreux emplois créés pendant la phase d'investissement.

(xviii) Projet de construction du centre commercial Sara Shop à Malabo, pour un montant de FCFA 1 500 millions. L'objectif sectoriel de projet porté par la société Sara Hop S.A. est d'offrir à la population de Malabo, un espace confortable proposant une gamme variée de commerces et services. Le projet vise spécifiquement à mettre en exploitation un centre commercial comprenant 2 supermarchés, 2 restaurants, 20 boutiques, 4 salles polyvalentes, 1 parc d'attractions pour enfants, 1 terrain de tennis, 2 piscines et un parking d'une capacité d'accueil de 145 véhicules.

Le coût du projet est estimé à hauteur de FCFA 6 088 millions. Il inclut : (i) les infrastructures ; (ii) les équipements ; et (iii) la gestion de projet. Sur le plan socio-économique, le projet contribuera à : (i) l'amélioration de l'offre dans le secteur des services ; (ii) la diversification des activités économiques ; (iii) la création d'environ 250 emplois directs à plein temps ; et (iv) la création de recettes additionnelles pour le compte de l'Etat.

(xix) Projet de construction d'un complexe commercial et hôtelier à Moanda, pour un montant de FCFA 1 000 millions. Le projet concerne la construction, à 63 km de la ville de Franceville, d'un complexe commercial composé d'un supermarché, d'un hôtel-appartement, des appartements et bureaux, des espaces commerciaux et d'un parking. Ce projet du secteur des services, promu par la Société Serus Investissements S.A., est en adéquation avec le Plan Stratégique Gabon Emergent à l'horizon 2025, à travers la mise en place des structures qui contribuent à l'amélioration du commerce général et à l'offre hôtelière dans la ville de Moanda. Sur le plan spécifique, le projet vise à : (i) construire un centre commercial en vue d'une location et exploitation par la société Prix Import ; (ii) contribuer au renforcement de l'offre hôtelière de bon standing par la construction d'un hôtel-appartement dont 60% de la capacité d'accueil seraient destinés à l'usage exclusif de la Compagnie Minière de l'Ogooué (COMILOG) ; et (iii) offrir des espaces commerciaux aux opérateurs économiques de la ville de Moanda.

Le coût total du projet est évalué à FCFA 2 695 millions. Il inclut : (i) les travaux ; (ii) les équipements ; et (iii) la gestion du projet. Sur le plan socio-économique, le projet contribuera à : (i) la diversification des ressources de croissance du pays et de la ville de Moanda en particulier ; (ii) l'augmentation des revenus des populations locales en raison des emplois qui seront créés ; (iii) la croissance de nouvelles activités ; et (iii) la création de recettes additionnelles pour l'Etat, notamment sous la forme d'impôts, taxes et cotisations sociales.

7.18. De façon rétrospective, les concours octroyés par la Banque dans le cadre du Plan Stratégique 2017-2022 ont atteint, au 31 décembre 2020, un montant brut de FCFA 551 082 millions, pour 46 opérations sous forme de prêts directs, de lignes de refinancement et de prises de participations.

7.19. **Sur le plan typologique**, 32 opérations relèvent du secteur privé, pour un volume de FCFA 182 282 millions, tandis que les secteurs publics marchands et non marchands concentrent respectivement 2 et 12 opérations, pour des volumes de FCFA 160 000 millions et FCFA 207 800 millions. Le tableau et graphique ci-dessous illustrent ces performances.

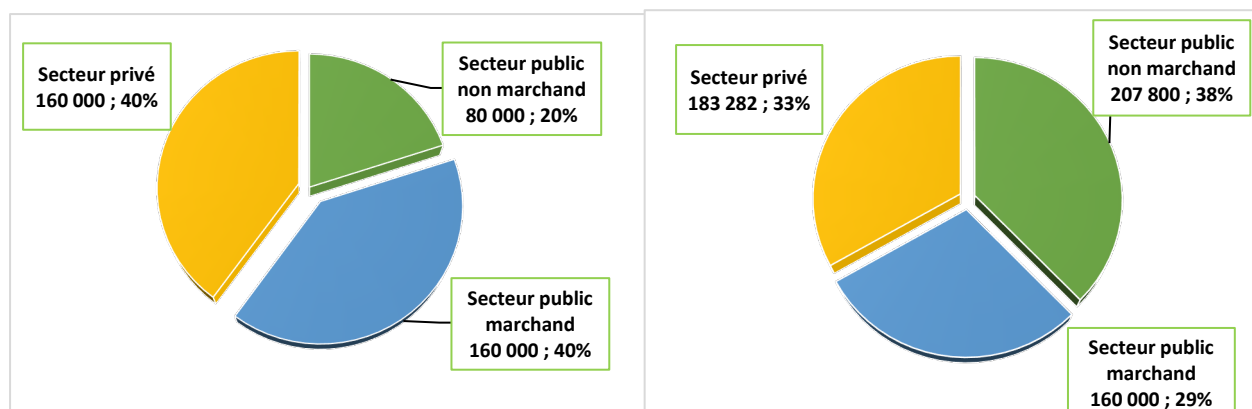
Tableau n°6 : Comparatif de la répartition typologique des engagements pris sur la période 2017-2020

Secteurs	Objectifs du PS 2017-2022		Cumul au 31/12/2020	
	Montants (MFCFA)	Poids (%)	Montants (MFCFA)	Poids (%)
Secteur public non marchand	80 000	20,0%	207 800	37,7%
Secteur public marchand	160 000	40,0%	160 000	29,0%
Secteur privé	160 000	40,0%	183 282	33,3%
Total	400 000	100,0%	551 082	100,0%

Graphique n°6 : Comparatif de la répartition typologique des engagements pris sur la période 2017-2020

Objectifs PS 2017-2022 (MFCFA)

Cumul des réalisations au 31/12/2020 (MFCFA)



7.20. En termes de volumes, ces résultats sont supérieurs à l'objectif minimum du PS 2017-2022 qui ressortait à FCFA 400 000 millions sur 4 années. Cependant, la répartition typologique s'est écartée des objectifs du Plan Stratégique qui prévoyaient un poids de 40% pour le secteur privé, 40% pour le secteur public marchand et 20% pour le secteur public non marchand.

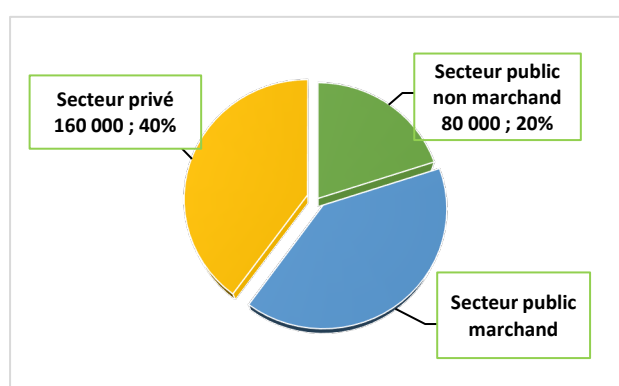
7.21. En effet, le secteur public non marchand présente un poids beaucoup plus important que l'objectif visé. A cet égard, une analyse détaillée de ces données montre que cela est une conséquence des projets publics approuvés en 2020, dans le cadre de l'appui de la Banque au financement des plans de riposte contre la COVID-19. Sous cet angle, en retranchant les 6 projets concernés, la répartition typologique des engagements de la BDEAC sur la période 2017-2020 sans effet COVID-19 serait illustrée par le tableau et graphique ci-après.

Tableau n°7 : Comparatif de la répartition typologique des engagements pris sur la période 20217-2020 sans effet COVID-19

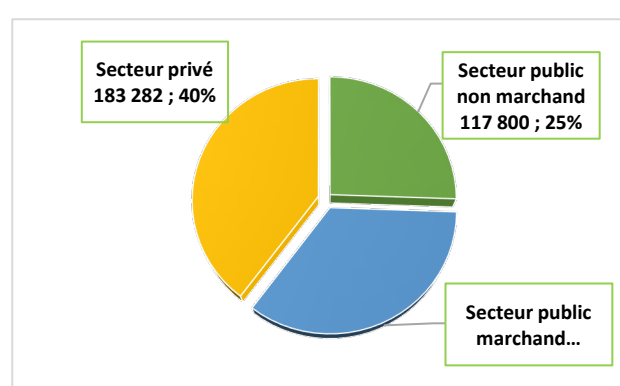
Secteurs	Objectifs du PS 2017-2022		Cumul au 31/12/2020	
	Montants (MFCFA)	Poids (%)	Montants (MFCFA)	Poids (%)
Secteur public non marchand	80 000	20,0%	117 800	25,5%
Secteur public marchand	160 000	40,0%	160 000	34,7%
Secteur privé	160 000	40,0%	183 282	39,8%
Total	400 000	100,0%	461 082	100,0%

Graphique n°7 : Comparatif de la répartition typologique des engagements pris sur la période 2017-2020 sans effet COVID-19

Objectifs PS 2017-2022 (MFCFA)



Cumul des réalisations au 31/12/2020 (MFCFA)



7.22. A la lumière des données ci-dessus, l'on peut effectivement noter qu'en l'absence de la pandémie de la COVID-19, la Banque se serait conformé à ses objectifs de répartition typologique de prise d'engagements.

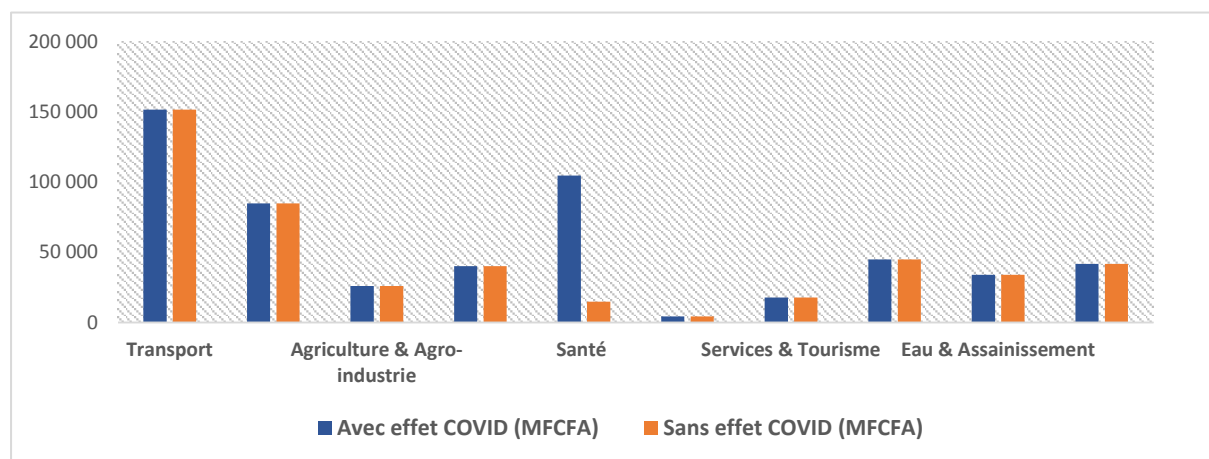
7.23. **Sur le plan sectoriel**, les transports, la santé et l'énergie forment le noyau dur des engagements de la Banque. Cette position dominante s'explique largement par la priorité accordée à la mise en œuvre des projets structurants d'une part et à la survenance de la pandémie de la COVID-19 d'autre part. En effet, il ressort des données fournies dans le tableau ci-dessous que le secteur de la santé représente, au 31 décembre 2020, un poids de 19% des engagements, alors qu'en l'absence de la pandémie, il n'aurait concentré que 3,2% des financements sur la période 2017-2020.

7.24. En accompagnement du trio de tête susmentionné, les secteurs de l'industrie, des finances, des services, ainsi que de l'agriculture et l'agro-industrie, ont constitué en nombre les principaux pôles d'activité opérationnelle de la Banque, avec 26 opérations sur les 46 engagements pris sur la période 2017-2020.

Tableau n°7 : Répartition sectorielle des engagements pris sur la période 2017-2020

Secteurs	Avec effet COVID-19		Sans effet COVID-19	
	Montant (MFCFA)	Poids (%)	Montant (MFCFA)	Poids (%)
Transport	151 800	27,5%	151 800	32,9%
Energie	84 800	15,4%	84 800	18,4%
Agriculture & Agro-industrie	26 137	4,7%	26 137	5,7%
Industrie	40 300	7,3%	40 300	8,7%
Santé	104 825	19,0%	14 825	3,2%
Education	4 500	0,8%	4 500	1,0%
Services & Tourisme	17 820	3,2%	17 820	3,9%
Développement Urbain	45 000	8,2%	45 000	9,8%
Eau & Assainissement	34 000	6,2%	34 000	7,4%
Finances	41 900	7,6%	41 900	9,1%
TOTAL	551 082	100,0%	461 082	100,0%

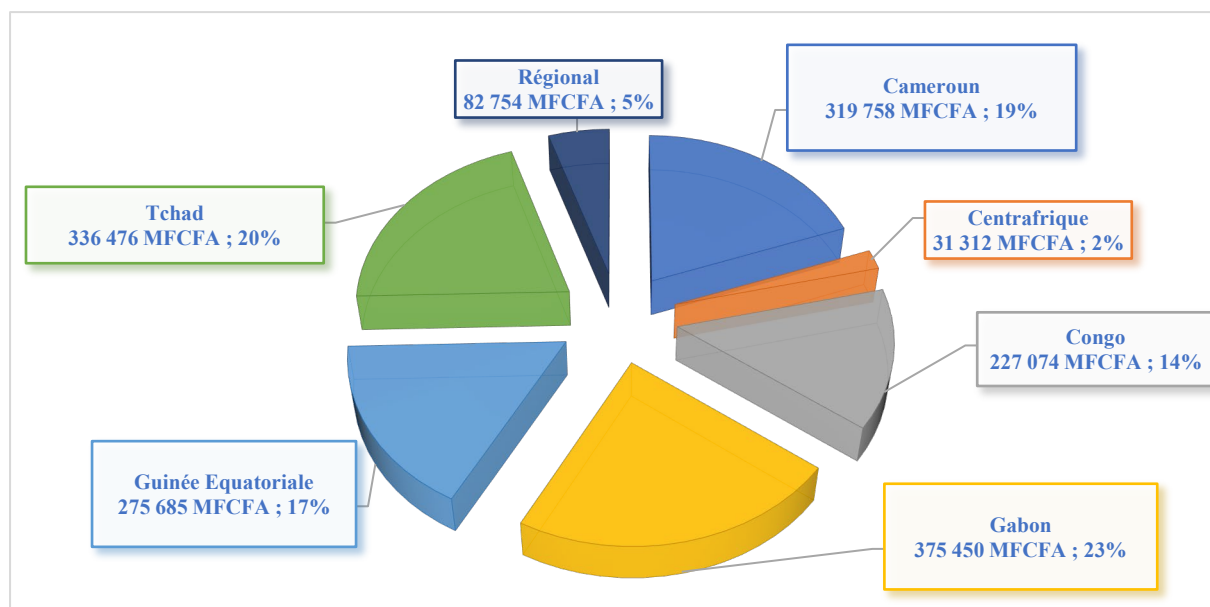
Graphique n°8 : Répartition sectorielle des engagements pris sur la période 2017-2020 avec et sans effet COVID-19



7.25. En conclusion, au regard de ses interventions qualitatives, la BDEAC affirme ainsi la pertinence de son action en se positionnant comme un catalyseur de la diversification des économies tant souhaitée de la sous-région. Par ailleurs, les projets financés par la Banque sur la période 2017-2020 sont de nature à contribuer significativement à la création d'emplois et à l'utilisation de la main d'œuvre locale.

7.26. Depuis la reprise des financements en 2003, les engagements pris par la Banque ont atteint, au 31 décembre 2020, un montant brut de FCFA 1 648 509 millions, pour 171 opérations, sous forme de prêts directs ou de lignes de refinancement, de prises de participations, d'avances pour études, d'appuis institutionnels ou d'engagements par signature. Le graphique ci-après est illustratif de la répartition géographique des concours de la Banque sur la période sous revue.

Graphique n°9 : Répartition géographique des engagements sur la période 2003-2020



d) Impacts socio-économiques des projets des financés

En termes d'impacts socioéconomiques, les dix-neuf (19) projets approuvés en 2020 devraient contribuer à la création ou au maintien d'environ 4 600 emplois directs et indirects. D'autre part, au regard des zones d'influence directes et élargies de chacune de ces opérations, notamment des projets de riposte contre la COVID-19, les effets socioéconomiques des investissements pourraient impacter in fine près de 24 000 000 personnes, soit près de la moitié de la population de la CEMAC.

Sur le plan climatique, les opérations approuvées contribueront à économiser un peu plus de 80 000 tonnes de CO₂, tout aussi qu'elles dégageront environ 165 00 tonnes de crédit carbone. En conséquence, elles participeront grandement à la sauvegarde de l'empreinte carbone de la sous-région CEMAC.

e) Annulation d'engagements

7.27. Cinq opérations ont été annulées pour un montant de FCFA 63 520 millions, dont FCFA 45 000 millions sur initiative des bénéficiaires et FCFA 18 520 sur décision de la Banque. Ces suppressions, dont le but est le nettoyage du portefeuille, ont été faites conformément à la politique de la Banque en matière d'annulation des financements. Elles portent sur les opérations suivantes :

- (i) Prêt de FCFA 45 000 millions en faveur de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) du Gabon pour le financement du projet de construction de 1 000 logements et équipements collectifs à Okolassi ;
- (ii) Prêt de FCFA 7 000 millions en faveur de la société Likouala Timber pour le financement du projet de mise en place des unités de transformation de bois et cogénération au Nord du Congo ;
- (iii) Prêt de FCFA 720 millions en faveur de la société Technosial pour le financement du projet de création d'une usine de stockage, de mixage et de distribution des produits chimiques à Pointe-Noire ;

- (iv) Renouvellement d'une lettre de garantie de FCFA 10 000 millions en faveur de la banque commerciale Ecobank Congo ;
- (v) Prêt de FCFA 800 millions en faveur de la société IED Invest pour le financement du projet de construction de la petite centrale hydroélectrique de Mbakaou Carrière et des réseaux d'électrification rurale associés.

f) Supervision des projets

7.28. Trois missions de supervision in situ ont été effectuées au titre de l'exercice 2020, contre dix missions en 2019. Cette baisse du suivi sur le terrain de la mise en œuvre des opérations est une conséquence des effets de la pandémie de la COVID-19 qui a limité les déplacements dans la sous-région.

Encadré 5 : Participation de la Banque à la Table ronde des bailleurs de fonds pour le financement des projets intégrateurs prioritaires du PER

Les Chefs d'Etat des pays membres de la CEMAC ont adopté, en 2009, le Programme Economique Régional (PER) qui vise la mutation profonde des économies desdits pays pour accroître leurs valeurs ajoutées et contribuer ainsi à la réduction du chômage et de la pauvreté. Ce programme s'appuie sur trois piliers essentiels à savoir : (i) l'énergie ; (ii) l'agriculture et l'économie forestière et ; (iii) les mines et la métallurgie. Suite à un début de mise en œuvre peu réussi en raison d'écueil divers, les Chefs d'État avaient décidé, dans le cadre de la phase 2 (PER 2017-2021), de se focaliser sur un portefeuille limité et réaliste de projets phares, susceptibles d'accélérer l'intégration physique et commerciale de la CEMAC.

C'est dans ce contexte que, sur une base initiale de 84 projets intégrateurs, 11 projets ont été jugés prioritaires compte tenu de leur niveau de maturité et de leur impact sur le développement des échanges dans la zone CEMAC. Ces projets portent sur les corridors régionaux de transport (axe 1), la production et l'interconnexion énergétique (axe 2), le marché unique (axe 3), la libre circulation des biens, des services et des personnes (axe 4) et le capital humain et la diversification économique (axe 5).

Le coût estimatif global des projets s'élève à 4 072,64 millions Euros, soit FCFA 2 671 milliards, dont FCFA 391 milliards de ressources sont déjà mobilisées par les États membres et les partenaires techniques et financiers. Les besoins supplémentaires pour la mise en œuvre de ces projets s'élevaient alors à FCFA 2 280 milliards.

Dans le but de boucler les schémas de financement de ces projets, la Communauté a organisé une table ronde des bailleurs de fonds, les 16 et 17 novembre 2020 à Paris. Au cours de ces assises, différents bailleurs ont manifesté leur intérêt pour un engagement total d'environ FCFA 2 400 milliards, soit un dépassement d'environ FCFA 120 milliards de l'objectif fixé.

En sa qualité d'Institution de financement du développement dans la zone CEMAC, la BDEAC qui avait été mandatée par les Etats dans le cadre de la mobilisation des ressources pour le financement des projets prioritaires de la Communauté, a pleinement joué son rôle. En effet, au cours des travaux, le Président de la Banque a annoncé une enveloppe globale de FCFA 309 milliards pour le financement partiel de 6 des 11 projets intégrateurs. Il s'agit des projets ci-après :

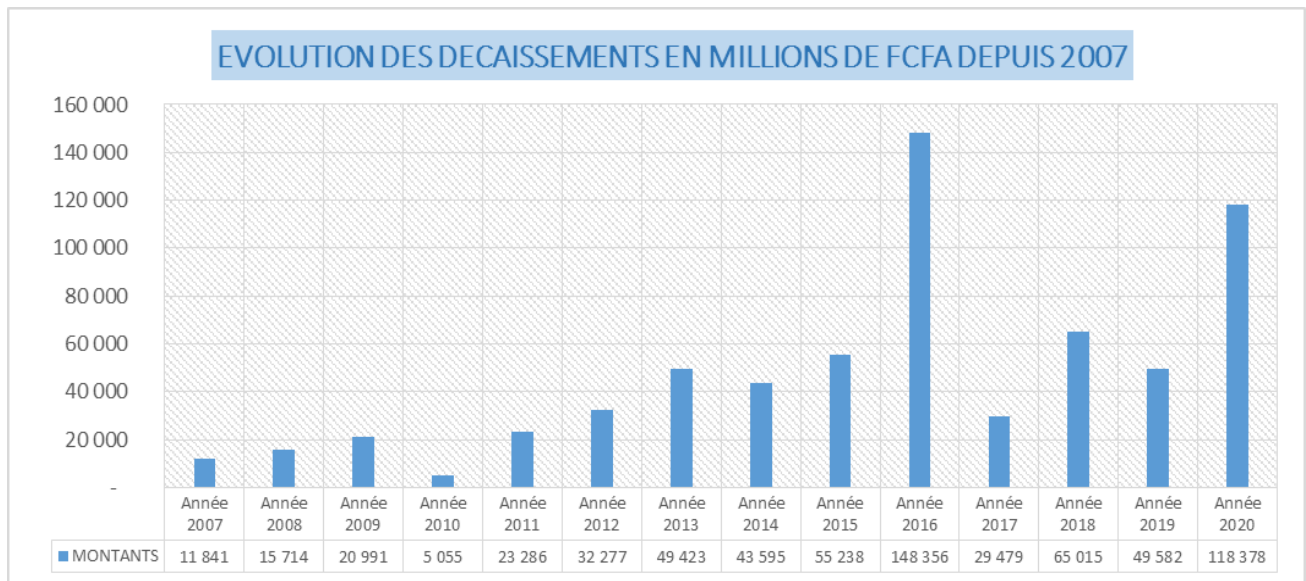
- (i) Le projet de construction d'un pont sur le fleuve Ntem et de facilitation du transport et de la sécurité routière sur la route transnationale Kribi-Campo-Bata, sur le corridor Yaoundé-Bata, pour un montant de FCFA 8 915 millions ;
- (ii) Le projet de construction de la voie express Lolabé-Campo entre le Cameroun et la Guinée Equatoriale, pour un montant de FCFA 6 166 millions ;
- (iii) Le projet de construction des tronçons manquants de la route Ndendé-Doussala-Dolisie du corridor Libreville-Brazzaville, pour un montant de FCFA 41 134 millions ;
- (iv) Le projet de construction de la route Kogo-Akurenam du corridor Bata-Libreville, pour un montant de FCFA 131 200 millions ;
- (v) Le projet d'aménagement du corridor Brazzaville-Ouesso-Bangui-Ndjamena (liaison Congo-Tchad-Centrafricque), pour un montant de FCFA 116 768 millions ;
- (vi) Le projet d'interconnexion du réseau de fibre optique entre le Cameroun et les autres pays de la CEMAC (Centrafricque, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale et Tchad), pour un montant de FCFA 5 510 millions.

En outre, la Banque a mobilisé auprès de la Banque Africaine d'Import-Export (AFREXIMBANK), son partenaire stratégique, une enveloppe d'environ FCFA 656 milliards. Ainsi, les financements de la Banque et d'AFREXIMBANK couvrent 9 projets sur 11 et portent sur un montant de FCFA 965 milliards, soit 40,21% des financements mobilisés lors de la table ronde de Paris.

g) Situation des décaissements

7.29. La mobilisation renforcée des ressources et la consolidation de l'effort de recouvrement des créances entamées depuis 2017 ont permis à la Banque de réaliser sa deuxième plus grande performance en matière de décaissement depuis 2003, malgré un contexte économique sous régional difficile. La BDEAC a en effet décaissé FCFA 118 378 millions au profit des opérations dans plusieurs secteurs d'activités, soit 2,4 fois plus qu'en 2019 comme illustré dans le graphique ci-dessous.

Graphique n°10 : Evolution des décaissements depuis 2007



Encadré 6 : Le Fonds de Développement de la Communauté : Un instrument financier pour les projets intégrateurs

Le Fonds de Développement de la Communauté (FODEC) est destiné au financement des projets intégrateurs en zone CEMAC. A cet effet, il constitue un outil de financement qui vise à apporter une réponse à la nécessité de promouvoir le développement harmonieux de tous les Etats membres de la zone et pour surmonter les divers handicaps à l'intégration économique et sociale. Les organes du Fonds comprennent : (i) le Conseil des Ministres qui est l'organe de décision du Fonds ; (ii) le Comité de gestion qui prépare les dossiers à soumettre au Conseil des Ministres. Il comprend : un représentant par Etat membre, un représentant de la Commission CEMAC, un représentant de la BEAC et un représentant de la BDEAC ; (iii) le Secrétariat du Fonds tenu par la Commission CEMAC ; et (iv) l'Agent Financier dont les attributions relèvent de la BDEAC.

Les ressources du FODEC proviennent globalement de : (i) la collecte de la Taxe Communautaire d'Intégration (TCI), déductions faites des sommes affectées au budget de la Communauté ; (ii) la part du bénéfice distribuable de la BEAC affectée au financement des projets intégrateurs ; et (iii) des produits provenant des opérations du Fonds, des subventions, des dons et legs.

En sa qualité d'Agent Financier, la BDEAC : (i) assure la gestion financière et comptable des ressources du Guichet 1 du FODEC ; (ii) met à disposition son expertise pour l'instruction et l'évaluation des projets ; (iii) participe aux réunions des organes du Fonds ; et (iv) présente le rapport financier du Fonds Spécial d'Intégration (FSI). Les interventions du FODEC se font sous forme de subvention, de prêt ou de bonification de prêts.

Au cours de l'exercice 2020, les décaissements effectués par la Banque au titre du FODEC s'élèvent à FCFA 5 571 906 826, pour un budget arrêté à FCFA 8 885 000 000, soit un taux d'exécution de 62,71%. Les principales opérations suivantes ont été financées par le Fonds :

- (i) Finalisation et construction du mur de soutènement du CIESPAC ;
- (ii) Projet de promotion de la pêche et de l'aquaculture continentale en zone CEMAC (PPCA) ;
- (iii) Projet de suppression des frais d'itinérance ;
- (iv) L'étude de faisabilité pour les travaux d'aménagement de la route Kougouleu-Medouneu-Frontière Gabon/Guinée Equatoriale, pour un linéaire de 170 km ;
- (v) L'étude de faisabilité pour les travaux d'aménagement de la route Oyem-Assok Medzeng-Frontière Gabon/Guinée Equatoriale, pour un linéaire de 40 km ;
- (vi) L'étude de faisabilité pour les travaux de construction de la route Makokou-Mekambo-Ekata-Frontière Gabon/Congo, pour un linéaire de 260 km ;
- (vii) Bonification du financement du projet de construction de l'aéroport international de Bata ;
- (viii) Activités du Programme des Réformes Economiques et Financières de la CEMAC.

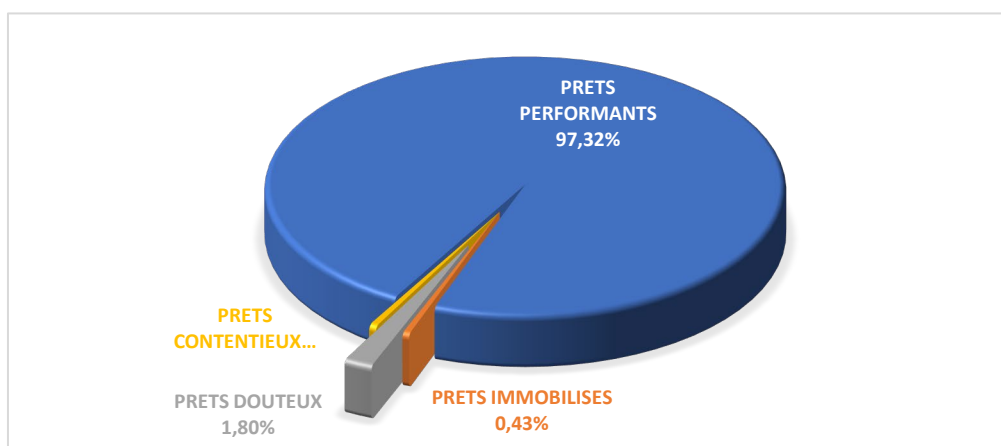
8. SITUATION DU PORTEFEUILLE DES PRETS

8.1. Le portefeuille des prêts de la Banque est composé de 65 prêts répartis dans les six pays membres de la sous-région CEMAC dont 32 au profit des projets du secteur public et 33 au profit des projets portés par le secteur privé. Ces prêts totalisent au 31 décembre 2020 un encours net ⁴ global de FCFA 463 322 millions tel que réparti dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°8 : Encours nets par type de prêt en 2020

DESCRIPTION	MONTANTS (MFCFA)	POURCENTAGE
Prêts performants	448 657	96,83
Prêts immobilisés	4 209	0,91
Prêts douteux	8 323	1,80
Prêts contentieux	2 122	0,46
Total	463 311	100

⁴ Les encours nets sont des encours bruts desquels sont déduits les intérêts réservés et les dotations aux provisions. Ils représentent la véritable exposition de la Banque par rapport aux clients du portefeuille de la Banque



Les prêts performants⁵ représentent 96,83 % du portefeuille global au 31 décembre 2020 et les prêts non performants (prêts immobilisés⁶, douteux⁷ et contentieux⁸) représentent 3,17 % du portefeuille de la Banque au 31 décembre 2020.

a) Répartition du Portefeuille par secteur

8.2. Il ressort du tableau ci-dessous que le secteur du transport est le premier bénéficiaire des concours de la Banque au 31 décembre 2020, soit 38,08%, suivi de l'industrie, 14,45% et de l'agro-industrie 13,53%. Il convient cependant de souligner la remontée du secteur de la santé qui représente 11,08% du portefeuille au 31 décembre 2020, contre 1,28% il y a un an. Cette hausse s'explique par la participation active de la Banque au financement des plans de riposte des Etats membres contre la Covid-19. La répartition sectorielle est en parfaite cohérence avec les missions de la Banque et les objectifs 1 et 2 des stratégies opérationnelles du **Plan Stratégique 2017-2022** qui visent respectivement la diversification économique (industrie, agriculture, élevage, agro-industrie) et le développement de la sous-région à travers le financement des infrastructures de transport.

Tableau n°9 : Encours nets par secteurs d'activités en 2020

SECTEURS	Transport	Industrie	Agro - industrie	Santé	Mines et énergie	Développement urbain
MONTANTS (MFCFA)	176 441	66 973	62 707	51 343	42 379	40 120
POURCENTAGE (%)	38,08	14,46	13,53	11,08	9,15	8,66

SECTEURS	Divers	Tourisme	Finances	Agro - pastoral	Education	TOTAL
MONTANTS (MFCFA)	7 004	4 809	4 355	4 218	2 959	463 311
POURCENTAGE (%)	1,51	1,04	0,94	0,91	0,64	100

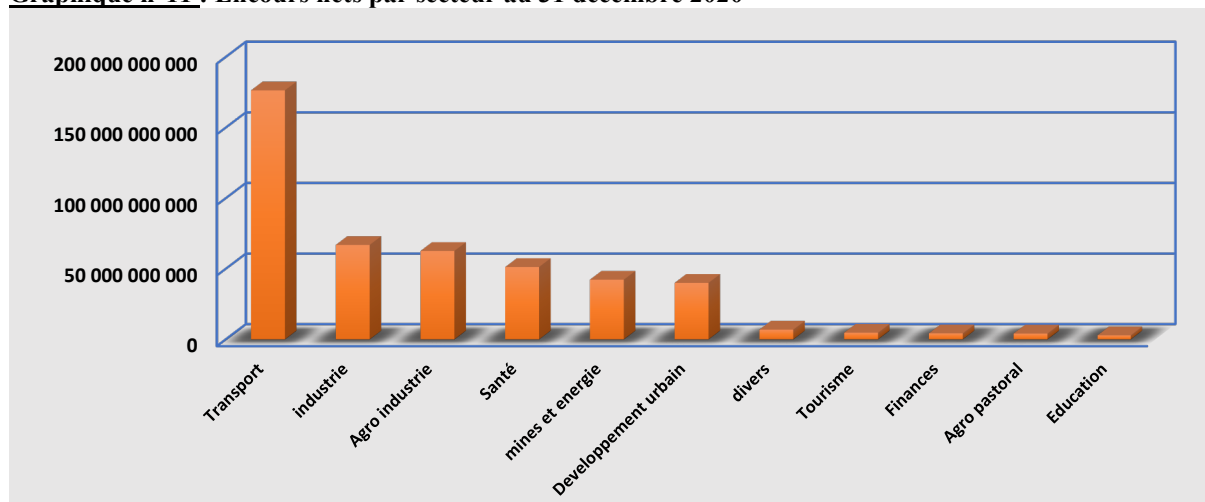
⁵ Les prêts performants sont les prêts dont le remboursement s'effectue conformément à l'accord de prêt et dont la capacité à honorer l'intégralité des engagements, actuels comme futurs, ne soulève aucun motif d'inquiétude.

⁶ Les prêts immobilisés sont des prêts consentis aux Etats ou garantis par ces derniers, qui ont enregistré des impayés de plus de six mois

⁷ Les prêts douteux sont des prêts accordés au secteur privé, même assortis de garanties, qui ont enregistré des impayés de plus de six mois

⁸ Les prêts contentieux sont des prêts consentis au secteur privé dont le recouvrement est jugé incertain, après épuisement des actions de recouvrement amiables

Graphique n°11 : Encours nets par secteur au 31 décembre 2020



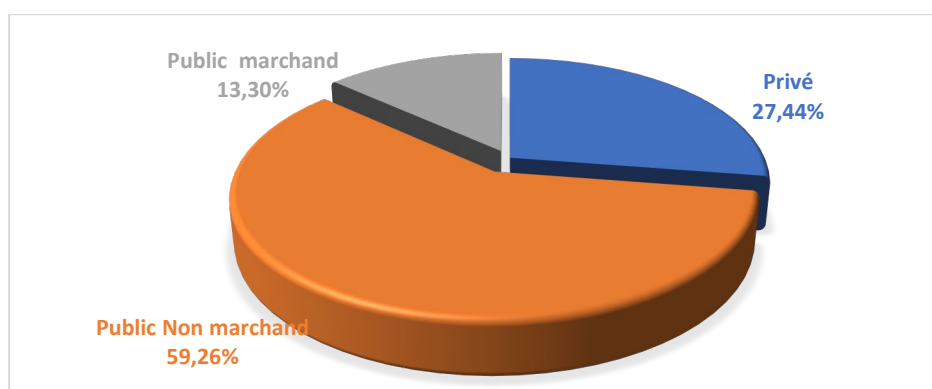
b) Répartition du Portefeuille par nature des prêts

8.3. La répartition entre encours privés⁹ et encours publics¹⁰ révèle au 31 décembre 2020 un encours dont la part du secteur public compte pour 72,56% (59,26% pour le secteur public non marchand et 13,30% pour le secteur marchand) par rapport au secteur privé qui représente 27,44% confère Tableau 12.

Tableau 10 : Encours net par nature des prêts en 2020

TYPE DE PRÊT	MONTANTS (MFCFA)	POURCENTAGE (%)
Privé	127 129	27,44
Public non marchand	274 564	59,26
Public marchand	61 629	13,3
Total général	463 322	100,00

Graphique n°12 : Encours nets par nature des prêts en 2020



⁹ Les encours privés sont des encours détenus par les acteurs économiques autres que l'Etat, les FCFA 45 milliards pour le financement des plans de riposte COVID-19 ont été retirés en raison de leur caractère spécial et contextuel.

¹⁰ Les encours publics sont des encours détenus par l'Etat

Afin de soutenir les Etats de la sous-région dans un contexte social, économique et sanitaire marqué par la pandémie Covid-19, la BDEAC a financé des projets de riposte à la pandémie Covid-19 d'une valeur de FCFA 46 000 millions.

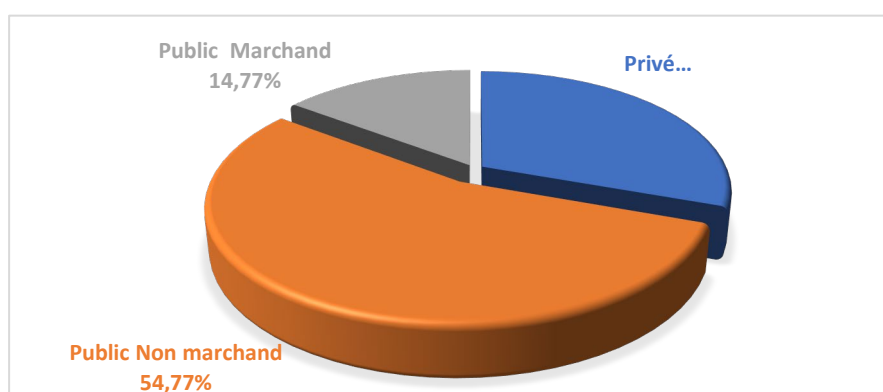
Les encours de la Banque sans les financements liés à la pandémie Covid-19 révèlent au 31 décembre 2020 des encours publics comptant pour 69,54% (54,77% pour le secteur public non marchand et 14,77% pour le secteur marchand) par rapport au secteur privé qui représente 30,46% confère tableau 13.

C'est une tendance qui est en accord avec le **plan stratégique 2017-2022** dont l'objectif n°3 suggère des financements de la Banque orientés à 60% vers le secteur public et 40% vers le secteur privé.

Tableau 11 : Encours net par nature des prêts en 2020 (sans effet Covid-19)

Type de Prêt	Montants (MFCEA)	%
Privé	127 129	30,46
Public non marchand	228 564	54,77
Public marchand	61 629	14,77
Total général	417 322	100,00

Graphique n°13: Encours net par nature des prêts en 2020 (sans effet Covid-19)



c) Evolution de l'encours des prêts de 2016 à 2020

8.4. L'évolution des encours nets se présente tel qu'indiqué dans le tableau ci-après :

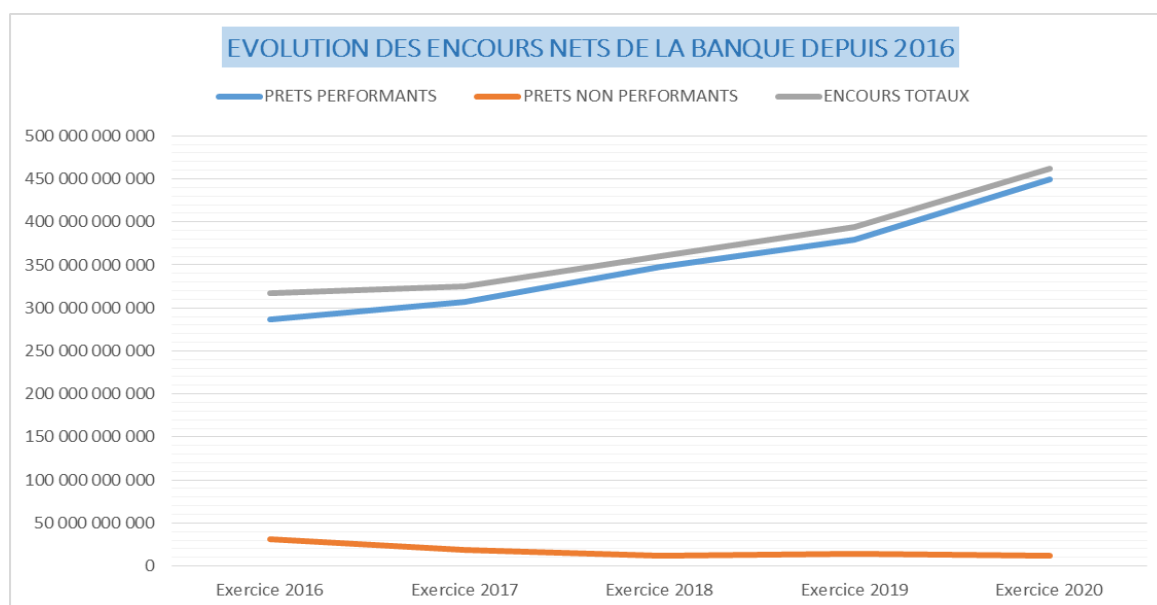
Tableau n°12 : Evolution de l'encours des prêts de 2016 à 2020

DESCRIPTION	Exercice 2016		Exercice 2017		Exercice 2018		Exercice 2019		Exercice 2020	
	MONTANTS	%	MONTANTS	%	MONTANTS	%	MONTANTS	%	MONTANTS	%
PRETS PERFORMANTS	286 298	90,19	307 201	94,36	348 098	96,64	379 804	96,49	448 657	96,84
PRETS IMMOBILISES	4 418	1,39							4 209	0,91
PRETS DOUTEUX	21 705	6,84	15 933	4,89	11 356	3,15	9 579	2,43	8 323	1,8
PRETS CONTENTIEUX	5 020	1,58	2 420	0,74	730	0,2	4 243	1,08	2 122	0,46
TOTAL	317 440	100	325 555	100	360 184	100	393 627	100	463 311	100

Le portefeuille des prêts de la Banque connaît une croissance soutenue au cours des quatre derniers exercices. En effet, l'encours net global s'élève à FCFA 463 311 millions au 31 décembre 2020 contre FCFA 393 626 millions au 31 décembre 2019, soit une croissance de 17,70 %. En 2016, le portefeuille de la Banque présentait un encours net global de FCFA 317

440 millions, ce qui représente sur les quatre exercices une croissance en valeur relative de 45,95 %, confirmant ainsi une bonne performance sur la période sous revue. En ce qui concerne la qualité du portefeuille des prêts de la Banque, la tendance est en permanente amélioration. En effet, les prêts performants représentent 96,84 % de l'encours net global au 31 décembre 2020, contre 90,19 % en 2016, soit une amélioration significative de 6,65 points de la qualité du portefeuille de la Banque en quatre années. Cette performance est principalement due à la combinaison de quatre facteurs : les efforts de mobilisation de ressources qui permettent de tenir un bon niveau des décaissements, une stratégie agressive de recouvrement des créances en difficulté, la garantie de la qualité des dossiers à l'entrée du portefeuille et des diligences rigoureuses tout au long de la phase des décaissements.

Graphique n°14 : Evolution des encours nets depuis 2016 :



d) Profil de risque du portefeuille

8.5. La BDEAC procède à une évaluation rigoureuse du risque de crédit¹¹ dans ses opérations de financement en faveur de la clientèle, et effectue une revue rapprochée de l'évolution des facteurs de risques des emprunteurs admis à son portefeuille. Son approche de risque, propre aux banques de développement, a pour objectif de garantir une allocation optimale des ressources vers les projets de développement, tout en préservant ses fonds propres et améliorant la qualité de son portefeuille.

8.6. La méthodologie de la BDEAC pour le risque de crédit s'appuie sur un dispositif de notation interne, basé sur les recommandations de Bâle et à travers une grille de notation arrimée à celles des grandes agences internationales. Chaque emprunteur fait l'objet d'une notation fondée sur des analyses approfondies des données de son profil métier (institutionnels, organisationnels et fonctionnels) et des données de son profil financier (croissance, rentabilité, efficacité, liquidité et solvabilité) qui permettent d'anticiper sa capacité de remboursement et de qualifier sa qualité de signature par un rating. A partir de ce rating est déterminée une perte

¹¹ Le risque de crédit étant défini comme le risque pour la BDEAC de perdre tout ou une partie des fonds prêtés, dû à la défaillance de l'emprunteur à s'acquitter de ses engagements financiers (notamment les versements des intérêts ou du principal).

probable qui est traduite en prime de risque associée à l'emprunteur, élément fondamental pour la tarification de l'opération.

8.7. L'ensemble de ces outils méthodologiques est consacré dans les Politiques et Procédures de gestion des risques de crédit de la Banque. L'échelle à graduation progressive suivante donne un aperçu indicatif de la catégorisation des différents niveaux de risques pour un rating donné.

Tableau n°13 : Catégories de risque

AAA	AA+	AA	AA-	A+	A	A-	BBB+	BBB	BBB-	BB+	BB	BB-	B+	B	B-	CCC+	CCC	CCC-	CC	C	D
Risque très faible (Très bon risque)				Risque faible (Bon risque)			Risque modéré			Risque assez modéré			Risque sensible			Risque élevé & Risque très élevé (défaut potentiel)					

8.8. Rangés de façon ordinale, de AAA jusqu'à D, les ratings sont regroupés par classes de risques avec des variantes pour indiquer la capacité de remboursement de l'emprunteur et sa distance au défaut. De façon sommaire :

- **la classe de risque A** correspond à des emprunteurs de bonne qualité qu'on éclate individuellement en « Risque très faible » et « Risque faible » ;
- **la classe de risque B** correspond à des emprunteurs représentant un risque moyen qu'on éclate lors des évaluations individuelles en « Risque modéré », « Risque Assez modéré » et « Risque Sensible » ;
- **la classe de risque C** correspond à des emprunteurs qui représentent un risque élevé ou très élevé et **la classe de risque D** correspond à des emprunteurs dont le défaut est confirmé (avec des actions de recouvrement en contentieux engagés).

Ainsi, la situation détaillée des contreparties ayant fait l'objet d'une notation de risque pour la période sous-revue se présente comme suit :

Tableau n°14 : Profil de risque du portefeuille

Note de risque (12)	Type de risque	Nombre de contreparties		Encours nets (en millions FCFA)			
		2019	2020	2019		2020	
AAA à AA-	Risque très faible	0	0	0	0,0%	0	0,0%
A+ à A-	Risque faible	5	3	179 076	45,3%	126 814	27,4%
BBB+ à BBB-	Risque modéré	8	9	135 061	34,1%	259 009	55,9%
BB+ à BB-	Risque assez modéré	15	14	38 424	9,7%	40 375	8,7%
B+ à B-	Risque sensible	9	10	29 243	7,4%	26 680	5,7%
CCC+ à C	Risque élevé	3	3	9 579	2,4%	8 323	1,8%
D	Risque très élevé	5	5	4 243	1,1%	2 122	0,5%
Total		45	44	395 627	100%	463 322	100%

8.9. La revue annuelle des notes de risques des contreparties fait apparaître des transitions d'une classe de risque à une autre en fonction de l'évolution de leurs facteurs de risques intrinsèques et suivant leur capacité de résilience aux conjonctures économique et financière.

8.10. Sur l'année 2020, la conjoncture économique de la CEMAC a été impactée par la crise de la Covid-19 avec ses impacts sanitaires, économiques et sociaux ayant perturbé le redressement déjà difficile des économies de la sous-région sortant à peine de la récente crise pétrolière. Les Etats ont engagé, à cet effet, un ensemble de mesures de riposte avec un fort volet sanitaire,

12. Classe A correspond à des emprunteurs de bonne qualité (« Risque très faible » et « Risque faible ». Classe B correspond à des emprunteurs représentant un risque moyen (« Risque modéré », « Risque assez modéré » et « Risque Sensible ». Classe C correspond à des emprunteurs qui représentent un risque élevé. Classe D, défaut de paiement est confirmé.

mais avec un volet économique d'envergure encore moindre au regard des chocs négatifs d'exploitation qu'ont connu les entreprises. Il faut noter d'emblée que la BDEAC a été nettement sollicitée pour le financement de ces plan de riposte comme détaillé dans la partie de ce rapport réservé aux descriptions des financements accordés.

Cette situation a eu bien évidemment des impacts sur les entreprises qui constituent la clientèle de la Banque, dont certaines en phase de construction ou d'installation d'usine ont donc subi les effets de restrictions, notamment la rupture des chaînes logistiques suite au ralenti des activités portuaires et aéroportuaires, l'isolement des employés induisant des arrêts de chantiers, l'indisponibilité des partenaires techniques, etc.

8.11. Ainsi pour protéger son portefeuille, la Banque a examiné courant 2020 plusieurs demandes de restructuration¹³ des clients de son portefeuille, en analysant pour chaque demande les conditions adéquates à accorder aux emprunteurs afin de permettre aux prêts de poursuivre la bonne tenue de leur remboursement. Ainsi, la Banque a reçu quinze (15) demandes de restructurations de prêts et, après analyse, le Conseil d'Administration a approuvé dix (10) restructurations de prêts.

8.12. Par ailleurs, bien qu'il lui faut poursuivre son soutien à l'économie notamment en situation de crise comme celle-ci, la Banque a maintenu sa sélectivité rigoureuse des projets qui entrent dans son pipeline, et ses procédures d'évaluation avec des analyses de risques approfondies de la structuration des projets en proposant la meilleure répartition des risques et les instruments de mitigation appropriés. Enfin, la Banque a procédé, comme d'habitude, à un suivi rapproché de sa clientèle à travers un dispositif de sécurisation des paiements et une anticipation des événements de crédit possibles, au travers de la mise à jour périodique des profils de risques de ses clients.

8.13. Ainsi en 2020, moyennant ce suivi rigoureux du risque couplé aux restructurations engagées, le portefeuille des prêts de la Banque a connu, malgré la période de Covid-19, une évolution maintenue favorable de son profil de risque, avec une répartition de forme asymétrique vers la droite, centrée à plus de 83,2% autour des risques faibles (classe A) et modérés (classe BBB).

8.14. Globalement, les clients performants du portefeuille de la Banque sont repartis en profils A représentant 27,4% du portefeuille et des profils BBB occupant plus du tiers (55,9%) des expositions à date. Il faut noter qu'à cause des restructurations, une partie de ces prêts performants sera suivi comme performants à risques, au regard de cadre de risque de la Banque. Pour les nouvelles opérations approuvées par le Conseil d'Administration courant 2020, elles affichent en moyenne un profil BB qui correspond à un risque « assez modéré », toutefois avec des perspectives sensibles au regard de la conjoncture future dont on ne peut présager encore de l'évolution.

8.15. La configuration des « risques sensibles » a été maîtrisée, comme déjà expliquée plus haut, à la faveur des opérations actives de restructurations adaptées et de rehaussement de crédit par reprise de dette. Quant aux signatures publiques, les actions multilatérales des bailleurs internationaux engagés pour alléger le service de la dette des Etats, en plus des évolutions des programmes avec le FMI, sont à juger comme des signes positifs de non-dégradation de leur profil de risque.

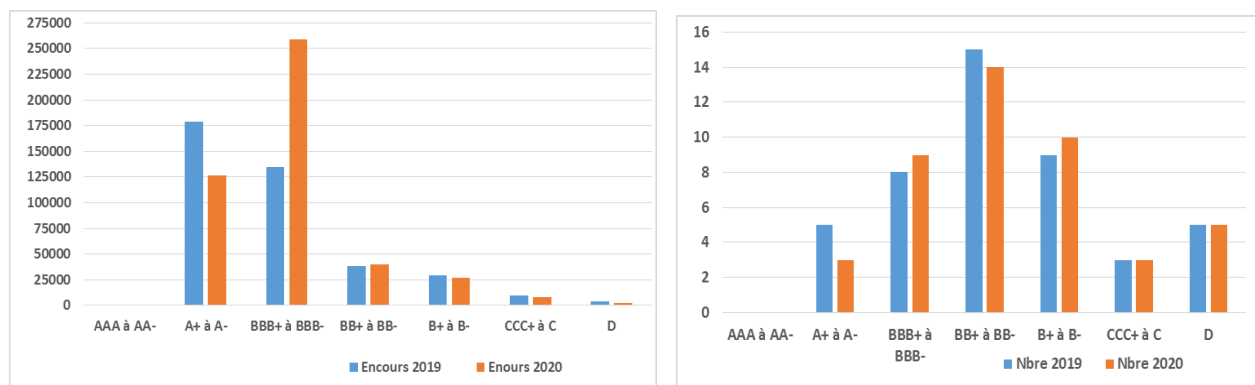
8.16. Pour les risques très élevés du portefeuille, soit 0,5% des expositions nettes, il s'agit des opérations en contentieux de certains clients impliquant la classification de leur statut en D.

¹³ La restructuration dans une situation pareille signifie réajuster les conditions de prêt de concert avec l'emprunteur, et suivant des exigences strictes de répartition de risques en tenant compte de l'impact conjoncturel indépendant du fait du client, afin d'éviter au prêts de tomber en douteux

Elles traduisent l'exigence, vis-à-vis des clients déjà en douteux, dans le traitement de leur profil et l'engagement nécessaire dans les actions énergiques de recouvrement qui permettront d'assainir le portefeuille de douteux.

Les graphiques ci-après permettent d'avoir un aperçu global de l'évolution du profil de risque du portefeuille des prêts de la Banque entre 2019 et 2020.

Graphique n°15 : Histogrammes comparatifs 2019 vs 2020 des encours et des nombres de contreparties par notation.



8.17. L'analyse moyenne de ces graphiques montre que plus de 90% des expositions de la Banque au 31 décembre 2020 sont comprises dans les classes de risques A+ à BB-, contre 85% en 2019, ce qui correspond à un niveau de risque position moyenne supérieure. Tandis que moins de 9% sont réparties en queue de la distribution de B+ à D, contre 11% l'exercice précédent.

8.18. Cette répartition traduit une amélioration continue du profil de risque du portefeuille de la BDEAC. Au regard de ces données, le portefeuille de la BDEAC maintient en 2020 son profil modéré.

9. ACTIVITES DE MOBILISATION DES RESSOURCES

a) Ressources propres

9.1. La BDEAC a accueilli en 2020 deux nouveaux actionnaires, à savoir : la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) et le Fonds de Solidarité Africain (FSA). Ces entrées interviennent après celles du Maroc en 2017, et de la Commission de la CEMAC en 2018. Ainsi, peut-on dire que ces arrivées dénotent du succès de la politique d'ouverture prônée par la Direction de la Banque ces quatre dernières années.

9.2. Ainsi, au 31 Décembre 2020, l'état de souscription et de libération du capital se présente comme suit :

Tableau n°15 : Etat de libération du capital par les actionnaires au 31 décembre 2020

Actionnaires	Capital Souscrit	Part dans le capital	Quotepart libérable versée	Quotepart libérable restant due	Capital sujet à appel
Cameroun	101 760 000 000	8,48%	10 103 166 666	72 833 334	91 584 000 000
Centrafrique	101 760 000 000	8,48%	3 240 000 000	6 936 000 000	91 584 000 000
Congo	101 760 000 000	8,48%	6 925 333 333	3 250 666 667	91 584 000 000
Gabon	101 760 000 000	8,48%	10 176 000 000	0	91 584 000 000
Guinée-Equatoriale	101 760 000 000	8,48%	10 176 000 000	0	91 584 000 000
Tchad	101 760 000 000	8,48%	6 925 333 333	3 250 666 667	91 584 000 000
Total Catégorie A	610 560 000 000	50,88%	47 545 833 332	13 510 166 668	549 504 000 000
BEAC	401 160 000 000	33,43%	39 118 000 000	0	362 042 000 000
BAD	3 000 000 000	0,25%	1 200 000 000	0	1 800 000 000
France	9 975 000 000	0,83%	2 493 750 000	0	7 481 250 000
LAIP (Libye)	7 520 000 000	0,063%	2 450 000 000	0	5 070 000 000
Koweït	1 000 000 000	0,083%	500 000 000	0	500 000 000
Maroc	2 380 000 000	0,198%	238 000 000	0	2 142 000 000
Com. CEMAC	1 000 000 000	0,083%	100 000 000	0	900 000 000
BADEA	1 000 000 000	0,083%	0	100 000 000*	900 000 000
FSA	1 000 000 000	0,083%	0	100 000 000*	900 000 000
Total Catégorie B	428 035 000 000	35,67%	46 099 750 000	200 000 000	381 735 250 000
Capital à souscrire	161 405 000 000	13,45%			
Total General	1 200 000 000 000	100%	93 645 583 332	13 710 166 668	931 239 250 000

* ces montants ont été libérés au 1^{er} trimestre 2021

b) Ressources d'emprunts

9.3. Dans la poursuite des efforts initiés depuis 2017 en matière de mobilisation des ressources, l'année 2020 a connu une intensification de cette activité destinée à doter la BDEAC de moyens nécessaires afin de poursuivre son activité de financement des projets, et ce malgré un contexte difficile marqué par la survenue de la pandémie de la Covid-19.

9.4. En dépit de ce contexte particulier, la Banque a pu mobiliser près de FCFA 249 000 millions aussi bien sur le marché financier sous-régional qu'auprès de ses partenaires internationaux ainsi qu'il suit :

- Signature d'une ligne de crédit d'un montant de 50 millions Euros (environ FCFA 32,8000 millions) avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI) ;
- Mise en place d'une ligne de FCFA 90 000 millions auprès de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) dédiée au financement des projets de riposte contre la pandémie de la Covid-19 soumis par les six (06) Etats de la CEMAC ;

- Mobilisation d'une ligne de 30 millions Euros (environ FCFA 19,7 000 millions) auprès de la Banque Islamique de Développement (BID);
- Mobilisation sur le marché financier de la CEMAC d'une somme de FCFA 106 792 millions à travers une émission obligataire par appel public à l'épargne dénommée « BDEAC 5,45% Net 2020-2027 ». Cette opération a été lancée le 21 Décembre 2020 et visait un montant de CFA 100 000 millions. Cependant, il convient de relever que malgré une période de souscription relativement courte, allant du 21 au 29 Décembre, et donc intégrant les jours de fête de fin d'année, l'opération a connu un franc succès en dépassant l'objectif initialement fixé et aboutissant à une sursouscription. Ce qui est une preuve de l'engouement qu'a suscité le titre BDEAC sur le marché Sous régional.

Encadré 7 : Lancement du premier volet d'un programme d'émissions obligataires par Appel Public à l'Épargne (APE) « BDEAC 5,45% Net 2020-2027 »

Conformément aux orientations de son Plan Stratégique 2017-2022, la BDEAC a lancé le 21 Décembre 2020 le 1^{er} volet de son programme d'émissions obligataires par appel public à l'épargne intitulé « BDEAC 5,45% Net 2020-2027 » pour un montant initial de FCFA 100 000 millions. Ce programme porte sur un montant de FCFA 300 000 millions réparti sur trois ans, couvrant ainsi une partie des besoins financiers de la Banque sur la période restante du Plan Stratégique allant de 2020 à 2022.

En dépit d'une période de souscription relativement courte, allant du 21 au 29 Décembre 2020, cette opération a connu un franc succès, en dépassant l'objectif fixé et permettant à la Banque de lever la somme de FCFA 106 792 millions, soit une sursouscription de FCFA 6 792 millions par rapport à l'objectif initial.

C'est donc une étape importante dans la consolidation des acquis de la BDEAC et la réalisation de ses missions statutaires. En effet, le recours au marché financier sous-régional revêt à la fois un caractère économique et stratégique, aussi bien pour la BDEAC, les différents investisseurs que pour la communauté toute entière.

Sur le plan économique, cette opération est largement bénéfique pour toutes les parties.

Pour la BDEAC, le marché financier sous-régional constitue une véritable niche viable pour accéder aux ressources bon marché, en monnaie locale, sans aucun risque de pertes de changes, ni de transfert. A ce titre, le programme d'émissions obligataires a fourni à la Banque des moyens financiers additionnels pour la mise en œuvre du Plan Stratégique 2017-2022. Elle participe donc à la consolidation de l'indépendance financière de la BDEAC, conformément à l'objectif stratégique n°2 de sa stratégie financière.

Pour les investisseurs, cet emprunt obligataire a été une bonne opportunité de placer leurs ressources financières dans une Institution de référence et de gagner de l'argent sans courir le moindre risque. Par ailleurs, au cours des quatre dernières années, la BDEAC a obtenu des résultats bénéficiaires à chaque exercice, pour un montant cumulé de **FCFA 28 000 millions**. La capacité d'autofinancement de la Banque est en perpétuelle croissance et tous les ratios financiers statutaires sont maîtrisés, avec une marge de sécurité importante. En conclusion, la BDEAC constitue le meilleur risque pour les investisseurs.

Pour la communauté économique sous-régionale, l'arrivée de la BDEAC sur le marché financier contribue à la création d'un écosystème vertueux dans notre zone, ce qui bénéficiera à terme aux autres entités intervenant sur ce marché. Par ailleurs, en limitant le recours aux ressources du marché international pour privilégier celles locales, la BDEAC évite par la même occasion le transfert des devises qu'engendrent les remboursements des emprunts extérieurs. Au final, le programme d'émissions obligataires va consolider le compte des opérations de notre Banque Centrale.

Sur le plan stratégique, le recours à l'épargne locale pour financer le développement social et économique des pays de la CEMAC est un véritable changement de paradigme dans la philosophie de financement du développement de la Banque. En effet, pendant très longtemps la pensée dominante voulait que le développement de nos pays soit financé par l'investissement direct étranger ou à travers l'aide publique au développement.

Aujourd'hui, force est de constater que ce modèle est inopérant. Ailleurs, c'est l'épargne locale qui a été utilisée pour impulser le développement. Car, emprunter dans une monnaie et financer dans la même monnaie sera toujours largement bénéfique pour l'économie.

Dans ce contexte, le programme d'émissions obligataires de la BDEAC constitue une invite à la population de la CEMAC à prendre son destin en main, pour financer le développement économique de ses pays, à ses conditions, selon ses besoins et à la limite de ses ambitions.

9.5. Ainsi, au 31 Décembre 2020, le portefeuille des emprunts à moyen et long terme de la Banque présente un encours de FCFA 404 185 millions et le volume des ressources

effectivement mobilisées représente 69,84 % des engagements reçus de la part de ses partenaires financiers (emprunts autorisés).

9.6. Le solde à mobiliser sur les montants autorisés s'élève à environ FCFA 268 855 millions, ce qui laisse à la Banque une importante marge de tirage.

9.7. La situation des ressources d'emprunts mobilisées est présentée dans le tableau ci-après :

Tableau n°16 : Etat des ressources mobilisées au 31 décembre 2020 (Montants en F CFA)

	Emprunts autorisés	Ressources mobilisées	Solde à mobiliser sur le montant autorisé	Encours dette au 31.12.2020	Maturité
AFREXIMBANK 1 (60M USD) ⁽¹⁾	32 073 522 940	31 443 278 214	630 244 726	28 298 950 393	04/09/2025
AFREXIMBANK 2 (84,5M USD)	45 143 483 538	44 854 346 075	289 137 463	44 854 346 075	04/12/2026
BEAC - Ligne de refinancement revolving (Projets du Secteur Privé)	60 000 000 000	60 000 000 000	38 268 842 712	21 731 157 288	16/01/2024
BADEA 1 (5M USD)	2 672 793 578	2 672 793 578	0	1 617 063 101	01/12/2024
BADEA 2 (15M USD)	8 018 380 735	8 018 380 735	0	8 018 380 735	30/09/2028
BADEA 3 (20M USD)	10 691 174 313	0	10 691 174 313	0	3 ans
BEI (50M EUR) ⁽²⁾	32 797 850 000	0	32 797 850 000	0	7 ans
BDC 1 (30M EUR)	19 678 710 000	19 678 710 000	0	0	30/04/2020
BDC 2 (40M EUR)	26 238 280 000	26 238 280 000	0	26 238 280 000	20/11/2025
BEAC (Compte courant d'associés)	240 000 000 000	120 000 000 000	120 000 000 000	120 000 000 000	31/12/2025
République du CONGO (Compte courant d'associés)	50 161 111 111	50 161 111 111	0	3 135 069 445	30/06/2021
BEAC (Ligne de refinancement dédiée aux de lutte contre la COVID-19)	90 000 000 000	43 500 000 000	46 500 000 000	43 500 000 000	05/11/2027
BID (30M EUR)	19 678 710 000	0	19 678 710 000	0	
Emprunt Obligataire 2020-2027	100 000 000 000	106 791 920 000	0	106 791 920 000	31/12/2027
Total	737 154 016 215	513 358 819 713	268 855 959 214	404 185 167 037	

(1) : Le cours de change USD/FCFA au 31 décembre 2020 est de 534,5587157

(2) : Le cours de change EUR/FCFA est de 655,957

9.8. Par ailleurs, il convient de noter que la Banque a pu également mobiliser d'autres ressources sur le marché financier local en signant deux (02) conventions de gestion de trésorerie respectivement avec la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale du Cameroun (CNPS) pour un montant de FCFA12 000 millions, et avec la Fédération des Mutuelles Congolaises d'Épargne et de Crédit (MUCODEC) pour un montant de FCFA 15 000 millions.

9.9. Enfin, la Banque a pu obtenir deux (02) dépôts de garantie, respectivement de FCFA 600 millions avec la société Multiservicios Angue Contacts et de FCFA 275 millions avec la société

EGIN, dans le cadre du renforcement des garanties requises afin de sécuriser les opérations réalisées avec ces deux clients.

9.10. Ces ressources additionnelles sont reprises dans le tableau ci-après :

Tableau n°17 : Etat des ressources reçues sous forme de Convention de Gestion de Trésorerie et de Dépôt de Garantie au 31 Décembre 2020

EMPRUNT	DATE de reception du virement	DUREE	MONTANT RECU au 31 Décembre 2020	ENCOURS au 31 Décembre 2020
ANGUE Contacts_Garantie	05/06/2019	8 ans	600 000 000 FCFA	600 000 000 FCFA
CNPS	21/01/2020	3 ans	2 500 000 000 FCFA	2 500 000 000 FCFA
CNPS	19/02/2020	3 ans	1 000 000 000 FCFA	1 000 000 000 FCFA
CNPS	08/04/2020	3 ans	4 500 000 000 FCFA	4 500 000 000 FCFA
CNPS	28/12/2020	3ans	4 000 000 000 FCFA	4 000 000 000 FCFA
MUCCODEC	02/11/2020	3 ans	10 000 000 000	10 000 000 000 FCFA
MUCCODEC	02/11/2020	3 ans	5 000 000 000	5 000 000 000 FCFA
EGIN_Garantie	16/12/2020		275 000 000 FCFA	275 000 000 FCFA
TOTAL			27 875 000 000 FCFA	27 875 000 000 FCFA

QUATRIEME PARTIE : SITUATION FINANCIERE

10. GENERALITES

Succédant à 2019 au terme de laquelle la BDEAC avait enregistré un résultat bénéficiaire jamais égalé, la Banque vient de boucler les comptes de l'exercice 2020 sous la pandémie de la COVID-19. La dégradation ininterrompue des conditions de fonctionnement de la clientèle publique et privée de l'Institution a déteint naturellement sur ses résultats. En dépit du contexte particulièrement difficile et consciente du rôle grandissant assumé par la BDEAC dans le financement des projets présentés par les acteurs économiques de la sous-région CEMAC, la Banque s'est engagée à maintenir un bon niveau d'activités illustré par une recherche active et diversifiée de ressources.

11. SITUATION PATRIMONIALE

11.1. A fin décembre 2020, le total du bilan s'établit à FCFA 643 328 millions contre FCFA 459 879 millions en 2019, soit une hausse de 40 %. Cette progression est la résultante des succès obtenus en matière de mobilisation des ressources et qui se traduisent par une redynamisation des activités de financements de projets. Le bilan résumé de la Banque se présente comme suit:

Graphique n°16 : Bilans résumés comparés 2019-2020

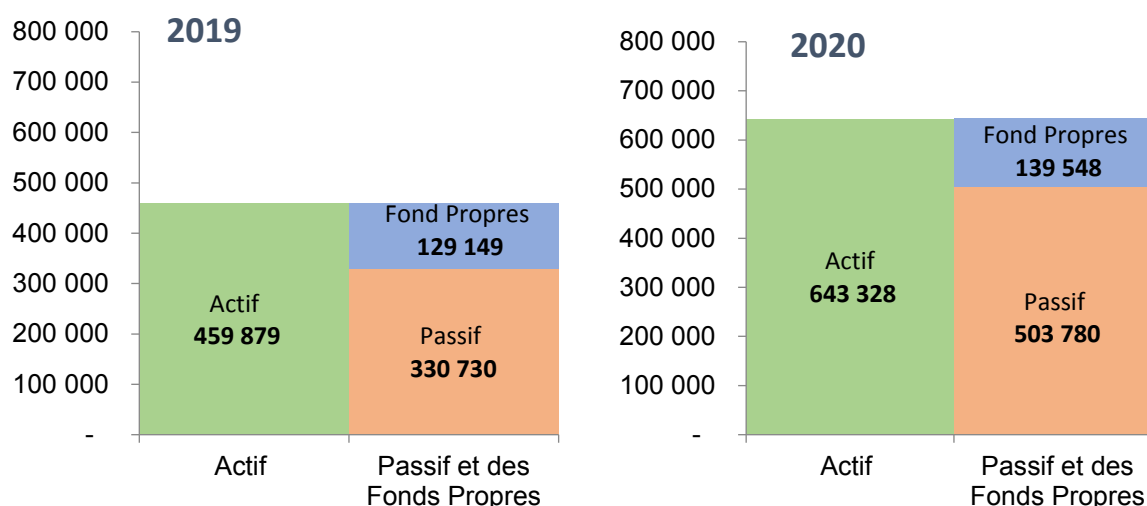
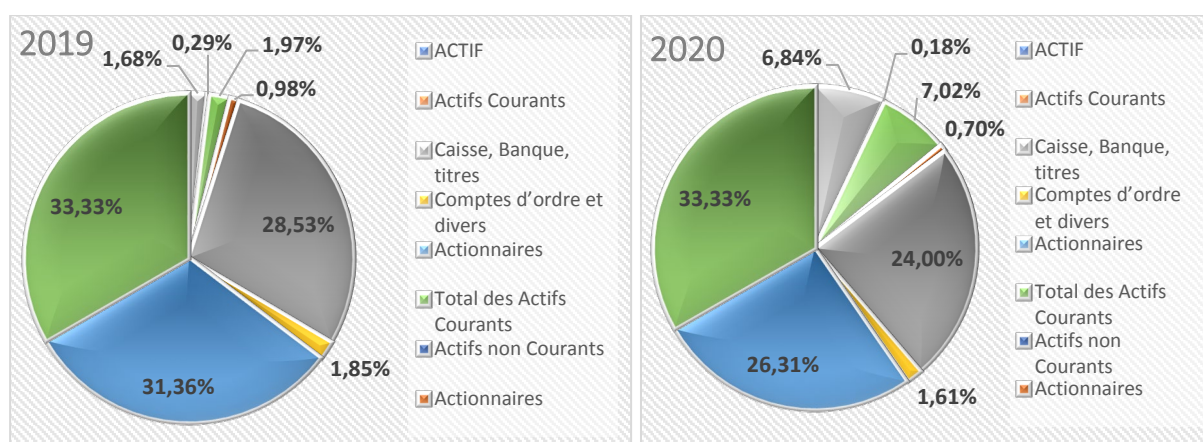


Tableau n°18 : Bilans résumés comparés 2019-2020

ACTIF	31.12.2020	31.12.2019	Variation %
Fonds gérés	19 217	16 346	+18 %
Caisse, banques et titres	112 829	6 767	+1 567 %
Comptes d'ordre et divers	3 473	4 052	-14 %
Actionnaires	13 510	13 510	0 %
Clientèle et études	463 211	393 631	18 %
Immobilisations	31 088	25 573	22 %
TOTAL ACTIF	643 328	459 879	40 %
PASSIF			
Fonds gérés	19 217	16 346	+18 %
Comptes d'ordre et divers	2 457	6 449	-62 %
Ressources extérieures	446 383	270 400	65 %
Provisions pour pertes et charges	4 543	8 078	-44 %
Ressources spéciales	7 248	4 759	52 %
Subventions affectées	23 932	24 696	-3 %
Capitaux propres	139 548	129 150	8 %
TOTAL PASSIF	643 328	459 879	40 %

a) Actif

Graphique n°17: Composition de l'Actif



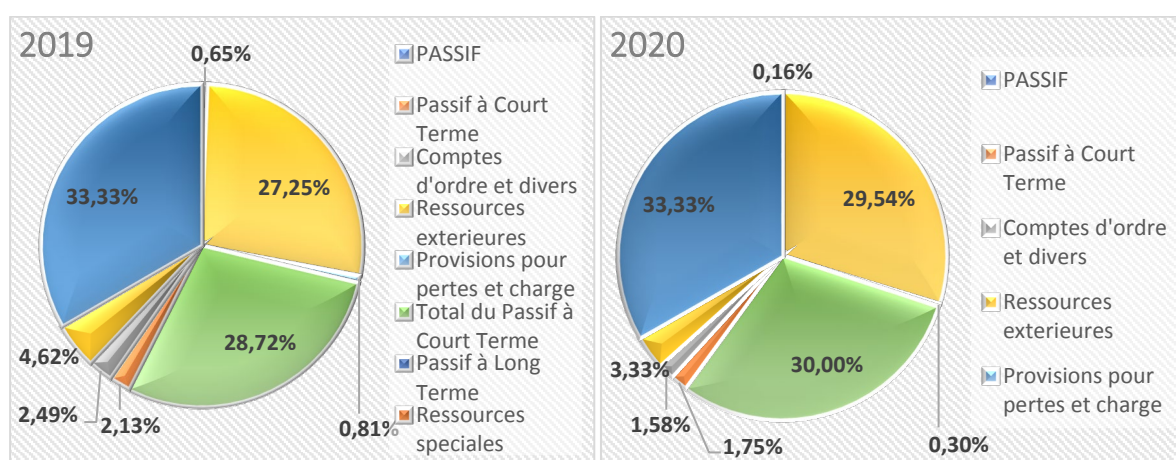
11.2. Le total du bilan de la Banque enregistre une progression de 40 % en 2020 induite essentiellement par la montée des ressources extérieures. En effet, la réalisation de l'opération d'appel public à l'épargne d'un montant initial de FCFA 100 000 millions mais qui s'est bouclée à FCFA 106 700 millions, a ouvert la voie au financement de nouveaux projets, tout en renforçant considérablement les comptes de trésorerie.

11.3. Principal poste de l'Actif de la Banque, les prêts à la clientèle ressortent à FCFA 463 211 millions en 2020 contre FCFA 393 631 en 2019, révélant une hausse de 18 %. Cette évolution positive se manifeste également au plan de la qualité du fonds de commerce avec un renforcement des prêts performants qui s'établissent à FCFA 448 555 millions, soit 96,8 % des encours globaux.

11.4. Les autres postes de l'Actif de la Banque se composent de la trésorerie qui ressort à FCFA 112 829 millions ; des créances sur les actionnaires qui s'élèvent à FCFA 13 510 millions et des immobilisations qui s'établissent à FCFA 31 088 millions. Les comptes d'ordre s'élèvent à FCFA 3 411 millions.

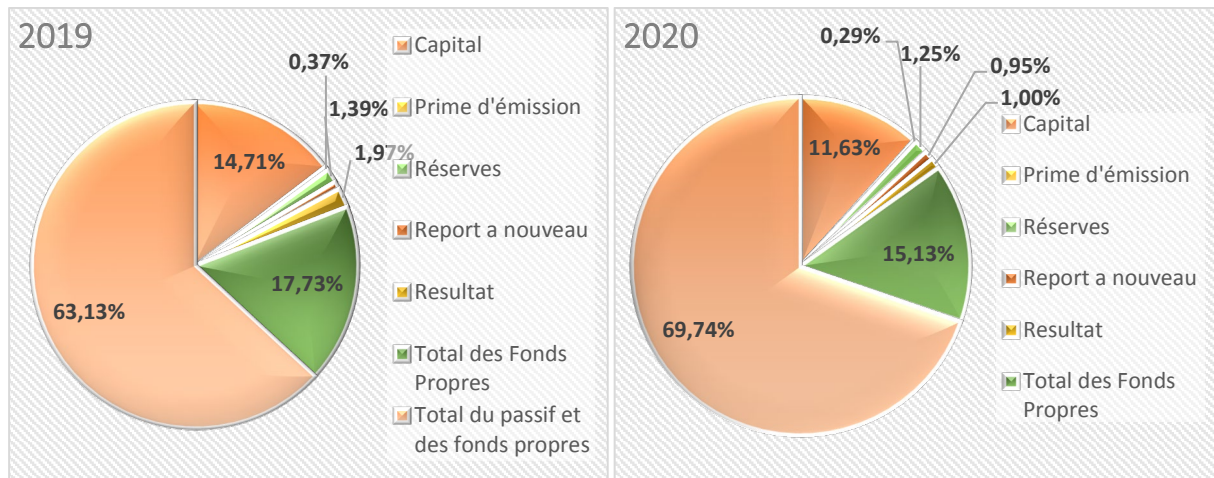
b) Passif

Graphique n°18: Composition du Passif



11.5. Les rubriques du Passif sont constituées principalement par les ressources d'emprunts (FCFA 446 383 millions) et les capitaux propres (FCFA 139 548 millions).

Graphique n°19: Composition des Fonds Propres



11.6. Les ressources extérieures sont collectées auprès de la BEAC, au travers de la convention en compte-courant (FCFA 120 000 millions) ; l'appel public à l'épargne (FCFA 106 792 millions) ; le refinancement spécifique des crédits alloués aux Etats au titre de la lutte contre la COVID-19 (FCFA 46 000 millions) et le refinancement des crédits privés (FCFA 21 730 millions).

11.7 Le reliquat des ressources extérieures a été apporté par AFREXIMBANK (73 152 millions), la Banque de Développement de Chine (FCFA 26 238 millions), la BADEA (FCFA 9 635 millions) et le Congo (FCFA 3 135 millions).

11.8. La réalisation de la garantie hypothécaire par le pool bancaire ayant participé au financement de l'immeuble YOKA Bernard a conduit la BDEAC à conclure un emprunt de FCFA 5 613 millions auprès des autres membres du pool aux fins de son acquisition, en pleine propriété.

11.9. Constitués du capital et prime d'émission (FCFA 109 943 millions), des réserves (FCFA 11 558 millions), des subventions reçues (FCFA 23 932 millions), des fonds réglementés (FCFA 7 248 millions), du report à nouveau (FCFA 8 796 millions), des provisions pour risques généraux (FCFA 1 835 millions) et du résultat net de l'exercice (FCFA 9 251 millions), les fonds propres et assimilés s'établissent, à fin décembre 2020 à FCFA 172 563 millions.

11.10. Les subventions reçues comprennent notamment les sommes mises à la disposition de la Banque dans le cadre de l'Aide Budgétaire Globale française au titre de la bonification des intérêts et la valeur des terrains cédés à la BDEAC par l'Etat congolais en vue de l'édification de son siège social, des logements de la Haute Direction et de celui qui héberge la Représentation Nationale de la BDEAC, sise à Pointe-Noire, ainsi que le terrain cédé par l'Etat tchadien.

11.11. Les fonds réglementés sont des ressources spéciales destinées à financer des dépenses nettement identifiées, à l'instar des prises de participations. Les provisions pour risques généraux sont appelées à assurer la couverture des pertes découlant des activités de financement des projets et représentent 1,5 % de l'encours privé sain de la Banque.

11.12. Les comptes d'ordre s'établissent à FCFA 2 457 millions à fin décembre 2020 contre FCFA 6 449 millions une année plus tôt, soit une baisse de 62 %. Ils abritent, pour l'essentiel, les comptes d'attente et de régularisation.

c) Hors-bilan

11.13. L'évolution des engagements par signature est retracée sous le tableau suivant :

Tableau n°19 : Résumé comparatif du hors bilan

Rubriques	31.12.2020	31.12.2019	Variation
Engagements donnés	526 490	491 550	7 %
Engagements reçus	2 770 007	2 622 723	6 %
Intérêts et agios réservés	22 874	23 573	-3 %
			0 %
TOTAL	3 319 359	3 137 846	6 %

11.14. Les engagements en hors-bilan comprennent trois postes qui recensent l'ensemble des engagements donnés à la clientèle, au titre des financements de projets ; les engagements reçus, en vue de la sécurisation des concours ; ainsi que les intérêts et agios réservés.

11.15. Il est à noter que les engagements donnés se sont accrus de 7 % tandis que les engagements reçus affichent une augmentation de 6 %. Le solde des intérêts et agios réservés s'est replié à la faveur des opérations de recouvrement des créances douteuses et plus encore des restructurations intervenues au cours de l'exercice.

12. COMPTES DE GESTION

L'analyse des comptes de gestion est résumée sous le tableau ci-après :

Tableau n°20: Résumé comparatif des comptes de gestion

AGREGATS DE GESTION	31.12.2020	31.12.2019	Variation
MARGE D'ACTIVITE BANCAIRE	18 739	20 156	-7 %
PRODUIT NET BANCAIRE	18 739	20 156	-7 %
RESULTAT D'EXPLOITATION	9 259	14 432	-36 %
RESULTAT NET	9 251	14 345	-36 %
FRAIS GENERAUX	2 518	2 779	-9 %
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	8 466	9 545	-11 %
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION	45 %	47 %	+2 %

13. MARGE D'ACTIVITE BANCAIRE

La marge d'activité bancaire s'établit à FCFA 18 739 millions en 2020 contre FCFA 20 156 millions en 2019, enregistrant ainsi une variation de -7 %. La forte hausse du coût des ressources qui se fixe, à FCFA 11 928 au 31 décembre 2020 contre FCFA 9 294 millions au 31 décembre 2019, est à la base de la dégradation du principal agrégat de gestion, à hauteur de 7 %.

14. PRODUIT NET BANCAIRE

Faute de produits générés par les placements de trésorerie en 2020, le produit net bancaire se situe au niveau de la marge d'activité bancaire (FCFA 18 739 millions).

15. RESULTAT D'EXPLOITATION

15.1. Le résultat d'exploitation de la Banque a régressé de 36 % en 2020 par rapport à 2019 puisqu'il ressort à FCFA 9 259 millions, contre FCFA 14 432 millions, en raison principalement de la montée des dotations aux amortissements et aux provisions qui augmentent de 36%.

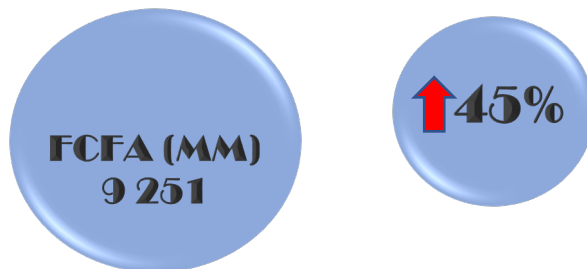
15.2. Les frais de fonctionnement diminuent de 11 % puisqu'ils ressortent à FCFA 8 466 millions en 2020 contre FCFA 9 545 millions en 2019, en raison de leur maîtrise.

15.3. Les frais généraux s'inscrivent également à la baisse de 9 % comparativement au montant affiché une année plus tôt (FCFA 2 518 millions contre FCFA 2 779 millions).

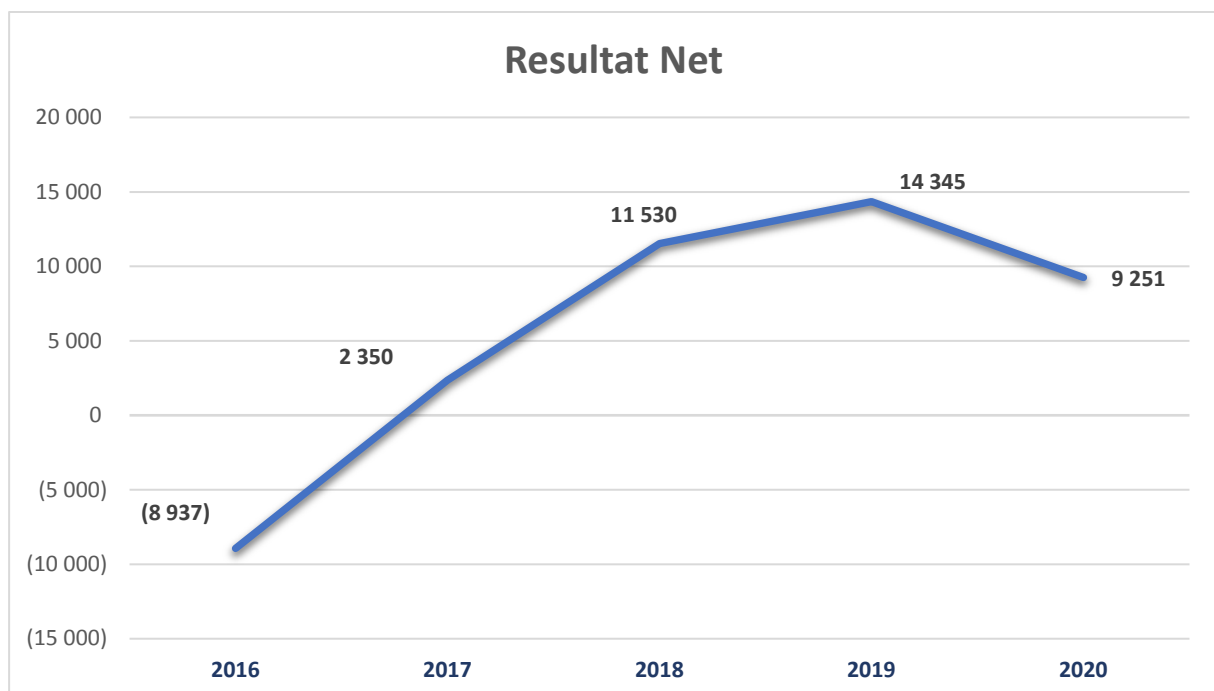
Ainsi qu'il a été relevé précédemment, les dotations aux amortissements et aux provisions ont progressé de 36 %, affichant un solde de FCFA 6 765 millions en 2020, contre FCFA 4 965 millions en 2019.

16. RESULTAT NET

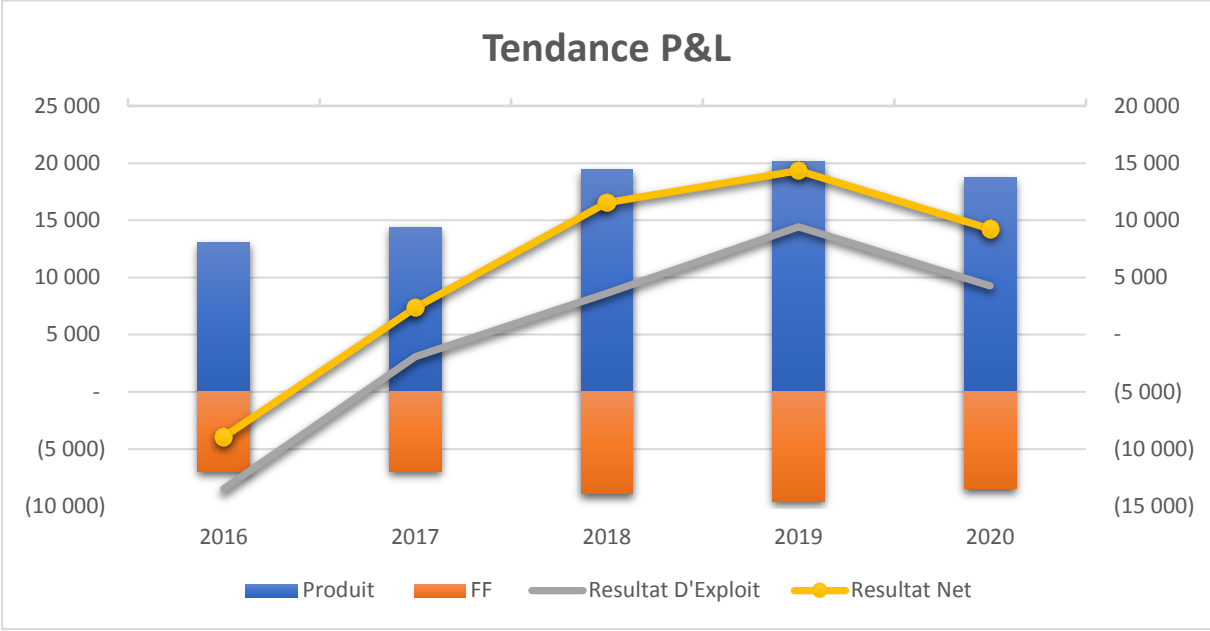
16.1. Le résultat net de l'exercice 2020 atteint FCFA 9 251 millions, largement supérieur de 45 % de la prévision budgétaire (FCFA 6 395 millions).



Graphique n°20 : Evolution du résultat net depuis 2016



Graphique n°21 : Tendence comparée des comptes de résultat depuis 2017



ANNEXES

LISTE DES ANNEXES (PARTIE FINANCIERE)

- Note a : Référentiel et principes comptables
- Note b : Devise de tenue des comptes
- Note c : Comptes de trésorerie
- Note d : Comptes d'ordre et divers actif
- Note e : Actionnaires restants dû sur capital appelé
- Note f : Prêts à la clientèle
- Note g ; Reprises des provisions
- Note h : Immobilisations et frais immobilisés
- Note i : Comptes d'ordre et divers passif
- Note j : Ressources extérieures
- Note k : Provisions pour pertes et charges
- Note l : Ressources spéciales
- Note m : Subventions et dons reçus
- Note n : Capitaux propres
- Note o : Engagements hors-bilan
- Note p : Situation des fonds propres et évolution des ratios statutaires

ANNEXE 1

NOTES SUR LES ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2020

I. PRESENTATION DE LA BDEAC

Créée en 1975, la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) est l'Institution de financement du développement de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Elle répond au besoin de ses Etats-membres régionaux de disposer d'un instrument approprié pour promouvoir le développement et l'intégration économique et sociale de la sous-région. Aux termes de l'article 3 de ses statuts, la Banque a pour missions :

- (i) de promouvoir le développement durable des pays de la CEMAC et de contribuer à l'intégration économique des pays de l'Afrique Centrale, notamment par le financement des investissements nationaux, multinationaux et des projets d'intégration économique ;
- (ii) d'apporter son concours aux Etats, aux organisations sous - régionales, aux Institutions financières et aux opérateurs économiques, dans leurs efforts pour la mobilisation de ressources financières et le financement des projets notamment pour préserver les écosystèmes et lutter contre le changement climatique ;
- (iii) d'appuyer les Etats, les organisations sous - régionales, et les opérateurs économiques dans le financement des études de faisabilité des programmes et projets. Au regard de ses missions, la BDEAC a deux activités principales :

a) Le financement des projets d'investissement

La BDEAC intervient dans le financement des investissements relevant des secteurs tant public que privé : infrastructures (énergie, télécommunications, ports, aéroports, chemins de fer, routes, matériels de transport,...), industries et agro-industries, mines, agriculture, économie forestière et développement rural, programmes immobiliers, tourisme et loisirs, technologies de l'information et de la communication.

La Banque intervient aussi indirectement sous la forme de lignes de refinancement au bénéfice des banques commerciales et autres Institutions Financières Nationales (IFN) qui financent des projets, notamment en faveur des PME-PMI. Dans les conditions définies dans ses Statuts, la Banque peut aussi intervenir sous forme de bonification d'intérêts, de prise de participation, d'aval et caution.

La Banque privilégie deux modalités d'intervention : (i) le cofinancement des projets avec d'autres bailleurs de fonds (ii) le refinancement des banques commerciales, pour atteindre à moindre risque les petites et moyennes entreprises.

b) La mobilisation des ressources financières

Pour assurer son activité de financement, la Banque doit mobiliser les ressources financières adaptées, tant en termes de durée que de coût. Conformément à l'article 19 des Statuts de la Banque, ses ressources proviennent (i) de son capital souscrit et libéré, (ii) des emprunts à long et moyen terme contractés auprès des Etats ou des Institutions nationales, multinationales, ou

internationales, (iii) des emprunts sur les marchés financiers, (iv) des concours consentis par la Banque Centrale, (v) des Fonds spéciaux, (vi) des contributions non remboursables des Etats ou des Institutions de coopération, etc.

La Banque est engagée depuis plusieurs années dans un vaste chantier de réformes afin de moderniser son fonctionnement et améliorer son attractivité à l'égard des bailleurs de fonds.

II. RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES ESSENTIELS

Les états financiers de l'exercice 2019 ont été arrêtés suivant les méthodes et principes comptables admis et adoptés par la Banque et résumés ci-après.

Note a : Référentiel et principes comptables

Selon l'article 45 des statuts de la Banque, les opérations doivent être enregistrées conformément aux normes comptables généralement admises au plan international. Le Règlement financier (article 26) précise par ailleurs que la comptabilité est tenue selon les principes commerciaux et bancaires en usage conformément au plan comptable adopté par le Conseil d'Administration.

En pratique, la Banque tient sa comptabilité selon le plan comptable adopté par le Conseil d'Administration du 22 mai 1979 et agréé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), qui a toutefois fait l'objet d'un aménagement en 2016 dans le cadre de l'implémentation du Progiel Bancaire Intégré (PBI), afin de rapprocher la tenue de la comptabilité des standards en vigueur dans le secteur Bancaire de la CEMAC. L'un des aménagements apportés est notamment l'introduction de la comptabilité en devises.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration du 13 mai 2014 avait décidé de faire évoluer le plan comptable de la Banque vers les normes IAS/IFRS avec effet au 1^{er} janvier 2014. Par la suite, la résolution N° 192/CA/142/14 du Conseil d'Administration du 14 novembre 2014 a reporté l'effectivité de cette mesure au 1^{er} janvier 2015. Cette première publication des comptes aux normes IFRS devrait intervenir au cours de la période d'exécution du Plan stratégique 2017-2022.

Les principes comptables appliqués pour l'établissement des états financiers de la BDEAC sont déclinés ci-après :

- la continuité de l'exploitation ;
- l'indépendance des exercices ;
- le coût historique ou nominalisme ;
- la prudence ;
- la permanence des méthodes ;
- la non-compensation des créances et des dettes ;
- l'intangibilité du bilan d'ouverture ;
- l'importance relative.

Note b : Devise de tenue des comptes

Les comptes de la Banque sont présentés en FCFA. Toutefois, les opérations en devises (USD et EUR) sont désormais comptabilisées dans des comptes dédiés, suite à l'introduction de la comptabilité en devises au cours de l'exercice 2016. Elles sont converties en monnaie locale au taux en vigueur à leur date d'exécution. Les taux de change suivants ont été utilisés pour la clôture des comptes :

Devises	2019	2020
<i>1 Euro</i>	655,957 FCFA	655,957 FCFA
<i>1 Dollar US</i>	583,9033 FCFA	534,5587 FCFA

Note c : Comptes de trésorerie

Au 31 décembre 2020 le poste Caisse et banques se décompose comme suit :

Libellés	2019	2020
Caisse	8	48
Comptes à vue	6 758	112 782
Fonds gérés	16 347	19 216
Total	23 113	132 046

Au 31 décembre 2020, les comptes à vue sont composés essentiellement des avoirs logés à la Banque Centrale.

Note d : Comptes d'ordre et divers (Actif)

Au 31 décembre 2020, les comptes d'ordre et divers totalisent un montant net de FCFA 3 473 millions et sont détaillés comme ci-après :

Libellés	Montant
Avances au personnel	0
Fournisseurs et Entrepreneurs	36
Autres débiteurs divers (a)	792
Créances rattachées (b)	1 478
Compte d'attente	1 167
TOTAL	3 473

(a) Les autres débiteurs divers sont constitués essentiellement de la prime d'émission due par la Lybie de FCFA 755 millions.

(b) Les créances rattachées représentent les écritures d'inventaire liées à l'évaluation des produits des prêts non encore versés ou facturés au 31 décembre 2020. Ce poste est composé uniquement des intérêts courus non échus sur prêts.

Note e : Actionnaire restant dû sur capital appelé

Le compte « Actionnaires sur le capital appelé » représente les montants non libérés sur le capital appelé par les différents actionnaires ayant souscrit à l'augmentation de capital de juin 2014. Le solde de FCFA 13 510 millions est ventilé comme suit :

Actionnaire	Montant non libéré (MFCFA)
CAMEROUN	72
CENTRAFRIQUE	6 936
CONGO	3 251
GABON	0
GUINEE EQUATORIALE	0
TCHAD	3 251
TOTAL	13 510

Par ailleurs, le tour de table de la Banque s'est enrichi avec l'entrée dans son capital du Fonds de Solidarité Africain (FSA) et de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA). A ce titre, un montant de FCFA 200 millions correspondant à la part libérable de cet actionnaire a été encaissé au cours de l'exercice.

Note f : Prêts à la clientèle

Les prêts de la Banque sont consentis pour une durée maximale de 20 ans. En valeur nette, le portefeuille de prêts se décompose qualitativement comme suit :

Libellés	2019	2020
Prêts performants	379 805	448 555
Prêts immobilisés	0	4 209
Prêts douteux	9 579	8 323
Prêts contentieux	4 243	2 122
Prêts au personnel	4	2
Total	393 631	463 211

Prêts performants : il s'agit des prêts dont le remboursement s'effectue en conformité avec l'accord de prêt sans qu'ils n'enregistrent d'impayés.

Prêts non performants : Il s'agit des prêts qui connaissent des difficultés de remboursement. Ils sont constitués des prêts immobilisés, des prêts douteux et des prêts contentieux.

Règles de provisionnement des prêts

- la constitution d'une provision à caractère général dont le taux-plancher est fixé à 1,5 % de l'encours global des prêts performants privés;
- La constitution de provisions spécifiques, dont le montant est fonction des garanties détenues et de l'ancienneté de la créance conformément aux Règlements 058 et 062.

Note g : Reprises des provisions

Le résultat net de l'exercice 2020 comprend un produit de FCFA 2,1 milliards relatif à la reprise des intérêts réservés sur le prêt PALMRAFF qui a fait l'objet de restructuration en 2019 en ligne à la pratique à la Banque et conformément au Règlement 058 relatif à la classification et au provisionnement des prêts, engagements par signatures donnés et prises de participations.

La Banque a adopté au cours de l'exercice 2020 le Règlement 062 qui modifie partiellement le Règlement 058. Ces modifications concernent le mode de calcul des provisions à caractère général appliquant désormais 1,5 % sur l'encours des créances performantes du secteur privé

en exclusion du secteur public étant entendu que ces créances ne font pas l'objet de provisionnement à la Banque.

Ces changements ont eu comme effet la diminution du stock des provisions à caractère général de FCFA 3,5 milliards qui ont été comptabilisés en report à nouveau.

Le stock de provisions à caractère général résultant à fin décembre 2020 est alors de FCFA 1,8 milliards.

Note h : Immobilisations et frais immobilisés

Les actifs immobilisés sont valorisés à leur prix de revient et figurent au bilan pour le montant de leur coût historique diminué de l'amortissement, calculé linéairement sur une durée comprise entre 3 et 40 ans en fonction de la nature du bien.

Nature	Durée	Taux
Logiciels et frais à étaler	3 ans	33,33 %
Frais de conseil sur la mobilisation de la LC AFREXIMBANK	7 ans	14,29 %
Immeubles	40 ans	2,5 %
Matériel de transport	5 ans	20 %
Matériel de bureau et habitation	5 ans	20 %
Mobilier de bureau et habitation	10 ans	10 %
Agencements et aménagements	10 ans	10 %

Libellés	2019	2020
Frais et valeurs incorporelles immobilisés bruts	3 365	6 295
Immobilisations corporelles brutes	30 590	30 727
Autres valeurs immobilisées brutes	3 037	5 879
Total brut	36 992	42 901
Amortissements et provisions	(11 419)	(11 813)
Immobilisations nettes	25 573	31 088

Immeuble YOKA Bernard

Le poste d'immobilisations corporelles comprend l'immeuble YOKA Bernard acquis par adjudication en 2013 suite à une procédure de recouvrement forcé. Cet immeuble figurait à l'actif du bilan pour une valeur brute FCFA 10 071 millions au 31 décembre 2015 (y compris la valeur du terrain). Le terrain a été valorisé à FCFA 1 196 millions et comptabilisé à l'actif du bilan.

De manière analogue aux exercices précédents, compte tenu de l'incertitude portant sur l'évaluation et la perception des revenus qu'il génère, les loyers ne sont pas comptabilisés dans les produits de la BDEAC.

Immeubles siège, résidences et Représentations Nationales du Congo (Pointe Noire) et du Tchad,

Le terrain abritant l'immeuble siège a été expertisé à une valeur de FCFA de 6 399 millions, puis a fait l'objet d'une comptabilisation à l'actif du bilan de la Banque en contrepartie de la constatation d'une subvention du même montant. Le même traitement a été adopté pour les terrains des résidences (FCFA 2 361 millions), le terrain et le bâtiment de la Représentation du Congo à Pointe Noire (FCFA 1 479 millions et FCFA 807 millions) ainsi que le terrain de la Représentation du Tchad à Ndjamena (FCFA 300 millions).

Note i : Comptes d'ordre et divers (Passif)

Au 31 décembre 2020, les comptes d'ordre et divers (Passif) présentent un solde cumulé de FCFA 2 457 millions et comprennent les postes suivants :

Libellés	Montant
Fournisseurs et entrepreneurs	10
Trop perçu sur échéances clients	34
Personnel et organismes sociaux (a)	182
Créditeurs divers (b)	464
Comptes de régularisation - Passif (c)	1 606
Comptes d'attente	1
Etat ou organismes internationaux	160
TOTAL	2 457

- (a) dont FCFA 178 millions de dette envers les caisses de sécurité sociale.
- (b) dont FCFA 316 millions au titre du Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique Centrale (PDCT-AC).
- (c) Dont respectivement FCFA 478 millions au titre des frais généraux et FCFA 582 millions sur le personnel.

Note j : Ressources extérieures

Les ressources extérieures sont constituées notamment des encours de l'appel public à l'épargne (FCFA 106 792 millions), des Comptes Courants Associés BEAC (FCFA 120 millions) et CONGO (FCFA 3 135 millions), des lignes de crédit BEAC (FCFA 65 231 millions), de divers emprunts contractés par la Banque (FCFA 145 612 millions) et de FCFA 5 613 millions d'avances de trésorerie reçues de la part des cofinanciers dans le cadre de la transaction liée à l'acquisition de l'immeuble YOKA Bernard.

Note k : Provisions pour pertes et charges

Elles comprennent :

- les provisions pour risques généraux correspondant à 1,5 % de l'encours des prêts (FCFA 1 835 millions) conformément au Règlement 062;
- les provisions au titre des droits sur le personnel (FCFA 2 708 millions).

Note l : Ressources spéciales

Les ressources spéciales sont obtenues par des arrangements autorisés par le Conseil d'Administration. Elles alimentent les fonds éventuels que la Banque pourrait être appelée à

instituer ou à gérer pour la réalisation de certaines opérations spécifiques. Il s'agit notamment des fonds spéciaux et des fonds réglementés.

Les fonds spéciaux sont constitués principalement des fonds du guichet I du Fonds de Développement de la Communauté (FODEC) de la CEMAC géré par la BDEAC au titre de sa qualité d'Agent financier (cf. Règlement 03/03-CEMAC-046-CM-09 du 09 janvier 2003).

Figurent également sous cette rubrique, les ressources hébergées par la Banque pour le compte du Pool Energétique de l'Afrique Centrale (PEAC). Au 31 décembre 2020, ces fonds spéciaux se présentent comme suit :

Libellés	Montant
FODEC	7 297
ABG	11 920
TOTAL	19 217

Les fonds réglementés ont été créés en appui à la politique opérationnelle de la Banque et font partie des fonds propres. Ils sont au nombre de cinq dont quatre sont dotés : le Fonds d'études (FCFA 1 176 millions), le Fonds de bonification d'intérêts BEAC/BDEAC (FCFA 1 024 millions), le Fonds de prises de participation (FCFA 3 330 millions) et le Fonds de couverture du risque de change (FCFA 1 718 millions).

Le Fonds de Garantie, Avals et Cautions n'est pas doté à la date du 31 décembre 2020.

Note m : Subventions et dons reçus

Ce poste a été créé pour recueillir les subventions et dons reçus par la Banque dans le cadre de ses activités. Il s'agit notamment de la quote-part de la République du Congo dans le financement de la réhabilitation et du rééquipement de l'immeuble du siège social, du bâtiment de la Représentation du Congo à Pointe Noire et des terrains.

Ces subventions se présentent au 31 décembre 2020 comme suit :

Libellés	Montant
Etat Congolais (Réhabilitation siège)	38
Etat Congolais (Terrain Siège)	6 399
Etat Congolais (Terrains Hauts Dirigeants)	2 361
Etat Congolais (Terrain RCOG Pointe Noire)	1 480
Etat Congolais (Bâtiment RCOG Pointe Noire)	741
Etat Tchadien (Terrain RTCH Ndjaména)	300
TOTAL	11 319

Y figurent également dans cette rubrique, les fonds reçus de l'Aide budgétaire Globale (ABG) et du FODEC au titre de la bonification des intérêts de prêts pour un montant de FCFA 12 613 millions.

Note n : Capitaux propres

Tableau 1 (structure du capital)

Libellés	2019	2020
Capital souscrit	1 036 595	1 037 595
Capital sujet à appel*	929 439	930 339
Capital appelé	107 156	107 256
Capital appelé et libéré	93 646	93 646

* : Comptabilisé en hors bilan dans la rubrique engagements reçus.

Tableau 2 (répartition du capital)

Actionnaires	Part	Capital souscrit	Capital sujet à appel	Capital appelé	Capital versé
Cameroun	8,48%	101 760	91 584	10 176	10 103
RCA	8,48%	101 760	91 584	10 176	3 240
Congo	8,48%	101 760	91 584	10 176	6 925
Gabon	8,48%	101 760	91 584	10 176	10 176
RGE	8,48%	101 760	91 584	10 176	10 176
Tchad	8,48%	101 760	91 584	10 176	6 925
BEAC	33,43%	401 160	362 019	39 118	39 118
BAD	0,25%	3 000	1 800	1 200	1 200
France	0,83%	9 975	7 481	2 494	2 494
Koweït	0,08%	1 000	500	500	500
Libye (LAP)	0,63%	7 520	5 070	2 450	2 450
Maroc	0,20%	2 380	2 142	238	238
Com. CEMAC	0,08%	1 000	900	100	100
FSA	0,08%	1 000	900	100	100
Total	86,46%	1 037 595	930 339	107 256	93 746

Le capital souscrit correspond au capital qui a fait l'objet de la remise par l'actionnaire du bulletin de souscription dûment renseigné et signé. Il comprend la partie libérable et la partie sujette à appel

Le capital libérable correspond à la partie du capital exigible pour laquelle la banque sollicite le recouvrement auprès des actionnaires.

Le capital sujet à appel correspond à la partie du capital qui a été souscrite diminuée de la fraction libérable. Il sert de garantie pour la banque auprès des bailleurs de fonds dans le cadre de la mobilisation des ressources.

Le capital versé (ou libéré) correspond au montant du capital exigible qui a fait l'objet d'un recouvrement effectif.

Note o : Engagements hors-bilan

Les prêts et études non encore décaissés au 31 décembre 2020 sont comptabilisés en hors bilan dans la rubrique « engagements donnés » pour un montant FCFA 526 490 millions, réparti comme suit :

- engagements approuvés : FCFA 117 347 millions ;
- engagements confirmés : FCFA 409 143 millions.

Par ailleurs, pour se couvrir du risque dans les financements de projets, la Banque procède à la prise de garanties, qui sont comptabilisées en hors bilan et totalisent un montant de FCFA 1 535 441 millions. Les autres engagements reçus portent notamment sur le capital sujet à appel (FCFA 930 339 millions) et les ressources extérieures (FCFA 304 225 millions).

Les engagements reçus totalisent un montant de FCFA 2 770 007 millions.

Il convient par ailleurs de souligner que la nouvelle politique de classification et de provisionnement des créances a consacré la comptabilisation des intérêts et commission réservés en souffrance et leur suivi en hors-bilan. Ainsi, le montant des intérêts et commissions réservés comptabilisés en hors bilan se chiffre à FCFA 10 619 millions au 31 décembre 2020. Y figure également en hors bilan l'encours du prêt RASCOM pour un montant de FCFA 12 254 millions (FCFA 10 554 millions en capital et FCFA 1 700 millions en intérêts).

Note p : Situation des fonds propres et évolution des ratios statutaires

Les fonds propres de la banque sont constitués du capital, des réserves, des fonds réglementés, des provisions à caractère général, des subventions effectivement versées, du report à nouveau et du résultat non distribué. Au 31 décembre 2020, ils totalisent un montant de FCFA 172 563 millions.

1. PLAFOND PAR EMPRUNTEUR PRIVE (*l'ensemble des engagements privés portés par la BDEAC sur un même bénéficiaire ne doit pas excéder 45% des fonds propres*)

Au 31 décembre 2020, le plafond à respecter pour cette norme est de FCFA 77 654 millions.

2. MARGE D'ENDETTEMENT (*la valeur totale des emprunts au bilan de la Banque est plafonnée à la valeur du Capital Sujet à Appel*)

La marge d'endettement est déterminée par la satisfaction de deux limites à savoir :

- L'encours des emprunts au bilan ne doit pas dépasser quatre fois le niveau des fonds propres ;
- L'encours des emprunts au bilan ne doit pas excéder 100% du capital sujet à appel.

En application de ces dispositions, la marge théorique s'établit à FCFA 641 676 millions au 31 décembre 2020 sachant que l'encours des emprunts au bilan (non compris les comptes courants associés) s'élevant à FCFA 288 663 millions.

3. ALERTE POUR UNE AUGMENTATION DE CAPITAL *(une alerte est émise pour un besoin d'augmentation de capital dès que l'encours des emprunts au bilan atteint 70% du Capital Sujet à Appel)*

Le ratio est respecté au 31/12/2020, se situant à 63 %, contre 42 % l'année précédente.

	<u>2019</u>	<u>2020</u>
Exposition maximale par opération		
1) Niveau des fonds propres	164 333	172 563
2) Encours des emprunts dans le bilan	140 996	288 663
3) Compte courant associés Congo et BEAC	129 405	123 135
4) Engagements reçus	301 186	304 226
5) Emprunts en cours		
Total des ressources permanentes	735 920	888 587
1°) Exposition maximale par opération (10% des Rces permanentes)	73 592	88 859
Détermination du risque maximal par emprunteur		
2°) Plafond par emprunteur (45% des fonds propres)	73 950	77 653
Capacité d'endettement		
- en termes de volume à mobiliser, la capacité d'endettement correspond à quatre fois le niveau des fonds propres (à partir de 2011)	657 332	690 252
- l'encours des emprunts doit être inférieur ou égal à 100% du capital sujet à appel		
* capital sujet à appel (Actions réellement souscrites)	929 439	930 339
* 100% du capital sujet à appel (à partir de 2011)	929 439	930 339
3°) Marge d'endettement (Capital sujet à appel - Encours des emprunts dans le bilan)	788 443	641 676
Niveau limite pour une augmentation du capital		
- Une augmentation du capital doit être engagée dès que l'encours des emprunts de la Banque atteint 70% du capital sujet à appel		
* 70% du capital sujet à appel	650 607	651 237
4°) Alerte pour une augmentation du capital (emprunts =70% du KSA)	42%	63%

ANNEXE 2

EVOLUTION DES ENGAGEMENTS DEPUIS 2003

RUBRIQUES RIQUES	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Concours approuvés par exercice (1)	1 702	6 000	20 213	23 081	27 541	23 306	41 730	0	159 145	178 199	165 600	192 730	105 250	111 000	0	93 865	271 070	186 147
Evolution des approbations annuelles (%) (2)		253	237	14	19	-15	79	-100	N/A	12	-7	16	-45	5	-100	N/A	189	-31
Concours brut cumulés (3)	1 702	7 702	27 915	50 996	78 537	101 843	143 573	143 573	302 718	480 917	646 517	839 247	944 497	1 055 497	1 055 497	1 149 362	1 420 432	1 589 782
dont prêts et lignes de garantie (LG) (4)	1 484	7 484	26 802	47 234	77 711	100 006	141 706	141 706	292 651	437 438	620 038	808 268	913 518	1 011 208	1 011 208	1 105 073	1 404 037	1 404 037
Concours bruts cumulés confirmés/accord (5)	1 702	7 702	27 915	50 996	75 537	94 243	133 473	133 473	275 179	307 205	382 992	519 654	681 554	829 522	829 522	864 087	964 896	1 141 935
dont prêts et LG confirmés	1 484	7 484	26 802	47 234	74 711	92 406	131 606	131 606	243 236	302 988	362 775	486 437	643 837	803 932	803 932	838 497	959 657	1 119 896
Taux de confirmation des concours bruts (5/3)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	96,18%	92,54%	92,97%	92,97%	90,90%	63,88%	59,24%	61,92%	72,16%	78,59%	78,59%	75,18%	67,93%	71,83%
Annulations (millions FCFA)	0	0	1 100	2 116	5 259	12 654	22 154	22 154	50 254	50 254	69 347	166 027	212 780	245 599	245 599	245 599	304 201	367 721
Concours cumulés, nets des annulations,	1 702	7 702	26 815	48 880	73 278	89 189	121 419	121 419	252 464	430 663	577 170	673 220	731 717	809 898	809 898	903 763	1 116 231	1 222 061
dont prêts et LG	1 484	7 484	25 702	45 118	72 452	87 368	119 568	11 568	24 598	420 350	566 862	662 912	699 754	766 598	766 598	860 463	1 099 836	1 205 663

ANNEXE 3

LISTE DES PROJETS FINANCES DEPUIS LA CREATION DE LA BANQUE

N°	TITRE DU PROJET	DATE D'OCTROI	MONTANT (MFCFA)	PAYS	SECTEUR
1	Poste de transformation électrique de BISSEGUE (SEEG)	25/11/1978	600	Gabon	Energie
2	Usine de Clinker de Ntoum, Société des Ciments du Gabon	25/11/1978	450	Gabon	Industrie
3	Construction de l'hôtel Maya-Maya à Brazzaville	25/11/1978	300	Congo	Tourisme
4	Rempiètement des postes à quai n° 1 & 2 du Port de Douala (ONPC)	22/05/1979	500	Régional/Cam.	Transport
5	Assainissement et extension Cimenterie Domaniale de Loutété (CIDOLOU)	05/12/1979	350	Congo	Industrie
6	Modernisation et extension réseau téléphonique Libreville (OPT/BGD)	05/12/1979	500	Régional/Gabon	Télécommunication
7	Cimenteries du Cameroun - CIMECAM IV à Bonabéri et Figuil	05/12/1979	350	Cameroun	Industrie
8	Acquisition d'un remorqueur pour le Port de Pointe Noire (ATC)	25/05/1980	290	Régional/Congo	Transport
9	Extension des installations industrielles de la Sté de Laminage Douala (SOLADO)	25/05/1980	350	Cameroun	Industrie
10	Modernisation et extension du réseau téléphone de Bangui (OCPT/SPART)	25/05/1980	240	Régional/RCA	Télécommunication
11	Acquisition d'une unité de travaux routiers (SNCT)*	25/05/1980	325	Régional/RCA	Transport
12	Usine de montage de véhicules à Bangui (GACOA)	06/12/1980	150	RCA	Industrie
13	Extension de l'usine IMPRECO à Brazzaville *	06/12/1980	120	Congo	Industrie
14	Renforcement et aménagement de l'Aéroport de Brazzaville	06/12/1980	300	Régional/Congo	Transport
15	Création d'une zone d'entreposage pour pays enclavés au Port de Douala (ONPC)	15/04/1981	500	Régional/Cam.	Transport
16	Construction d'un bac et de rampes d'accès bétonnées à Eboro	15/04/1981	145	Régional/Gabon	Transport
17	Installation d'une station terrienne de moyenne sensibilité à Bangui (SOCATI)	08/07/1981	387	RCA	Télécommunication
18	Participation du Tchad à la construction du Siège de la BDEAC	08/07/1981	433	Régional/Tchad	Immobilier
19	Menuiserie, scierie et exploitation forestière à Ngaoundéré (SOMENO)	04/12/1981	250	Cameroun	Industrie
20	Modernisation et extension des activités de PLACONGO à Pointe-Noire*	04/12/1981	460	Congo	Industrie
21	Société Industrielle Centrafricaine de Produits Alimentaires et Dérivés (SICPAD)	04/12/1981	150	RCA	Agriculture & Agro-industrie
22	Société Gabonaise de Sidérurgie (SOGASIDER)*	09/06/1982	600	Gabon	Industrie
23	Palmeraie de Bossongo	09/06/1982	400	RCA	Agriculture & Agro-industrie
24	4ème projet routier Bossembélé-Bossangoa	04/12/1982	500	RCA	Transport
25	Modernisation et extension du réseau téléphonique de Bangui (OCPT-MERT)	04/12/1982	500	RCA	Télécommunication
26	Polyculture industrielle de Nkolayop (PIN)	22/03/1983	350	Gabon	Agriculture & Agro-industrie
27	Grandes Huileries Camerounaises*	22/03/1983	800	Cameroun	Agriculture & Agro-industrie
27bis	Grandes Huileries Camerounaises*	22/03/1983	350	Cameroun	Agriculture & Agro-industrie
28	Extension du Port de Ouessou	22/03/1983	574	Congo	Transport
29	Société Congolaise des Bois de Ouessou (SCBO)	22/03/1983	800	Congo	Industrie
30	Fabrication de médicaments à partir de plantes locales (AFRICAPHARM)	23/07/1983	250	Cameroun	Industrie
31	Extension et modernisation de l'Armement Albert MANON	23/07/1983	304	Gabon	Industrie
32	Société Agro-pastorale et Industrielle du Cameroun (SAPICAM)*	26/11/1983	540	Cameroun	Agriculture & Agro-industrie
33	Faisceau hertzien Bangui (RCA -OCPT) - Impfondo (Congo-ONPT)*	26/11/1983	255	Régional/Congo	Télécommunication
33bis	Faisceau hertzien Bangui (RCA -OCPT) - Impfondo (Congo-ONPT)*	26/11/1983	720	Régional/RCA	Télécommunication
34	4 bacs, pontons, slip-way au Tchad	26/11/1983	570	Régional/Tchad	Transport
35	Extension et modernisation du réseau téléphonique de Libreville (OPT)	26/11/1983	815	Gabon	Télécommunication
36	Extension réseaux de distribution d'électricité et d'eau à Port-Gentil (SEEG)	23/03/1984	1 460	Gabon	Energie
37	Développement Rural intégré en Zone cotonnière : Hydraulique villageoise	23/03/1984	921	RCA	Eau & Assainissement
38	Production articles sanitaires à Pointe-Noire*	23/03/1984	400	Congo	Industrie
39	Modernisation Société Nationale de Productions Animales SONAPA (ex CMPA)	04/07/1984	500	Tchad	Agriculture & Agro-industrie
40	Complexe sucrier de la OUKA	04/07/1984	1 000	RCA	Agriculture & Agro-industrie
41	2ème tranche IVè Projet Routier	04/07/1984	300	RCA	Transport
42	Société Congolaise de Bois (CIB)	04/07/1984	600	Congo	Industrie
43	Société Total Centrafricaine de Gestion (TOCAGES)*	03/11/1984	280	RCA	Industrie
44	Société Industrielle et Commerciale de l'Afrique Centrale (DIANA-SICAC)	03/11/1984	1 000	Cameroun	Industrie

N°	TITRE DU PROJET	DATE D'OCTROI	MONTANT (MFCFA)	PAYS	SECTEUR
45	Electrification de la région de l'Est du Cameroun*	16/03/1985	1 200	Cameroun	Energie
46	Unité industrielle de fabrication de mousses et panneaux (POLYCAM)	16/03/1985	315	Cameroun	Industrie
47	Extension du Port de Brazzaville / Quai à conteneurs*	23/07/1985	900	Congo	Transport
48	2ème tranche du complexe agro-industriel de palmier à huile SANGHAPALM	23/07/1985	2 000	Congo	Agriculture & Agro-industrie
49	Modernisation des usines CICAM de Douala et Garoua	23/07/1985	1 000	Cameroun	Industrie
50	1ère Phase Projet Hévéaculture de Ntokou*	30/11/1985	2 000	Congo	Agriculture & Agro-industrie
51	1ère Phase Projet Hévéaculture de Kango	30/11/1985	1 200	Gabon	Agriculture & Agro-industrie
52	Installation de chambres froides à Brazzaville et à Pointe-Noire (SIFROID)	10/07/1986	150	Congo	Industrie
53	Unité de montage d'appareils mécanographiques à Douala (CAM-MECA)	10/07/1986	290	Cameroun	Industrie
54	Extension d'une manufacture de vêtements à Yaoundé (BLAZ-DESIGN)	10/07/1986	245	Cameroun	Industrie
55	Unité de production de formulaires pour informatique à Brazzaville (POLYGRAPH)	10/07/1986	149	Congo	Industrie
56	Réhabilitation du réseau d'électricité de la ville de BATA	10/07/1986	360	Guinée Eq.	Energie
57	Centre de transit régional de tris et de colis postaux à Douala*	24/11/1986	3 000	Cameroun	Finance & Service
58	Poste automobile rurale*	24/11/1986	1 000	Cameroun	Industrie
59	Construction de 3 ponts dans la région de Bangui	24/11/1986	315	RCA	Transport
60	Fabrication de tissus de bonneterie à Nyen-Mbo (KANTEX)	20/03/1987	350	Cameroun	Industrie
61	Usine de peinture, vernis et dérivés à Douala (KAPEC) *	20/03/1987	344	Cameroun	Industrie
62	2ème phase Hévéaculture de Mitzig	20/03/1987	1 703	Gabon	Agriculture & Agro-industrie
63	1ère Phase Hévéaculture de Bitam	20/03/1987	2 148	Gabon	Agriculture & Agro-industrie
64	Lotissement de la 3ème tranche de Douala Nord (MAETUR)	30/07/1987	3 000	Cameroun	Immobilier
65	Acquisition et réhabilitation d'une scierie à Owendo (AFRICAPACK)	23/11/1987	150	Gabon	Industrie
66	Elevage industriel de poules pondeuses à Yaoundé (C3A)*	25/03/1988	545	Cameroun	Agriculture & Agro-industrie
67	Renouvellement du parc d'autobus à Pointe-Noire (STPN)	25/03/1988	975	Congo	Transport
68	Fabrication de ouate de cellulose à Douala*	25/03/1988	500	Cameroun	Industrie
69	Production de concentré de tomate dans le Noun à Foubot (SCAN)	27/07/1988	800	Cameroun	Agriculture & Agro-industrie
70	Fabrication de médicaments à partir de plantes locales (AFRICAPHARM II)	18/10/1988	135	Cameroun	Industrie
71	Manufacture de vêtements de sports et loisirs (CASWEM)	04/08/1989	110	Cameroun	Industrie
72	Polyculture industrielle de Nkolayop (PIN) - Prêt complémentaire*	08/08/1989	150	Gabon	Agriculture & Agro-industrie
73	Modernisation et extension de POLYGRAPH-CONGO	09/08/1989	150	Congo	Industrie
74	Route Guelendeng-Bongor-Moundou*	21/07/1989	3 150	Tchad	Transport
75	Complexe sucrier de la OUAKA - Prêt complémentaire	21/07/1989	900	RCA	Agriculture & Agro-industrie
76	Unité de production de solutés massifs injectables à Pointe-Noire (BIOCONGO*)	29/03/1990	250	Congo	Industrie
77	Modernisation des équipements de l'Office National d'Informatique de la RCA (ONI)	25/07/1990	130	RCA	Télécommunication
78	Extension des installations de production de médicaments à Douala (LDN)	25/07/1990	200	Cameroun	Industrie
79	Route Guelendeng-Bongor-Moundou - Prêt complémentaire*	25/07/1990	540	Tchad	Transport
80	Production de solutés injectables et de formes orales solides (SIPT)	25/07/1990	700	Tchad	Industrie
81	Production d'eau minérale à Bangui (CATTIN)	25/07/1990	600	RCA	Industrie
82	Unité de transport de marchandises (EL CHICO)	21/03/1991	140	RCA	Transport
83	Unité d'abattage, de découpe et de conditionnement de viande bovine (BAGARA)*	21/03/1991	300	RCA	Agriculture & Agro-industrie
84	Modernisation du centre industriel de Brazzaville (AIR-AFRIQUE)	27/07/1991	2 500	Régional	Industrie
85	Développement Rural intégré en Zone cotonnière : Hydraulique villageoise Phase II*	27/07/1991	1 365	RCA	Eau & Assainissement
86	Production de solutés injectables et de formes orales solides (SIPT)-Prêt compl*	11/07/1994	154	Tchad	Industrie
87	Construction des Infrastructures de Réparation de Navires et de Plates-formes Pétrolières (CNIC)	24/06/2003	1 484	Régional	Industrie
88	PSE ASECNA 1ère tranche (2000-2006)	02/04/2004	6 000	Régional	Transport
89	Programme de réhabilitation et de modernisation de dix aéroports provinciaux	01/04/2005	3 800	Gabon	Transport
90	Projet de refinancement de Commercial Bank of Tchad (CBT) en faveur de CST	01/04/2005	2 500	Tchad	Finance & Service
91	Projet de refinancement de Commercial Bank Cameroon (CBC) en faveur d'Ingénierie Financière	01/04/2005	1 000	Cameroun	Finance & Service
92	Programme d'extension du réseau GSM de Celtel Tchad	17/11/2005	4 000	Tchad	Télécommunication
93	Programme d'extension de 2000 ha des plantations d'HEVECAM 1ère phase	17/11/2005	3 500	Cameroun	Agriculture & Agro-industrie
94	Refinancement du Crédit du Sahel	03/08/2005	175	Cameroun	Finance & Service
95	Projet de réhabilitation et d'équipement des usines Cotontchad	17/11/2005	4 378	Tchad	Agriculture & Agro-industrie
96	Plan quinquennal d'investissement 2005/2009 de l'AES-SONEL	28/03/2006	6 560	Cameroun	Energie

N°	TITRE DU PROJET	DATE D'OCTROI	MONTANT (MFCFA)	PAYS	SECTEUR
97	Programme de construction et d'équipement des locaux des professionnels de la MUCODEC	28/03/2006	3 000	Congo	Finance & Service
98	Programme de renforcement et d'extension du réseau GSM de Telecel Centrafrique	25/11/2006	2 500	RCA	Télécommunication
99	Mise en place d'une usine de fabrication d'emballages plastiques par Les Laboratoires BIOPHARMA	25/11/2006	1 372	Cameroun	Industrie
100	Financement du Plan des Services et d'Equipements (PSE) 2000-2006 de l'ASECNA – 2 ^{ème} tranche	25/11/2006	8 000	Régional	Transport
101	Construction de 32 logements à Libreville par la société immobilière Les Nénuphars du Gabon II	25/11/2006	1 500	Gabon	Immobilier
102	Phase pilote du projet de culture et de transformation du moringa oleifera à Brazzaville	09/03/2007	36	Congo	Agriculture & Agro-industrie
103	Projet d'extension et de modernisation du réseau GSM de Celtel Congo	27/03/2007	3 000	Congo	Télécommunication
104	Projet d'extension et de modernisation du Centre Hospitalier Panafricain Group Santé Afric (GSA)	19/09/2007	1 445	Cameroun	Santé
105	Projet de construction d'un Centre administratif et commercial à Brazzaville	19/09/2007	2 300	Congo	Immobilier
106	Refinancement Africa Leasing Company (ALC)	30/11/2007	3 000	Cameroun	Finance & Service
107	Programme de réhabilitation et de relance de la Compagnie Nationale de Navigation Intérieure et Internationale (CNI S.A)	30/11/2007	2 800	Gabon	Transport
108	Projet de réhabilitation de l'hôtel MBAMOU PALACE à Brazzaville	30/11/2007	6 560	Congo	Tourisme
109	Projet de construction et de lancement du satellite panafricain de télécommunication par RASCOM STAR QAF	30/11/2007	8 200	Régional	Télécommunication
110	Refinancement de la Commercial Bank Cameroun (CBC II)	27/06/2008	5 000	Cameroun	Finance & Service
111	Construction et mise en exploitation du Lycée Privé Berthe et Jean à Essassa, Libreville (Gabon)	27/06/2008	1 000	Gabon	Education
112	Financement des activités génératrices des revenus en milieu rural et périurbain de la Société Financière de Développement (SOFIDE) de Brazzaville et Pointe Noire	19/09/2008	155	Congo	Finance & Service
113	Projet d'Extension et d'Intensification des activités de l'UCEC-MK vers des nouvelles zones au Tchad	19/09/2008	76	Tchad	Finance & Service
114	Augmentation de la capacité d'accueil du complexe scolaire et universitaire de Newtech Institut à Bangui en République Centrafricaine	25/09/2008	650	RCA	Education
115	Financement du programme complémentaire de construction et d'équipement des locaux professionnels de la Fédération des MUCODEC II	25/09/2008	4 000	Congo	Finance & Service
116	2 ^{ème} Phase du Programme d'extension des plantations de la société HEVECAM S.A (HEVECAM II)	12/12/2008	2 500	Cameroun	Agriculture & Agro-industrie
117	Projet d'extension de l'hôtel OLYMPIC PALACE	12/12/2008	2 000	Congo	Tourisme
118	Projet de mise en place d'une unité de raffinage et de fractionnement d'huile de palme	12/12/2008	2 600	Congo	Agriculture & Agro-industrie
119	Refinancement de la Banque de l'Habitat du Gabon (BHG)	12/12/2008	5 000	Gabon	Finance & Service
120	Projet de construction de 160 logements à Douala	05/04/2009	2 500	Cameroun	Immobilier
121	Projet de construction de nouveaux ateliers de maintenance industrielle et d'acquisition d'une barge	05/04/2009	7 000	Cameroun	Transport
122	Projet de construction du Campus universitaire	05/04/2009	1 700	Cameroun	Education
123	Programme d'investissement Prioritaire du Port Autonome de Pointe Noire (PIP/PAPN)	05/04/2009	6 000	Congo	Transport
124	Projet de construction de 15 villas de haut standing à Libreville	05/04/2009	1 000	Gabon	Immobilier
125	Projet de réalisation d'équipements marchands à Moundou et Sarh	05/04/2009	7 000	Tchad	Développement urbain
126	Projet de mise en place d'un complexe industriel composé d'une unité de raffinage d'huile de palme, d'une unité de fractionnement, d'une unité de trituration de palmiste, d'une savonnerie et d'une margarinerie à Douala	26/06/2009	6 000	Cameroun	Agriculture & Agro-industrie
127	Projet de réalisation des travaux de drainage de la zone de la Patte d'oie à N'Djamena	26/06/2009	6 000	Tchad	Eau & Assainissement
128	Projet d'extension de l'Hôtel Azur International à Pointe-Noire	24/09/2009	1 500	Congo	Tourisme
129	Projet d'acquisition d'un Avion de marque Bombardier DASH 8 Q314	19/12/2009	3 000	Gabon	Transport
130	Modernisation et d'extension des capacités de raffinage de la SONARA à Limbé	25/03/2011	15 000	Cameroun	Industrie
131	Mise aux normes STARWOOD de l'hôtel MANDJI de Port Gentil	25/03/2011	3 000	Gabon	Tourisme
132	Etudes complètes du réseau de transport d'énergie électrique connexe aux projets des aménagements hydroélectriques des chutes de Fe II et de l'Impératrice	25/03/2011	3 200	Gabon	Energie
133	Emission d'une lettre de garantie des dépôts en faveur de la Fédération des Mutuelles Congolaises d'Epargne et de Crédit (MUCODEC)	25/03/2011	5 000	Congo	Finance & Service
134	Construction d'un Centre Hospitalier Moderne à Bata en faveur d'AFROM-GUINEA S.A	25/03/2011	3 000	Guinée Equatoriale	Santé
135	2NA SA	24/06/2011	4 000	Cameroun	Industrie
136	Production des compresses médicales et des rouleaux de gaze hydrophile coton à Douala par la société SITRACO S.A	24/06/2011	700	Cameroun	Industrie
137	Réhabilitation, rénovation et extension de l'hôtel LAAICO MAYA MAYA à Brazzaville	24/06/2011	2 450	Congo	Tourisme
138	Modernisation de la Laiterie BAYO à Brazzaville	09/09/2011	1 595	Congo	Industrie
139	Aménagement de la Zone Economique et Spéciale de NKOK	09/09/2011	15 000	Gabon	Industrie
139	Aménagement hydroélectrique de Lom-Pangar	09/09/2011	20 000	Cameroun	Energie
140	Construction d'une centrale thermique à gaz par KPDC à Kribi	09/09/2011	15 000	Cameroun	Energie
141	Construction du complexe immobilier Edith Lucie Bongo	16/12/2011	8 000	Congo	Tourisme
142	Réhabilitation, modernisation et extension de la centrale hydroélectrique du DJOUE	16/12/2011	15 000	Congo	Energie
143	Ligne de crédit en faveur du Fonds d'Actions Mutuelles (FAM) en vue du financement des activités génératrices de revenus	16/12/2011	200	Congo	Finance & Service

N°	TITRE DU PROJET	DATE D'OCTROI	MONTANT (MFCFA)	PAYS	SECTEUR
144	Création d'un complexe industriel à OWENDO par la Société Nationale des Bois du Gabon	16/12/2011	8 000	Gabon	Industrie
145	Programme de production de tracteurs pour les campagnes 2010 à 2014 par la Société Industrielle de Matériel Agricole et Assemblage de Tracteurs du Tchad (SIMATRAC)	16/12/2011	15 000	Tchad	Industrie
146	Construction d'un complexe industriel d'exploitation des ruminants à DJARMAYA	16/12/2011	20 000	Tchad	Agriculture & Agro-industrie
147	Projet de construction d'une cimenterie à Limbé (Cameroun) par la société AFKO CEMENT production (AFKO)	14/03/2012	7 000	Cameroun	Industrie
148	Projet d'acquisition des engins et équipements de production par la société CARRIERES DU MOUNGO SA	14/03/2012	1 000	Cameroun	Industrie
149	Construction d'un complexe cimentier par la société DIAMOND CEMENT Congo S.A	14/03/2012	10 000	Congo	Industrie
150	Prêt complémentaire en vue du financement partiel du projet d'extension et de modernisation du centre hospitalier panafricain - Groupe Sante Afric	14/03/2012	752	Cameroun	Santé
151	Projet de mise en place d'une plantation de palmier à huile et d'une unité de raffinage d'huile de palme brute par OLAM PALM GABON S.A.	08/06/2012	10 000	Gabon	Agriculture & Agro-industrie
152	Aménagement de la route Kumba-Mamfé au Cameroun	20/09/2012	25 000	Cameroun	Transport
153	Projet d'extension, de modernisation et de diversification d'une unité intégrée de fusion de ferrailles et de réduction des métaux à haute teneur en carbone de 50.000 tonnes d'acier par an par la société METAFRIQUE CAMEROON SARL	20/09/2012	3 500	Cameroun	Industrie
154	création d'un complexe agropastoral à MOUYONDZI en République du Congo	20/09/2012	1 500	Congo	Agriculture & Agro-industrie
155	Projet de renforcement des capacités hydroélectrique du Gabon par la réalisation en PPP des aménagements hydro-électriques des chutes de Fé II et de l'Impératrice par la Compagnie de Développement des Energies Renouvelables (CODER)	20/09/2012	25 000	Gabon	Energie
156	Projet d'acquisition et de développement des infrastructures de télécommunications de MTN Cameroun par la société I.H.S Cameroun Limited	19/12/2012	20 000	Cameroun	Télécommunication
157	Ligne de crédit en faveur du fonds de financement du développement social (FOFIDES) S.A pour le financement des activités génératrices des revenus dans la zone septentrionale du Cameroun à travers les Etablissements de Microfinance (EMF)	19/12/2012	535	Cameroun	Finance & Service
158	Programme prioritaire d'assainissement de la ville de Libreville : Aménagement du bassin versant de Gué-Gué et plan complet de réinstallation des populations par l'Etat Gabonais	19/12/2012	40 000	Gabon	Eau & Assainissement
159	Construction du complexe industriel laitier de Mandalia, couplé avec les fermes multifonctionnelles par l'Etat tchadien	19/12/2012	20 000	Tchad	Agriculture & Agro-industrie
160	Projet de construction de 1000 logements sociaux à N'Djamena par INERCON Tchad	19/12/2012	8 000	Tchad	Immobilier
161	Création d'une usine de formulation, d'ensilage et de commercialisation des engrais minéraux et organiques par la Société Tchadienne des Intrants (STI)	19/12/2012	2 500	Tchad	Industrie
162	Projet d'aménagement et de bitumage de la route Ngouri-Bol-Frontière Niger (tronçon de la route transsaharienne Algérie/Niger/Tchad)	23/07/2013	25 000	Tchad	Transport
163	Projet de mise en exploitation de la société de patrimoine du service public de l'eau potable, de l'énergie électrique et de l'assainissement au Gabon	23/07/2013	6 000	Gabon	Energie
164	Projet de réhabilitation et d'élargissement de la route nationale N°1 entre le PK5 et le PK12 à Libreville	08/11/2013	45 000	Gabon	Transport
165	Projet de renforcement des capacités du réseau GSM de Millicom Tchad	26/04/2013	37 500	Tchad	Télécommunication
166	Projet d'extension et de mise aux normes IATA et OACI de l'aéroport international Bangui M'poko	26/04/2013	3 000	RCA	Transport
167	Projet d'extension des capacités de production de la Société Camerounaise de Transformation de Blé par la création d'une ligne de production de pâtes alimentaires	23/07/2013	5 600	Cameroun	Agriculture & Agro-industrie
168	Projet de rénovation de l'hôtel NOVOTEL LA TCHADIENNE et construction d'un hôtel IBIS à N'Djamena	26/04/2013	8 500	Tchad	Tourisme
169	Projet de construction du complexe industriel avicole de Koundoul au Tchad	08/11/2013	25 000	Tchad	Agriculture & Agro-industrie
170	La lettre de garantie bancaire BDEAC aura pour effet de permettre à ECG	26/04/2013	10 000	Congo	Finance & Service
171	Projet de mise en place d'unités de transformation de bois et de cogénération au Nord du Congo par LIKOUAL TIMBER S.A	14/05/2014	7 000	Congo	Industrie
172	Réhabilitation des Infrastructures de l'Aéroport International Hassan Djamous de N'Djaména	14/05/2014	13 000	Tchad	Transport
173	Création d'un complexe industriel de transformation de bois dans la zone économique spéciale de Nkok à Libreville par Gabon Wood Industry (GWI)	17/06/2014	8 000	Gabon	Industrie
174	Construction d'une usine de fabrication de farine panifiable à Bata par HARINERA	17/06/2014	4 500	Guinée Eq	Agriculture & Agro-industrie
175	Construction d'une boulangerie industrielle à Malabo par PEGASOS	17/06/2014	1 250	Guinée Eq	Agriculture & Agro-industrie
176	Travaux supplémentaires et complémentaires à la réalisation des équipements marchands dans les marchés de Moundou et de Sarh	17/06/2014	900	Tchad	Développement urbain
177	Travaux d'Aménagement et de Bitumage de la Route Kyabe-Singako au Tchad	14/11/2014	20 000	Tchad	Transport
178	Programme d'investissement 2014-2016 de la Société Nationale des Pétroles du Congo	14/11/2014	27 400	Congo	Industrie
179	Premier Programme de Développement des Aéroports de Brazzaville et Pointe Noire par AERCO	17/01/2014	7 000	Congo	Transport
180	Construction d'une usine de stockage, de mixage et de distribution des produits chimiques à Pointe-Noire par TECHNOSIAL CONGO	14/11/2014	720	Congo	Industrie
181	Développement d'un nouveau quai au port d'Owendo à Libreville par la Société de Développement des Ports du Gabon	14/11/2014	27 450	Gabon	Transport
182	Travaux d'aménagement et de bitumage de la route Batchenga-Ntui-Yoko-Tibati-Ngaoundéré	12/12/2014	40 000	Cameroun	Transport

N°	TITRE DU PROJET	DATE D'OCTROI	MONTANT (MFCFA)	PAYS	SECTEUR
183	Programme d'investissement de la Cotontchad Société Nouvelle	12/12/2014	30 000	Tchad	Agriculture & Agro-industrie
184	Appui au Groupement d'Intérêt Economique du Service Commun d'Entretien des Voies Navigables dans le cadre de l'Aide Budgétaire Globale Française (ABG) en soutien au Programme Economique Régional (PER)	12/12/2014	4 500	Régional	Transport
185	Programme de mise aux normes OACI des aéroports d'Am-Djarass, Faya-Largeau et de Moundou	23/12/2015	25 000	Tchad	Transport
186	Projet de Reconstruction économique et sociale en milieu urbain à Bangui	23/12/2015	2 250	RCA	Eau & Assainissement
187	Projet d'aménagement et de bitumage du tronçon Kélo-Pala	23/12/2015	25 000	Tchad	Transport
188	Projet de construction d'un nouveau port minéralier à Owendo	23/12/2015	33 000	Gabon	Transport
189	Travaux d'aménagement de la route Mintom-Frontière du Congo	23/12/2015	20000	Cameroun	Transport
190	Projet de construction d'un complexe cimentier à AKOGA	04/04/2016	65 000	Guinée Equatoriale	Industrie
191	Projet d'installation d'une ferme aquacole et d'une usine de thon à Annobon en Guinée Equatoriale	04/04/2016	9 000	Guinée Equatoriale	Agriculture & Agro-industrie
192	Projet de développement de la Compagnie Equatorial Congo Airlines	13/05/2016	20 000	Congo	Transport
193	Prêt complémentaire en faveur du projet de construction d'un complexe industriel d'exploitation des ruminants à Djarmaya	13/05/2016	7 000	Tchad	Agriculture & Agro-industrie
194	Renouvellement de la lettre de garantie ECOBANK CONGO	13/05/2016	10 000	Congo	Finance & Service
195	Projet de construction de la petite centrale hydroélectrique de MBAKAOU Carrière et des réseaux d'électrification rurale associés	24/01/2018	800	Cameroun	Energie
196	Projet de développement d'une infrastructure de stockage des hydrocarbures à Libreville	24/01/2018	20 000	Gabon	Industrie
197	Projet de création et développement d'un complexe agro-industriel de palmiers à huile	24/01/2018	4 500	Centrafrique	Agriculture & Agro-industrie
198	Projet de construction du Centre Hospitalier MAMA BANG (Prêt complémentaire)	24/01/2018	2 825	Guinée Equatoriale	Santé
199	Projet de réhabilitation et d'élargissement de la Route Nationale N°1 entre le PK5 et le PK12 (Prêt complémentaire)	24/01/2018	5 000	Gabon	Transport
200	Projet d'aménagement de la route Yaoundé-Bafoussam-Bamenda	28/06/2018	50 000	Cameroun	Transport
201	Projet de construction du complexe scolaire Madre Josefina	28/06/2018	2 500	Guinée Equatoriale	Education
202	Projet de mise en place d'une unité de transformation de cacao	28/06/2018	7 240	Cameroun	Agriculture & Agro-industrie
203	Projet de construction d'un complexe agropastoral dans la région continentale de la Guinée Equatoriale	28/06/2018	2 000	Guinée Equatoriale	Agriculture & Agro-industrie
204	Projet de construction du complexe scolaire Duval	19/04/2019	2 500	Cameroun	Education
205	Projet de construction d'un hôtel 4 étoiles à Douala	19/04/2019	4 570	Cameroun	Tourisme
206	Projet de réhabilitation du Centre Hospitalier Universitaire de Brazzaville (CHU-B)	19/04/2019	12 000	Congo	Santé
207	Projet de construction d'une usine de fabrication, d'emballage et de conditionnements de produits pharmaceutiques	19/04/2019	6 000	Congo	Industrie
208	Projet de construction de 1.000 logements et équipements collectifs	19/04/2019	45 000	Gabon	Développement urbain
209	Projet de construction du nouveau terminal à passagers à l'aéroport de Bata	19/04/2019	80 000	Guinée Equatoriale	Transport
210	Projet de création d'un complexe agropastoral à Bata	19/04/2019	2 500	Guinée Equatoriale	Industrie
211	Projet de construction d'une usine de ciment colle à Bata	19/04/2019	1 100	Guinée Equatoriale	Agriculture & Agro-industrie
212	Projet de construction de l'hôtel Radisson Blu à Douala	19/12/2019	9 000	Cameroun	Tourisme
213	Projet de mise en place d'une unité industrielle intégrée de production de lait et de biogaz à Ngaoussaï	19/12/2019	5 000	Cameroun	Industrie
214	Projet d'extension de la capacité de production et de stockage de la station de broyage de ciment à Douala	19/12/2019	3 500	Cameroun	Agriculture & Agro-industrie
215	Plan de développement de la Société Global Développement SARL	19/12/2019	5 000	Congo	Finance & Service
216	Mise en place d'une ligne de refinancement en faveur du Crédit Solidaire du Gabon	19/12/2019	4 000	Gabon	Finance & Service
217	Projet d'extension des activités industrielles du Groupe Supermarket dans la zone portuaire de Pointe-Noire	19/12/2019	3 000	Congo	Energie
218	Projet de construction de la centrale hydroélectrique de Sendje	19/12/2019	80 000	Guinée Equatoriale	Industrie
219	Ligne de crédit en faveur de BONAFIDE Microbank SA	19/12/2019	1 500	Guinée Equatoriale	Industrie
220	Plan de riposte contre la pandémie de la COVID-19 au Cameroun	10/07/2020	15 000	Cameroun	Santé
221	Projet de construction du Panafrican Pacific Plaza Hotel à Douala	10/07/2020	1 750	Cameroun	Tourisme
222	Plan de riposte contre la pandémie de la COVID-19	10/07/2020	15 000	Centrafrique	Santé
223	Ligne de crédit en faveur de la Banque Postale du Congo	10/07/2020	10 000	Congo	Finance & Service
224	Financement de la riposte à la pandémie de la COVID-19	10/07/2020	15 000	Congo	Santé
225	Plan complet de réinstallation des personnes affectées par le projet d'aménagement des bassins versants de Gué Gué, Lowé (Prêt complémentaire)	10/07/2020	20 000	Gabon	Eau & Assainissement
226	Plan de riposte contre la pandémie du coronavirus (COVID-19)	10/07/2020	15 000	Gabon	Santé
227	Construction d'un complexe commercial et hôtelier à Moanda	10/07/2020	1 000	Gabon	Tourisme
228	Projet de renforcement des services de santé de la Guinée Equatoriale	10/07/2020	15 000	Guinée Equatoriale	Santé
229	Projet de mise en place d'une unité industrielle de production d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE)	10/07/2020	1 500	Tchad	Agriculture & Agro-industrie
230	Projet d'appui pour la préparation et la riposte à la pandémie à Coronavirus COVID-19	10/07/2020	15 000	Tchad	Santé
231	Projet de mise en valeur des ressources en eaux souterraines et de valorisation des eaux des provinces de l'Ennedi Est & Ouest	10/07/2020	14 000	Tchad	Eau & Assainissement

N°	TITRE DU PROJET	DATE D'OCTROI	MONTANT (MFCFA)	PAYS	SECTEUR
232	Projet de mise en place d'une exploitation agricole cacaoyère et multicultures dans le département de la Sangha	27/11/2020	2 000	Congo	Agriculture & Agro-industrie
233	Ligne de crédit en faveur d'Orabank Gabon	27/11/2020	20 000	Gabon	Finance & Service
234	Projet de mise en place d'une unité de transformation des fruits tropicaux à Mongomo en Guinée Equatoriale,	27/11/2020	1 900	Guinée Equatoriale	Agriculture & Agro-industrie
235	Projet de construction d'une usine de fabrication de papier à Bata	27/11/2020	1 700	Guinée Equatoriale	Industrie
236	Projet de construction du centre commercial SARA SHOP à Malabo	27/11/2020	1 500	Guinée Equatoriale	Finance & Service
237	Projet de construction de deux Metro-grids et des réseaux de distribution dans les villes de Mongo et d'Ati en République du Tchad	27/11/2020	4 000	Tchad	Energie
TOTAL GENERAL			1 626 852		

ANNEXE 4

LISTE DES ETUDES FINANCEES DEPUIS LA CREATION DE LA BANQUE

N°	TITRE DE L'ETUDE	DATE D'OCTROI	MONTANT (MFCFA)	PAYS	SECTEUR
1	Pré-coopératives du Pool et des Plateaux	05/03/1983	33,0	Congo	Dévelop. Rural
2	Carrière de Mani	09/06/1982	16,0	Tchad	Mines
3	Hydraulique pastorale au Nord Cameroun	04/12/1982	60,0	Cameroun	Dévelop. Rural
4	Faisceau Hertzien Bangui-Impfondo	02/02/1983	35,5	RCA	Télécomm.
5	Hydraulique villageoise	20/03/1984	22,5	RCA	Dévelop. Rural
6	Zone UDEAC/TCHAD du Port de Douala	18/10/1984	37,5	RCA	Télécomm.
7	Sauvetage bovins trypanotolérants	27/04/1984	28,3	RCA	Dévelop. Rural
8	Evaluation SONAPA (ex CMPA)	11/04/1984	6,5	Tchad	Dévelop. Rural
9	Atelier de transformation. De lait dans la Région de Bangui	19/08/1985	14,5	RCA	Dévelop. Rural
10	Plantations villageoises de palmiers à huile	21/09/1985	65,4	RCA	Dévelop. Rural
11	Groupement des forestiers de l'Estuaire	06/09/1986	32,1	Gabon	Industrie
12	Séminaire de Développement Rural	20/06/1986	13,2	Tchad	Dévelop. Rural
13	Assistance à la gestion SONAPA	31/07/1986	45,5	Tchad	Dévelop. Rural
14	Projet de réhabilitation Casier A de Bongor	03/09/1986	50,3	Tchad	Dévelop. Rural
15	Produits pêche Chari et Logone	03/09/1986	28,7	RCA	Dévelop. Rural
16	Valorisation de la production bovine	15/09/1986	62,5	RCA	Dévelop. Rural
17	Charbon de bois en RCA	29/10/1986	13,5	RCA	Energie
18	Transformation de manioc en farine	12/11/1986	7,0	Régional	Dévelop. Rural
19	Etude-Action installation exploitations agricoles	30/11/1988	120,7	Congo	Dévelop. Rural
20	Etude-Action développement polders traditionnels	30/04/1988	150,0	Tchad	Dévelop. Rural
21	Adaptation BDEAC financement petite exploitation	30/03/1989	82,0	Régional	Dévelop. Rural
22	Actualisation faisabilité mini-laiterie	29/06/1989	15,8	RCA	Dévelop. Rural
23	Mise en place Département du Contrôle	06/11/1989	18,6	Régional	-
24	Ferme élevage porcine Essassa	07/11/1989	2,9	Gabon	Dévelop. Rural
25	Marché poisson séché au Congo	17/03/1990	5,8	Congo	Industrie
26	Etude-Action unités de transformation agro-alimentaires	03/10/1990	12,5	RCA	Dévelop. Rural
27	Actualisation études produits pharmaceutiques UDEAC	10/04/1991	40,0	Régional	Industrie
28	Projet pilote dévelop.petits ruminants Province de l'Est	25/09/1991	2,2	Cameroun	Dévelop. Rural
29	Séminaire sur les études de marché	20/07/1992	13,0	Régional	-
30	Etude sur les conditions économiques et sociales en Afrique Centrale pour 2004	24/06/2003	18,0	Régional	Environnement économique
31	Actualisation de l'étude de faisabilité du projet d'aménagement hydroélectrique de Memve'ele	01/04/2005	230,0	Cameroun	Energie
32	Etude complémentaire de faisabilité de l'aménagement hydroélectrique de Memve'ele et pour l'assistance au Comité de suivi du Projet	17/11/2005	329,0	Cameroun	Energie
33	Etudes de faisabilité de l'huilerie d'Edou	Décision 2005	58,0	Congo	Agro-industries
34	Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique Centrale (PDCT-AC)	28/03/2006	91,0	Régional	Transports
35	Financement des Etudes relatives à la mise en œuvre du schéma institutionnel du système électrique interconnecté Boali-Bangui		250,0	RCA	Energie
36	Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique Centrale (PDCT-AC) – Complément Budget COS PDCT-AC	12/12/2008	75,0	Régional	Transports
37	Etude relative à la mise en place du Fonds Spécial Régional de Développement Agricole (FSRDA)	05/04/2009	30,0	Régional	Finance
38	Etudes complètes du réseau de transport d'énergie électrique connexe aux projets des aménagements hydroélectriques des chutes de Fe II et de l'Impératrice	25/03/2011	3 200,0	Gabon	Infrastructures de base
39	Financement des études de faisabilité technique, économique, environnemental et social pour la construction du chemin de fer entre Bangui (RCA) et Belabo (Cameroun)	20/09/2012	1 902,0	RCA	Infrastructures de base
40	Financement des études de faisabilité pour la construction de la centrale hydroélectrique sur le site de Dimoli	20/09/2012	1 260,0	RCA	Energie
41	Financement des études pour un plan de potabilisation de l'eau en milieu rural	20/09/2012	250,0	RCA	Dévelop. rural
42	Financement par l'Aide Budgétaire Globale Française (ABG) de l'étude relative à la mise en place d'un fonds de garantie des avals et cautions pour le soutien aux PME/PMI en zone CEMAC	14/05/2014	100,0	Régional	Environnement économique
43	Etude pour le financement des petites et moyennes exploitations en zone CEMAC	14/05/2014	410,0	Guinée Equatoriale	Environnement économique
44	Etude de faisabilité du projet d'appui à la modernisation des filières avicole et porcine au Gabon	14/11/2014	500,0	Gabon	Agropastoral
45	Etude pour le projet d'exécution des travaux de réhabilitation et de bitumage de la RN2	10/07/2020	16 800	Congo	Infrastructures
	TOTAL		26 536,3		

ANNEXE 5

LISTE DES PRISES DE PARTICIPATIONS DE DEPUIS LA CREATION DE LA BANQUE

N°	TITRE DE LA PRISE DE PARTICIPATION	DATE D'OCTROI	MONTANT (MFCFA)	PAYS	SECTEUR
1	Commercial Bank Tchad (CBT)	21/07/1989	100,5	Tchad	Finance
2	Bourse de Valeurs Mobilières en Afrique Centrale (BVMAC)	24/06/2003	200,0	Régional	Finance
3	Société Monétique de l'Afrique Centrale (SMAC)	01/04/2005	300,0	Régional	Finance
4	Banque Congolaise de l'Habitat (BCH)	20/07/2007	200,0	Congo	Finance
5	Banque Africaine d'Import-Export	09/08/2019	5 239,0	Régional	Finance
6	Etablissement communautaire de microfinance	09/08/2019	1 161,0	Régional	Finance
TOTAL			7 200,5		